



Ouvrer pour que les  
populations rurales pauvres  
se libèrent de la pauvreté

## **Tchad**

---

### **Programme d'Appui au Développement Rural dans le Guéra (PADER-G)**

#### **Rapport de supervision**

#### Rapport principal et appendices

Dates de la mission: du 06 au 20 septembre 2015

Date du document: 25/09/2015

No. du Projet: 1582

No. du rapport: 3886-TED

Division Afrique de l'Ouest et du Centre  
Département gestion des programmes



## Table des matières

A.	Introduction	1
B.	Vue d'ensemble de l'exécution du Programme	2
C.	Produits et effets	3
D.	État d'avancement de l'exécution du Programme	10
E.	Aspects fiduciaires	12
F.	Durabilité	17
G.	Partenariat	18
H.	Conclusion	19

## Appendices

Appendice 1:	Résumé de l'état d'avancement du programme et notes attribuées	21
Appendice 2:	Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	25
Appendice 3:	Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	33
Appendice 4:	État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)	35
Appendice 5:	Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	41
Appendice 6:	Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement au 31/08/2015	44
Appendice 7:	Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	45
Appendice 8:	Mise en œuvre des Recommandations de la mission de revue à mi-parcours de décembre 2014	46

## **Tchad**

### **Programme d'Appui au Développement Rural dans le Guéra (PADER-G)**

Mission de supervision: du 06 au 20 septembre 2015

## **A. Introduction<sup>1</sup>**

1. Le Gouvernement de la République du Tchad et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) ont signé un Accord de financement d'un montant total de 17,40 millions de USD, dont 8,95 millions de USD en Prêt et 8,45 millions de USD en Don, pour la mise en œuvre du Programme d'Appui au Développement Rural dans le Guéra (PADER-G). L'Etat Tchadien contribue au financement du programme pour 2,53 millions de USD, et les bénéficiaires pour 0,19 million de USD ans. D'une durée de cinq ans, le programme est entré en vigueur le 18 octobre 2011. Son achèvement est prévu pour le 31 décembre 2016.

2. L'objectif global est de contribuer à construire les bases préalables à une amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus des populations rurales dans le Guéra. Plus spécifiquement, il s'agit de : i) la poursuite de l'amélioration des infrastructures d'accès à l'eau potable, de disponibilité des céréales en période de soudure et de désenclavement des zones à fort potentiel économique ; ii) l'accroissement de la mobilisation de l'épargne locale et la consolidation d'une structure d'offre de services financiers viables et adaptés aux besoins spécifiques des ménages et producteurs ruraux ; et iii) le renforcement des capacités des organisations de paysannes (OP) à la base et de la capacité de leurs groupements à rendre des services à leurs membres.

3. Pour réaliser ces objectifs, le PADER-G est structuré autour de quatre composantes : i) Amélioration des infrastructures de base ; ii) Amélioration de l'accès aux services financiers ; iii) Renforcement des capacités des organisations paysannes (OP) à la base et de leurs unions/groupements; et (iv) Coordination, gestion et suivi évaluation de la mise en œuvre. Le programme couvre l'ensemble des départements de la région du Guéra, avec son siège à Mongo, chef-lieu de la région.

4. Une mission de supervision conjointe du Gouvernement du Tchad et du FIDA a séjourné à Ndjamena et dans la zone du programme du 06 au 20 septembre 2015 avec pour objectifs : i) d'évaluer la performance globale du programme et son impact ; ii) d'apprécier la qualité de la gestion administrative et comptable du programme ; iii) de faire le point de l'état d'avancement des activités prévues dans le PTBA 2015, au 31 août 2015 par composante aussi bien au niveau physique que financier ; iv) d'apprécier le niveau d'exécution des principales recommandations de la dernière mission de revue à mi-parcours du PADER-G de décembre 2014 ; v) de passer en revue les procédures d'acquisition des biens et services du programme, et vi) d'analyser avec l'équipe du programme et les partenaires impliqués dans sa mise en œuvre, les difficultés et les contraintes rencontrées, et proposer des solutions appropriées.

5. A Ndjamena, la mission a rencontré la Ministre de l'Agriculture, les Secrétaires Généraux du Ministère du Plan et de la Coopération Internationale et du Ministère de l'Agriculture, le Directeur de la Dette au Ministère des Finances, le Directeur Général de l'hydraulique au Ministère de l'Hydraulique. La mission a également rencontré le Représentant de la FAO, et la Délégation de l'Union Européenne.

---

<sup>1</sup> Composition de la mission: La mission était composée de : Ibrahima, Chargé de Portefeuille, WCA, Chef de Mission ; Lacine Ahidara, Ingénieur agronome, chargé de la coordination du rapport de supervision ; Moulaye Idrissa Tera, Expert Financier chargé des questions fiduciaires ; Ann Wessling, Experte en Finance Rurale Inclusive ; Ahmed Sadjji, Expert Développement des micros et petites entreprises rurales ; Etien Jacques Boka, Expert en infrastructure ; Mamadou Diouldé Sow, Expert en passation des marchés. La partie nationale était représentée par : M. Sanoussi Hisseine Hamdane, Ministère de l'Agriculture, M Noubadoum Djimadoubaye, point focal du projet au Ministère de l'Agriculture, M. Ngarmeline Ngargondo, point focal au Ministère du plan et de la coopération internationale ; M Soumaine Albachar, PF/CNCPRT ; Mme Titimbaye Mariam, Représente CELIAF ; M. Algoni MahamatAli, Point focal/Ministère de Finances et du Budget ; Ministère de l'Agriculture, Abakar Mahamat Nour, Ministère des infrastructures de désenclavement et de Transport/IDT, M Mbaribo Tadio, MHPV.

6. Dans la région du Guéra, elle a rencontré les autorités administratives et locales (Gouverneurs, Préfets, Sous-Préfets et Maires), les opérateurs de mise en œuvre et les services techniques déconcentrés de l'Etat. La mission a également visité des réalisations du programme et rencontré les acteurs à la base (les producteurs et leurs organisations). Enfin, la mission a travaillé en étroite collaboration avec l'Unité de Coordination et de Gestion du Programme (UCGP) pour examiner l'état d'exécution du PTBA 2015 et le niveau d'avancement global du programme.

7. La mission a présenté à l'UCGP ses principales conclusions et recommandations préliminaires au cours d'une réunion tenue le 13 septembre 2015 à Mongo en présence de toutes les parties prenantes. Le projet d'aide-mémoire a été discuté avec l'équipe du programme au bureau de liaison des projets et programmes FIDA à Ndjamena le 16 septembre 2015. Enfin, une réunion de restitution a eu lieu au Ministère du Plan et de la Coopération Internationale le vendredi 18 septembre 2015.

8. La mission exprime ses remerciements aux autorités tchadiennes, notamment les responsables des Ministères en charge de l'Agriculture, des Finances et du Plan, les autorités administratives de la région du Guéra, les opérateurs de mise en œuvre, les organisations/associations de producteurs et leurs membres, ainsi que l'ensemble du personnel du PADER-G pour leur collaboration et leur soutien, qui ont permis le bon déroulement de la mission.

## **B. Vue d'ensemble de l'exécution du Programme**

9. Globalement, l'exécution du Programme est satisfaisante, car la plupart des objectifs quantitatifs sont atteints ou en passe de l'être. A la date du 31 août 2015, 50 243 ménages ont été touchés pour un objectif initial de 38 650, soit 233 177 personnes, dont près de 50% de femmes. Les infrastructures mises en place, particulièrement les banques de soudure, les forages et la piste constituent effectivement les conditions essentiellement pour une amélioration de la sécurité alimentaire dans la région ciblée. Les efforts du programme depuis la RMP ont permis la finalisation et la conclusion de l'essentiel des marchés d'infrastructures. Les réalisations de terrain se sont considérablement accélérées avec l'achèvement des premiers lots de 48 forages, l'aménagement de la piste Temki-Amkharouma longue de 58,8km, ainsi que les travaux de construction des bâtiments de banques de soudure, de caisses d'épargne et de crédit, et de puits maraîchers. Cependant, la mission note que les organisations promues pour l'entretien et la maintenance des ouvrages sont jeunes et ont besoin d'un appui continu en renforcement des capacités tant technique et de gestion..

10. Suite à sa restructuration, le réseau de l'UCEC-G est constitué de 30 guichets rattachés à 9 caisses et une faïtière. Depuis 2012, le réseau est dans une phase de consolidation de la viabilité de ses caisses et d'autonomisation du réseau. L'adoption des nouveaux produits financiers (warrantage et crédit islamique) devrait contribuer à l'élargissement de la portée de l'UCEC-G auprès des populations rurales du Guera. La situation financière varie d'une caisse à l'autre, mais la tendance globale est favorable, avec une amélioration des marges financières. Le réseau UCEC-G jouit d'une bonne réputation auprès des autorités de tutelle, des partenaires techniques et financiers (PTF), et des populations rurales du Guéra. Toutefois, des insuffisances sont relevées en matière de gouvernance, de performance et de stabilité financière dues en partie à la relative jeunesse du réseau, mais aux ressources prêtables limitées, et une crise de gestion due à l'absence d'un directeur depuis 9 mois. A quinze mois de la date d'achèvement du PADER-G, il est peu probable que l'UCEC-G atteigne l'objectif d'autonomie financière assigné au démarrage du programme.

11. En matière de renforcement des capacités des organisations paysannes et de leurs représentations, les appuis du programme ont bénéficié à 96 OP, dont 40 de OP de production céréalière et de petit commerce, 4 groupements de producteurs semenciers, et 52 OP maraîchères. Les appuis en alphabétisation fonctionnelle, gestion organisationnelle et élaboration de plan d'affaires ont concerné les 40 OP de production céréalière, dont 30 ont bénéficié de financement. Les résultats obtenus après ce premier cycle de mise en œuvre des micro-projets financés se sont avérés mitigés en raison d'insuffisances notées dans : (i) la qualité des plans d'affaires, (ii) l'analyses des marchés ; (iii) la durée et les modalités de paiement du crédit. La baisse notable des cours de certains

principaux produits agricoles a aussi contribué à la dégradation de résultats des micro-projets financés, particulièrement pour les activités d'embouche bovine et de commercialisation des céréales.

12. Les appuis du programme aux multiplicateurs semenciers et aux producteurs maraîchers ont suscité un grand engouement au sein des producteurs du Guéra. Les résultats de l'utilisation de semences améliorées sont attendus pour la fin de la campagne. Pour ce qui concerne les producteurs maraîchers, les puits sont réalisés mais les aménagements seront faits par les bénéficiaires eux-mêmes. La campagne maraîchère prochaine devra permettre de mesurer l'impact des puits et des aménagements sur la production.

13. Globalement, les opérations de gestion du PADER-G sont conduites normalement. Ainsi, les livrables, notamment les états financiers et le rapport définitif de l'audit des comptes 2014, ont été transmis au FIDA respectivement le 31/03/15 et le 27/05/15. Au plan des performances opérationnelles, il faut noter qu'à quinze (15) mois de la date d'achèvement du Programme : i) les taux de décaissement réels sont respectivement de 75,58% pour le Prêt et 76,65% pour le Don ; ii) le taux moyen d'exécution des PTBA sur la période 2012/2014 est de 79,51% ; iii) la contrepartie de l'Etat est mobilisée à hauteur de 117% par rapport à ses engagements et, iv) la contribution des bénéficiaires comptabilisée représente 87% de celle attendue sur la durée de mise en œuvre du Programme.

14. En matière de passation des marchés, la situation globale au niveau du pays devrait s'améliorer avec la validation par le Gouvernement du Tchad d'un nouveau projet de code des marchés publics. Ce code consacre la séparation des fonctions de contrôle à priori et de régulation, et de plus, prévoit la mise en place formelle des trois organes requis à savoir: i) les organes de passation ; ii) les organes de contrôle ; et iii) les organes de régulation. D'une manière générale, les procédures de passation des marchés au PADER-G sont conformes, mais des améliorations devraient être apportées dans le processus de sélection de consultants.

## C. Produits et effets

### Composante 1 : Amélioration de l'accès aux infrastructures de base

#### *Sous composante Amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement*

15. La mise en œuvre de la sous composante se fait à travers (i) la réalisation d'infrastructures d'alimentation en eau potable et d'assainissement, (ii) la mise en place d'un mécanisme de gestion et de maintenance durable des infrastructures et (iii) des campagnes d'information, éducation et communication (IEC) sur les services de l'eau, l'hygiène et l'assainissement.

16. Au terme de la RMP et tenant compte de la date d'achèvement du Programme (31.12.2016) et des expressions de besoins, les objectifs initiaux avaient été revus, et programmés comme suit :

DESIGNATION	OBJECTIFS		PROGRAMMATION	
	RPE	RMP	2012/2014	2015
Forages nouveaux équipés	100	100	48	52
Forages à réhabiliter	20	24	18	6
Analyse des eaux	100	100	48	52
Point d'eau autonome	2	0	0	0
Latrines institutionnelles	100	8	0	8
Latrines familiales	0	600	300	300
Comités de gestion redynamisés	0	33	33	0
Comités de gestion mis en place, formés et encadrés	100	100	48	52
Contribution des bénéficiaires (150 000 F CFA/forage)	100	100	48	52
Campagne IEC	1	4	2	2

17. A la date du 31 août 2015, les nouveaux forages à réaliser en trois tranches de 18, 30 et 52 unités et les travaux correspondants ont fait l'objet de trois marchés attribués à deux entreprises. Les marchés des deux premières tranches sont achevés et celui de la 3<sup>ème</sup> tranche sera exécuté en cinq mois à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2015. Les travaux de réhabilitation lourds et de construction des superstructures ont été réalisés par des entreprises locales et l'Association des Artisans Réparateurs

du Guéra. Les campagnes d'IEC se poursuivent avec des animateurs recrutés par le Programme. Les travaux de latrines commencés continuent avec l'appui d'un consultant national. Les réalisations de la sous composante concernent (i) 33 forages équipés sur une prévision de 100 et la réhabilitation de 24 forages (24/24), (ii) la mise en place de 100 comités de gestion de point d'eau et la redynamisation de 33 anciens CGPE, (iii) la construction de 266 latrines sur 608, (iv) la mobilisation de la contribution des bénéficiaires (62 villages sur 85 villages) et (v) la conduite de 4 campagnes IEC.

18. La mission a noté que les taux d'échec (16,6% et 30%) enregistrés de l'exécution des deux lots de 18 et 30 forages sont largement en deçà de la moyenne de 50% dans la zone d'intervention. Cette performance résulte de la qualité des études géophysiques et du professionnalisme du personnel commis. Ce résultat satisfaisant est également lié au fait que les études géophysiques ont été confiées à l'entreprise en charge de la réalisation des travaux de forage. Ce résultat est à mettre à l'actif de l'équipe du PADER-G et mérite d'être capitalisé dans les interventions futures. Elle a également noté que les travaux des 48 forages ont été exécutés sans que tous les villages bénéficiaires se soient préalablement acquittés de leur contribution de 150 000 F CFA, conformément à l'arrêté N°24/MHUR/2011. Le cumul de la contribution des bénéficiaires de nouveaux forages s'élève à 8 382 750 F CFA sur un montant attendu de 12 750 000 F CFA, soit un taux de réalisation de 65,75%.

19. Par ailleurs, les artisans réparateurs locaux de forage n'ont pas encore été formés ni équipés. Enfin, la mission a noté que certains villages ont opté pour la vente de l'eau. Cependant, elle déplore le fait que, ni le prix de vente de l'eau, ni le niveau de cotisation par ménage ne reposent sur une base de calcul tenant compte de la nécessité de couvrir les coûts d'amortissement de la pompe et les frais courants d'entretien de maintenance. Pour estimer les frais d'entretien et de maintenance, le PADER-G devra contacter l'Association des artisans réparateurs du Guéra.

20. Le dispositif de surveillance et contrôle, du suivi et de la supervision des travaux comprend un ingénieur conseil qui assure la surveillance et le contrôle à pied d'œuvre, le PADER-G (responsable des infrastructures) pour le suivi à travers des missions de terrain et la Direction compétente du Ministère en charge de l'hydraulique rurale à travers des missions à périodicité trimestrielle pour la supervision générale. Les bénéficiaires directs sont présents à toutes les phases des travaux. Ce dispositif a permis de garantir la qualité des travaux qui ont été exécutés suivant les spécifications techniques. Toutefois, la désignation nommément du point focal basé au ministère à N'Djamena, n'a pas facilité la collaboration avec la délégation régionale compétente, ce qui peut être dommageable pour le suivi des CGPE et des ouvrages après l'achèvement du Programme. Ledit point focal n'a effectué qu'une mission sur les quatre prévues.

21. La construction des latrines familiales, qui ont été accueillies avec enthousiasme par les bénéficiaires, accuse un retard qu'il convient de résorber à la fin de la saison des pluies. Il convient également d'équiper tous les sites des banques de soudure de latrines.

22. Les effets des ouvrages réhabilités et des 33 forages livrés commencent à se ressentir sur le bien-être des usagers. Les bénéficiaires rencontrés estiment en effet que les forages réhabilités et les nouveaux forages permettent de réduire considérablement les distances de transport de l'eau, les temps d'attente aux puits traditionnels. En outre, la bonne qualité de l'eau contribuerait à éviter plusieurs maladies.

### ***Sous composante Amélioration de la disponibilité des céréales en période de soudure***

23. En ce qui concerne les banques de soudure, l'objectif initial était de construire 65 bâtiments magasins, mais ce chiffre revu à 66 à la RMP. Au 31 août 2015, cet objectif est totalement réalisé avec en plus la réhabilitation de 9 magasins et la dotation en stock initial de tous les magasins. Les travaux de construction ont été exécutés suivant selon les règles de l'art. Ce qui dénote un suivi adéquat du PADER-G et des bénéficiaires. La mission déplore que l'installation de latrines et l'équipement du bureau du comité de gestion en mobilier (table de travail et armoire de rangement) ne fasse part partie de l'appui octroyé. Par ailleurs, la mission a noté que les clefs de certaines banques de soudure sont détenues par une seule personne. La mission invite l'UCGP à prendre en compte des observations dans le cadre de la mise en œuvre du PARSAT.

24. Les bénéficiaires apprécient favorablement les banques de soudure construites. Certaines de ces banques reçoivent des dépôts de produits agricoles des villages voisins moyennant une



redevance de 500 F CFA par sac de 80 – 100 kg contre 250 F CFA pour les membres du groupement. En outre, ils estiment que leurs productions agricoles sont plus sécurisées car les risques d'incendie et vols sont plus faibles. Les effets des de soudure sur la disponibilité et l'accès aux aliments durant la soudure doivent être documentés. Les effets des prêts en nature des banques de soudure sur la relance de la capacité de production des plus pauvres sont également à analyser

### ***Sous composante Amélioration de l'accès aux marchés***

25. Les travaux d'aménagement de piste d'une piste longue de 58,8 km pour désenclaver une zone de production majeure (piste rurale Temki – Amkarouma) ont été réalisés. Toutefois, les structures en charge de la gestion et l'entretien de la piste sont en cours d'installation. Suite aux visites de terrain, la mission a constaté : (i) la praticabilité de la piste jusqu'au PK48 où elle est coupée sur une longueur d'environ 200 mètres suite à une crue exceptionnelle ; (ii) un nombre important de points critiques à traiter ; (iii) la réalisation des études en janvier 2014 en pleine saison sèche, ce qui n'a pas permis d'identifier tous les points critiques. La mission a noté que les comités de surveillance et d'entretien de chacun des huit villages traversés ont été installés et formés sur leurs rôles et responsabilités. Cependant, ces comités sont en attente des équipements et du petit matériel de chantier permettant de démarrer leurs activités.

26. Les bénéficiaires estiment que les villages traversés sont désormais désenclavés et accessibles à tout type de moyen de transport. Ils estiment également que les marchés hebdomadaires commencent à retrouver leur animation d'antan. Les coûts de transport ainsi que les temps de parcours sont réduits. Ainsi, le coût du trajet Temki-Amkarouma est passé de 5000 F CFA à 3000 F CFA et le temps de transport d'une journée à 2 heures. La piste a facilité également l'accès aux centres de soins particulièrement en situation d'urgence médicale. Par ailleurs, les travaux de la piste ont permis d'offrir une source d'emploi additionnelle aux jeunes des villages traversés.

### **Composante 2 : Amélioration de l'accès aux services financiers**

27. L'objectif de développement de la composante 2 « amélioration de l'accès aux services financiers » vise le repositionnement du réseau des CEC du Guéra sur un segment de marché rentable, permettant d'accélérer l'atteinte de l'autonomie opérationnelle et la viabilité de l'offre de services financiers adaptés aux besoins spécifiques des populations rurales de la région du Guéra. Il s'agissait plus spécifiquement de : i) de reconfigurer le dispositif opérationnel et institutionnel des caisses de l'UCEC-G conformément à la réglementation en vigueur ; et ii) de promouvoir les meilleures pratiques de gestion au sein du réseau.

28. Le PTBA 2015 avait fixé comme priorité d'accroître la professionnalisation du réseau à travers le renforcement des capacités des cadres et des élus, la mise en œuvre effective des politiques et procédures et la dotation des services techniques en ressources matérielles et humaines adéquates. Il s'agira aussi d'accroître la portée du réseau à travers le développement des services et produits adaptés à la demande des populations.

29. **Restructuration du réseau et la professionnalisation de son système de gestion.** Les principales activités réalisées dans le cadre de cette sous-composante ont concerné : (i) l'audit des comptes 2014, (ii) le renforcement des capacités des élus et des techniciens à travers des formations en gestion de crédit, en gestion des impayés, en techniques de recouvrement de crédit en impayé, (iii) les missions de contrôle interne et l'opérationnalisation du système d'information de gestion (PERFECT V6). (iv) la construction et l'ouverture de cinq (5) guichets, et le recrutement/affectation du personnel ; (v) une visite d'échange organisée au Burkina Faso pour s'imprégner de l'expérience du réseau des caisses populaires du Burkina Faso (RCPB) en matière de crédit warrantage.

30. **Consolidation et professionnalisation du réseau.** Les principales activités dans le cadre de cette sous-composante ont concerné : (i) l'appel de fonds destiné au développement du crédit warrantage et du crédit islamique, (ii) la finalisation des supports et des procédures pour la mise en place du crédit islamique et du warrantage, la formation des gérants et agents de crédit sur le crédit warrantage, la formation de l'Inspecteur et d'un gérant sur le crédit islamique.

31. **Résultats du réseau.** Les 9 caisses, une faïtière et 30 guichets opérationnels affichaient au 31/07/2015 les résultats suivants : (i) 24 508 membres par rapport à une prévision de 33 450 en fin de programme, soit un taux de réalisation de 74% et une augmentation du nombre de membres de 3% depuis 31/10/2014, (ii) 1 274 485 292 FCFA d'encours de crédit par rapport à une prévision de 1 778 112 469 FCFA, soit un taux de réalisation de 72% (une augmentation de 17% depuis 31/10/2014), (iii) 8904 emprunteurs actifs par rapport à une prévision de 23 740, soit un taux de réalisation de 38%, (iv) 3 350 emprunteurs sont des femmes, soit 38% des emprunteurs avec un encours de crédit de 284 077 585 représentant 22% de l'encours; (v) un taux d'autosuffisance opérationnelle du réseau de 72% par rapport à une prévision de 121% soit un taux de réalisation de 60% - une amélioration de 24% depuis le 31/10/14, (vi) 582 232 906 FCFA d'encours d'épargne (dont 26% de dépôt de garantie) par rapport à une prévision de 801 862 973 FCFA, soit un taux de réalisation de 73% - une baisse de 32% depuis le 31/10/2014 ; (vii) le taux de portefeuille à risque est de 5,85% par rapport à un objectif de 3% - une baisse de 2,15% depuis le 31/10/2014.

32. En décembre 2014 l'encours de crédit de l'UCEC-G était 1 126 969 626 FCFA avec un total de client actif de 9 214. Le portefeuille de crédit est concentré dans le secteur de commerce avec 84,91% du volume et 90,79% des clients. Dans une large mesure, les crédits au commerce concernent les transactions et opérations commerciales sur les produits agricoles et d'élevage. Le secteur agricole représente 1,39% de l'encours total avec un encours de 12 502 914 et 402 clients dont 135 femmes et 267 hommes. Le secteur d'élevage représente 4,6% de l'encours total avec 51 805 364 FCFA et 42 clients dont 4 femmes et 38 hommes.

33. **Défis majeurs du réseau.** Comme la plupart des réseaux des caisses d'épargne et de crédit qui opèrent en milieu rural en Afrique, l'UCEC-G est confrontée à un certain nombre de défis qu'elle peine à relever afin d'atteindre sa viabilité financière, c'est-à-dire la capacité de l'UCEC-G à couvrir par ses produits l'ensemble de ses charges de fonctionnement.

34. Les capitaux propres de l'institution sont constitués principalement de frais d'adhésion qui sont très faibles étant donné le faible niveau de revenu des populations rurales du Guéra. Pour augmenter les fonds disponibles pour des prêts, il s'avère nécessaire de développer une stratégie de mobilisation de l'épargne locale et de crédit. Toutefois, l'épargne mobilisable dans la région est limitée à de petits montants, ce qui exige un temps considérable avant de constituer des fonds suffisants et de générer une marge pour financer sa croissance. En 2015, les subventions ou lignes de financement auxquelles aura accès l'UCEC-G sont : 300 000 000 FCFA de l'Etat dont 200 000 000 FCFA déjà débloqués, 135 000 000 FCFA du FIDA (en cours de décaissement) et 100 000 000 FCFA de la BID (convention signée mais pas encore opérationnelle). La mise en place de ces fonds est importante pour le développement du réseau, car ils renforcent les fonds propres de l'institution. Toutefois, ces lignes de financement sont affectées à de nouveaux produits qui ne sont pas toujours bien maîtrisés par le personnel des caisses (par exemple la finance islamique qui concerne les fonds de la BID) ou de nouveaux types de clients qui ne sont pas suffisamment informés sur la nécessité de rembourser le crédit perçu (fonds de l'Etat). Pour réduire ces risques, l'UCEC-G doit renforcer les capacités de son personnel et le niveau de sensibilisation des organisations rurales sur les nouveaux produits tels que le crédit islamique, de warrantage pour assurer la cohérence des demandes des clients avec les objectifs et politiques des caisses.

35. Actuellement, le réseau de l'UCEC-G est constitué de 30 guichets rattachés à 9 caisses et une faïtière agréées en 2014. Son faible niveau de revenu et les capacités limitées des ressources humaines expliquent en partie les problèmes de gestion que rencontre le réseau. Un de ces problèmes est l'absence d'un directeur depuis neuf mois. En effet, le réseau a démarré l'année 2015 sans directeur et sans comptable, deux postes clés qui sont toujours vacants. Le processus de recrutement d'un nouveau directeur piloté par le Conseil d'administration a été infructueux. Vu les difficultés rencontrées pour le recrutement du directeur compétent et l'ambiguïté qui règne au niveau de la direction concernant la prise des décisions, la mission recommande que le conseil d'administration (CA) désigne un directeur par intérim qui sera encadré par l'assistant technique du CIDR et le CA. La mission recommande que l'assistant comptable qui assure les fonctions de chef

comptable actuellement soit appuyé par un comptable expérimenté au sein de l'UCGP du PADER-G afin de rehausser ses capacités et son expertise.

36. Depuis 2002, le CIDR est intervenu de façon continue dans le Guéra en apportant une assistance technique spécialisée. Ainsi, le CIDR a activement contribué à toutes les phases de mise en place, de restructuration et développement des caisses autogérées villageoises à la structuration actuelle de l'UCEC-G. En 2011, le renouvellement du contrat du CIDR a été assujéti à une évaluation de l'UCEC-G et à l'élaboration d'un plan d'affaires pour le réseau. Avant l'achèvement du PADER-G, la mission recommande d'actualiser les plans d'affaires des caisses et d'évaluer les capacités institutionnelles de l'UCEC-G ainsi que l'appui technique apporté par le CIDR. Cette évaluation devra déterminer la durée d'appui et le budget nécessaire pour que l'UCEC-G parvienne à atteindre pleinement une autonomie financière. La mission recommande également un appui continu du FIDA au processus de consolidation institutionnelle de l'UCEC-G à travers la formulation d'un projet d'appui à l'UCEC-G afin de renforcer la durabilité de cette institution financière rurale.

### **Composante 3 : Renforcement des capacités des OP à la base et de leurs représentations**

37. Les principaux objectifs de la composante 3 du PADER-G jusqu'à la fin du programme se présentent ainsi qu'il suit : (i) élaborer 40 plans d'affaires; (ii) élaborer et financer 30 microprojets; (iii) alphabétiser 400 membres des OP; (iv) former 40 OP en capacités organisationnelles, de gestion, d'entrepreneuriat et de commercialisation. Depuis la revue à mi-parcours (RMP), il a été demandé au programme de mettre l'accent sur la mise en œuvre des opérations pilotes visant à tester des techniques d'augmentation de la production/productivité agricole et de gestion du risque climatique, essentiellement des activités de production et multiplication de semences améliorées, et de production maraîchère.

#### **Structuration et Organisation des organisations paysannes**

38. Les OP sont généralement bien constituées avec une configuration classique des bureaux désignant : un président, un secrétaire général, un trésorier, des suppléants et deux commissaires aux comptes. Toutes les OP ont une reconnaissance juridique avec des récépissés délivrés par la Sous-préfecture de la circonscription concernée. L'appropriation des responsabilités est bien effective au niveau des différents membres de bureau et la représentation se situe à un niveau satisfaisant avec une bonne maîtrise des activités de l'OP, des aspects financiers et des problèmes auxquels les membres sont confrontés particulièrement en ce qui concerne des Groupements de semenciers.

39. Globalement, les organisations paysannes de base sont fonctionnelles, mais elles restent faibles. Elles ont besoin de plus d'appui pour consolider leur structuration et leur organisation. Quant aux groupements de semenciers, ils sont aussi de création récente (juillet 2015) et ont également besoin d'appui pour développer une vision claire qui oriente leurs actions et priorise les services adaptés à rendre à leurs membres.

#### **Evaluation des plans d'affaires simplifiés des OP, des micros projets financés et des appuis mobilisés**

40. Le PADER-G a aidé à la réalisation de 40 plans d'affaires pour 40 OP avec l'aide de deux prestataires à la suite de la rupture de collaboration avec Oxfam Intermon. Parmi les 40 plans d'affaires élaborés par les prestataires de services, 1 a été jugé irrecevable. Parmi les 39 acceptés, 30 ont été financés en 2014. Sur les 9 prévus dans le PTBA 2015, 5 ont été déjà financés à travers des micros projets, 2 sont approuvés et seront financés avant les prochaines récoltes prévues en mi-octobre, et 2 sont en attente de financement parce que leurs promoteurs n'ont pas encore mobilisé les apports.

41. L'analyse des 40 plans d'affaires permet de faire les constats ci-après : (i) l'essentiel des 40 documents de plan d'affaires élaborés sont des microprojets articulés sur des opérations ponctuelles : petits commerces, production/vente pour des cultures céréalières, embouche bovine et/ou transformation (une seule activité) ; (ii) des comptes d'exploitation prévisionnelle très simplifiés qui ne permettent pas l'appréciation optimale des paramètres de la rentabilité, (iii) les analyses des prix et du marché ne sont pas suffisamment étayées pour donner des informations susceptibles de fonder une véritable opportunité d'affaires. En définitive, il est nécessaire de relever que les plans d'affaires présentent des insuffisances, parce que même réduits à de simples micros projets, les informations nécessaires pour estimer leur rentabilité sont incomplètes.

42. L'analyse des 16 micros projets contenus dans le document de rapport de suivi des plans d'affaires des OP donne les constats ci-après : i) des comptes de résultats contenant des erreurs notamment : difficultés de différenciation entre produits et charges ; ii) les données sur les marchés terminaux ne sont pas maîtrisées, iii) des cas d'utilisation des prêts pour d'autres besoins.

43. Le financement s'est fait en partie avec un apport personnel des promoteurs pour 15 %, une subvention du PADER-G pour 35% et un prêt à l'UCE-G de 50% mobilisé par le projet sur les fonds d'appui aux OP. Les termes du crédit n'étaient adaptés aux besoins des promoteurs. La durée du crédit était trop courte (6 mois) et tout le prêt devait être remboursé en une seule échéance. Les ressources obtenues des microprojets ont été mobilisées en deçà des prévisions contenues dans des plans d'affaires. Le contexte actuel marqué par la fermeture des frontières avec le Nigeria a renforcé les difficultés rencontrées par les promoteurs de microprojets (baisse du cours des produits tels que le bovin et le sésame). Cette phase test de micros projets a fourni des résultats en deçà des attentes mais les enseignements tirés devraient éclairer la mise en œuvre des activités du PARSAT.

#### **Qualité et adaptabilité des services offerts aux OP**

44. Le dispositif d'appui s'appuie sur trois volets coordonnés: (i) alphabétisation, 5 intervenants ; (ii) appui aux techniques agricoles, 9 intervenants ; et (iii) conseil de proximité, 5 intervenants. Les réalisations sont plus conséquentes au niveau de l'alphabétisation fonctionnelle avec la formation de 1073 membres des OP. Au niveau des appuis à la production agricole, il est important de renforcer les capacités des OP à produire des rendements plus élevés. Il est fréquent de constater de très faibles rendements au niveau des champs communautaires des OP. Il est aussi nécessaire de renforcer les capacités des conseillers techniques en de méthodes et outils d'appui aux entreprises agricoles et rurales.

45. Dans le cadre de la mise en œuvre du PARSAT, la mission recommande de : (i) intégrer dans les termes de référence des conseillers de proximité et des techniciens agricoles la dimension conseil agricole en vue d'augmenter les rendements, (ii) encourager le financement des activités des groupements de producteurs semenciers par l'UCEC-G ; (iii) renforcer les capacités d'intervention des conseillers de proximité en méthode de diagnostic des OP, de calcul des prix et des coûts de revient, de montage de compte d'exploitation prévisionnel, en comptabilité simplifiée d'une micro entreprise, montage de business plan, méthode d'appui en commercialisation ; (v) intégrer dans les activités des OP la transformation des productions agricoles ; (vi) d'élaborer une stratégie d'appui à la commercialisation des produits des OP.

#### **Renforcement des capacités organisationnelles et techniques des OP.**

46. Des actions pilotes mises en œuvre concernent la multiplication de semences améliorées et de la production maraîchère. Concernant les semences améliorées, les activités tests de la campagne 2014/2015 ont permis d'identifier 101 producteurs semenciers qui ont bénéficié d'appuis (formation, recyclage, accompagnement sur les itinéraires techniques, les négociations, demandes d'agrément, etc.), et de produire 41.622 tonnes de semences améliorées de trois spéculations sollicitées par les producteurs de la région (28,8 t de sorgho, 8,4 t d'arachide et 4,3 t de sésame). Le programme a mis à la disposition des producteurs, à travers 40 banques de suture, 29,3 t de semences améliorées rachetées aux multiplicateurs semenciers, ce qui a permis d'emblaver 1324 hectares au profit de 841

ménages agricoles, soit 4209 producteurs. La production attendue à la fin de la campagne 2015-2016 est estimée à 880 tonnes toutes les spéculations confondues (Sorgho, arachide et sésame).

47. Les producteurs semenciers sont organisés en associations départementales regroupées en une union des producteurs semenciers du Guéra qui, elle-même a adhéré à la fédération des producteurs semenciers du Tchad. Cette structuration leur permet de mieux appréhender les problèmes et défis du secteur, et d'y faire face afin de répondre efficacement aux besoins en semences améliorées exprimés par les producteurs.

48. La certification des semences est effectuée par le Bureau National des Semences et Plants (BNSP) qui fait les contrôles au champ à différents stades végétatifs, et les analyses au laboratoire de la Direction de la Protection des Végétaux et des Cultures (DPVC) à Ndjamena. Compte tenu de l'enthousiasme suscité par la multiplication des semences au sein des producteurs, et dans la perspective d'une demande plus accrue et diversifiée en semences améliorées par ceux-ci, la mission est d'avis que le BNSP devrait avoir une représentation régionale au sein de la Délégation régionale de l'agriculture (DRA). Le projet pourrait ainsi doter la DRA d'une unité d'analyse, et l'Union des producteurs semenciers du Guéra d'un centre de traitement et de conditionnement des semences.

49. Pour ce qui est de l'accompagnement des producteurs maraîchers, le projet a commencé à mettre en œuvre un vaste programme de renforcement des capacités de 140 acteurs sur les itinéraires techniques de production maraîchère et de dotation des périmètres en puits maraîchers. La visite d'échange d'expériences organisée au Ouaddaï avec 32 leaders maraîchers en octobre 2014 a permis à ceux-ci d'améliorer leurs techniques de production et d'irrigation (semis par bulbilles et forage manuel pour l'exhaure de l'eau) et d'adopter la culture de l'oignon. Le programme a constaté à la suite de cette visite que 12 groupements (37 producteurs) pratiquent désormais la culture de l'oignon, et que quatre (4) groupements ont fait des forages manuels avec la technique observée chez les producteurs du Ouaddaï. La mission invite l'UCGP à faire une étude sur la production de l'oignon dans le Guéra, comparer les comptes d'exploitation et, si les résultats sont satisfaisants, proposer d'étendre la culture de l'oignon à plus grande échelle. De même, la technique du forage manuel devra, si elle s'avère efficace, faire l'objet d'une plus grande diffusion.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
S'assurer de la mobilisation effective des contributions des bénéficiaires avant tous travaux.	Coordo/RC1	Immédiat
Prendre des dispositions pour faire démarrer les travaux des 52 forages et des 334 latrines familiales, dès la fin de la saison hivernale.	Coordo/RC1	31/10/2015
Nouer un partenariat avec l'Association des artisans réparateurs pour assurer la formation des artisans réparateurs locaux des CGPE	RPM/RC1	31/10/2015
Renforcer les capacités des CGPE et comités de gestion des infrastructures	RC1/RC3	Immédiat
Fournir aux comités de surveillance et d'entretien le petit matériel afin qu'ils procèdent aux entretiens dans les meilleurs délais	RC1/RAF/RPM	15/11/2015
Organiser une mission conjointe PADER-G, Direction des pistes rurales, Ingénieur conseil et entreprise des travaux en vue d'évaluer les travaux de réparation du tronçon endommagé et confortatifs à réaliser	Coordo/RC1	30/11/ 2015
Approcher le PAM pour examiner la possibilité de bénéficier de son programme vivre contre travail au titre des travaux d'entretien de la piste.	Coordo	31/10/2015
Désigner un directeur par intérim qui sera encadré par l'assistant technique du CIDR et le conseil d'administration	CA de la faitière et Coordo PADER-G	Immédiat
Apporter un appui technique à l'assistant comptable qui assure également les fonctions de chef comptable.	CA de la faitière et Coordo PADER-G	Immédiat
Recruter des consultants indépendants pour faire une nouvelle évaluation de l'UCEC-G et le CIDR et un plan stratégique pour les prochaines les 4 prochaines années.	PADER-G/FIDA	31/03/2016
Réaliser un voyage d'échanges au niveau d'un projet qui soutien des AGR	RC3	Décembre 2015
Actualiser les plans d'affaires des OP avec l'appui d'un spécialiste en entrepreneuriat rural	RC3/RC2/Conseil de proximité	Décembre 2015
Orienter l'appui financier aux micros projets améliorant la valeur ajoutée et ayant un rapport au métier principal des OP (production ou transformation agricole et non la spéculation) s	RC 3, RC2	Décembre 2015
Prendre des dispositions avec l'UCEC-G pour adapter l'échéanciers des crédits à la nature des microprojet	UCEC-G/RC2/RC3	Novembre 2015
Continuer à renforcer les capacités d'intervention des conseillers de proximité	RC3/PARSAT	Décembre 2015
Organiser une visite d'échanges d'expériences dans un projet qui appuie la promotion des OP et microentreprises rurales (Burkina Faso ou Sénégal)		

## D. État d'avancement de l'exécution du Programme

50. **Suivi-évaluation.** Le système de suivi-évaluation mis en place fonctionne normalement. Une application informatique y associée gère la base de données et permet de générer les états à la demande. Le système permet de traiter les données collectées et de les consolider pour établir les tableaux de bord périodiques des indicateurs du programme et des missions de supervision. De façon spécifique, le système permet d'assurer le suivi physique et financier du PTBA et l'analyse de son état d'avancement, de concevoir et de produire le tableau avancement matériel (appendice 4), et l'état d'avancement du cadre logique. Le système prend également en charge le suivi des recommandations des missions de supervision.

51. Pour sa mise en œuvre, un dispositif de suivi-évaluation participatif a été mis en place. Il se présente de la façon suivante : i) niveau OP : assurer le suivi de la performance des OP, de leurs plans d'affaires et plans d'action ; ii) niveau des Points d'eau : focaliser le suivi sur le fonctionnement du point d'eau et du comité de gestion ; iii) pour les banques de soudure : orienter le suivi sur le fonctionnement de la Banque de soudure et de son comité de gestion, mais également sur les effets engendrés par ces banques sur la sécurité alimentaire des bénéficiaires. Les fiches de collecte ont

été largement diffusées et ont été ou sont en train d'être renseignées. La collecte des fiches est en cours.

52. Le service Suivi-évaluation semble bien maîtriser le suivi des activités du programme. Il a compris et s'est bien adapté au nouveau format de cadre logique mis à disposition par le FIDA et qui permet de voir l'évolution du niveau des indicateurs et de comparer celui-ci à la valeur de référence, au niveau à la RMP et au niveau à la fin du programme. A date, 16 des 28 recommandations formulées durant la RMP ont été mises en œuvre, 8 sont en cours de réalisation et 4 n'ont pas encore été prises en compte.

53. La mise en œuvre du PTBA enregistre un taux d'exécution physique de 63%. Ce taux dénote un certain retard par rapport aux prévisions. Dans le cadre de l'accès aux infrastructures de base, 33 points d'eau équipés ont été réalisés sur 100 prévus. Cependant, toutes les banques de soudures prévues dans le PTBA ont été réalisées conformément aux prévisions. Ce qui porte le nombre global de banques de soudure à 66 sur une prévision de 65. Les pistes rurales prévues ont été totalement réalisées. Par contre, en matière d'assainissement, les 342 latrines familiales prévues en 2015, n'ont pas été réalisées.

54. En matière de micro-finance, les travaux d'aménagement et de construction des bâtiments de caisse ont été effectués. Le renforcement des capacités des élus et du personnel technique est réalisé dans le temps. Cependant, le réseau a enregistré des démissions du personnel qui limite la bonne progression des indicateurs de performance. Sur une prévision de 121%, l'autonomie opérationnelle du réseau n'est que de 72%, l'encours d'épargne est de 582 232 906 FCFA sur prévision de 900 000 000 FCFA en fin 2015. La mise en place des nouveaux produits (warrantage et crédit islamique) a connu un certain retard.

55. Concernant l'appui aux OP et les actions pilotes d'amélioration de la production agricole, 62 puits maraichers sur 68 sont réalisés pour l'irrigation de 51 ha de périmètres maraichers au profit de 1766 producteurs sur les 2000 prévus. Les appuis en matière de production de semences améliorées ont permis d'encadrer 91 multiplicateurs de semences sur les 90 prévus. Les semenciers appuyés ont emblavé 76 ha sur 75 prévus et il est escompté une production de 40 tonnes à la fin de la campagne agricole. Par contre, seulement 5 plans d'affaires d'OP ont été financés sur les 9 prévus. La campagne d'alphabétisation 2014-2015 est arrivée à son terme. On dénombre 1073 auditeurs (membres d'OP) ayant pris part à cette campagne, dont 766 femmes, soit 71,3%.

56. L'UCGP a entrepris l'élaboration d'une stratégie genre et inclusion des jeunes, qui prend en compte les interventions du PADER-G et du PARSAT. Cette stratégie permettra de s'assurer que les hommes et les femmes pauvres bénéficient de manière équitable des activités et services des deux interventions. Toutefois, il importe de souligner que le projet prend parfaitement en compte l'aspect Genre et jeunes dans la réalisation des activités (micro finance, maraichage, alphabétisation, appui au OP).

57. La question du genre et d'inclusion des jeunes a toujours constitué une préoccupation pour le PADER-G qui a une assistante chargée du genre. Ainsi toutes les activités développées sont orientées vers les femmes et les jeunes. Une attention est accordée à la représentativité des femmes (exigence d'au moins 30%) et des jeunes dans les organisations promues. A travers le partenariat stratégique avec la Cellule de Liaison et d'Information des Associations Féminines (CELIAF), des actions de sensibilisation et de formation sur le genre ont été menées. Au niveau des BS, chaque magasin comporte un compartiment dédié aux femmes pour les productions spécifiques autres que les céréales qui sont stockés dans le compartiment mixte. En outre, sur les 66 BS appuyées, 5 sont exclusivement féminines. les comités de gestion des points d'eau sont mixtes avec des femmes vice-présidentes. Sur les 142 472 personnes ayant bénéficié des investissements du PADER-G depuis son démarrage, près 66 000 sont des femmes soit 46 %.

58. La stratégie de communication et de gestion des savoirs commune aux interventions du PADER-G et du PARSAT est en cours d'élaboration. Pour l'instant, la convention de partenariat avec la Radio Communautaire de Mongo (RCM) permet de diffuser des informations et de sensibiliser les

populations concernant ses activités dans la région. De plus, dans le cadre de l'informatisation du SSE, le PADER-G a bénéficié de la création d'un site internet ([www.pader-g.org](http://www.pader-g.org)) conçu pour évoluer progressivement vers un site multi-projets des interventions financées avec l'appui du FIDA au Tchad. Les réalisations du Projet sont également signalisées par des panneaux portant les logos du Projet et du FIDA.

59. En matière de capitalisation et gestion des savoirs, le PADER-G a noué un partenariat avec IED en Afrique dans le cadre de l'identification de bonnes pratiques et expériences à capitaliser. A cet effet, une fiche, sur le « crédit jour du marché » qui est un produit financier promu par le réseau des caisses et réservé aux femmes, a été produite. En plus de cette brochure, le PADER-G a également produit un court-métrage sur cette expérience qui a été diffusé sur les antennes de la Télé-Tchad. Au registre des « success stories », une fiche d'expérience a été produite sur le rôle des élus des caisses dans l'amélioration de la performance des établissements de micro finance.

## **E. Aspects fiduciaires**

60. **Situation d'ensemble.** Les opérations de gestion du PADER-G sont conduites normalement. Ainsi, les livrables, notamment les états financiers et le rapport définitif de l'audit des comptes 2014, ont été transmis au FIDA respectivement le 31/03/15 et le 27/05/15. Par ailleurs, la comptabilité 2015 est à jour à fin août, permettant ainsi, de rendre disponibles toutes les situations de gestion nécessaires à la présente revue des aspects fiduciaires, sur la base des données administratives, financières et comptables globalement satisfaisantes et qui ne présentent pas de distorsions pouvant remettre en question la fiabilité des informations fournies. Au plan des performances opérationnelles, il faut noter qu'à quinze (15) mois de la date d'achèvement du Programme : i) les taux de décaissement réels sont respectivement de 75,58% pour le Prêt et 76,65% pour le Don ; ii) le taux moyen d'exécution des PTBA sur la période 2012/2014 est de 79,51% ; iii) la contrepartie de l'Etat est mobilisée à hauteur de 117% par rapport à ses engagements et, iv) la contribution des bénéficiaires comptabilisée représente 87% de celle attendue sur la durée de mise en œuvre du Programme.

### **Dispositif de gestion**

61. Manuel de procédures de gestion. La version provisoire du manuel de procédures administratives, financières et comptables, révisée a été transmise au FIDA le 27/07/15, pour approbation. Après avoir passé en revue le document, la mission estime que les procédures essentielles de gestion et de contrôle ont été suffisamment décrites et qu'elles permettent la conduite normée des aspects fiduciaires. Cependant, concernant, les schémas d'écritures comptables proposés, la mission est d'avis qu'il faut conserver les éléments utilisés jusqu'à présent dans la mesure où les différents auditeurs de comptes du Programme n'ont pas remis en cause leur conformité par rapport au cadre réglementaire du SYSCOHADA. Comme le manuel de gestion est commun au PADER-G/PARSAT, il sera nécessaire de le partager avec l'équipe du PARSAT.

62. Logiciel de gestion. La version Tom<sup>2</sup>Pro a été installée en octobre 2014 accompagnée d'une formation de base au profit du personnel et du paramétrage des données spécifiques du PADER-G et du PARSAT. A cet égard, la mission insiste sur la nécessité de procéder à une revue du paramétrage avec l'équipe du PARSAT lorsque celle-ci sera entièrement installée. Par ailleurs, une formation d'appoint devra être organisée, avant la fin de l'année, pour le personnel en charge de la gestion financière et comptable.

### **Gestion administrative**

63. Immobilisations. La codification et le marquage des immobilisations sont effectifs. Pour la bonne règle, il faudra remplacer le système de codification contenu dans le manuel de procédures par celui généré par le logiciel dont les codes sont ceux portés sur les immobilisations. Pour le contrôle interne, il est également nécessaire de dresser des listes d'inventaires par bureau et de les afficher. En matière d'assurance des biens, seuls les véhicules sont assurés avec une garantie en "responsabilité civile" qui ne couvre pas les chauffeurs et les personnes transportées. Cette situation



devra être régularisée de même que celle relative à la couverture des locaux (contenant et contenu) pour les risques d'incendie, de vol, dégâts des eaux et responsabilité civile.

64. Gestion du personnel. L'effectif actuel du PADER-G est de 47 agents dont 33/Mongo ; 11/Antennes et 03/N'Djaména. Il s'agit de : i) huit (08) fonctionnaires mis à la disposition du Programme qui, en plus de leurs salaires de la fonction publique, perçoivent des indemnités sur les ressources du Prêt et, ii) 38 contractuels dont 30 sur ressources/FIDA et 08 sur fonds de contrepartie. Les rémunérations versées aux agents ont été revues à la hausse (3% d'augmentation annuelle) et le personnel commun aux deux (02) projets PADER-G/PARSAT recevra une indemnité supplémentaire de 20% jusqu'à l'achèvement/clôture. Concernant la couverture médicale et pharmaceutique, en l'absence d'une assurance maladie, le Programme procède au remboursement à hauteur de 80% des frais encourus sur la base de justificatifs et dans une limite annuelle de 1 500 000 FCFA.

### **Gestion financière et décaissements**

65. Programme de Travail et Budget Annuels 2015. Le PTBA 2015 se chiffre (en milliers) à 3 550 090 FCFA dont : 3 050 998 FCFA/FIDA (85,94%) ; 414 302 FCFA/Etat (11,67%) et 84 790 FCFA/Bénéficiaires (2,39%). Au 31/08/15, le montant total exécuté est de 2 970 800 milliers FCFA, soit un taux d'exécution de 83,68% et des taux par bailleur de : 78,63%/FIDA ; 134,47%/Etat et 75,61%/Bénéficiaires. Les taux de réalisation des composantes sont de : 84,57%/C1 ; 119,98%/C2 ; 57,69%/C3 et 75,61%/C4. Le dépassement enregistré dans la composante 2 et conséquemment au niveau de la contrepartie résulte de l'augmentation importante des montants des conventions CIDR et UCEC-G par rapport aux prévisions. En termes de projection et sur la base des engagements et des charges récurrentes d'ici la fin de l'année, d'un montant d'environ (en milliers) 773 275 FCFA, le taux d'exécution du PTBA au 31/12/15 sera de 105,46%. En matière de performance d'exécution budgétaire, les taux enregistrés sur la période 2012/2014 (31/08/15) sont de : 59,32%/2012 ; 98,60%/2013 ; 70,32%/2014 ; 83,68%/ (au 32/08/15) , pour un taux moyen d'exécution de 79, 51%.

66. Programme de travail et budget annuels 2016/2017. Il s'agit du PTBA d'achèvement du Programme qui va couvrir une période de (18) mois (01/01/16 au 31/06/17). Ce PTBA prendra en compte, notamment, les droits et indemnités du personnel à l'achèvement et les dépenses relatives aux activités de clôture (du 01/01/17 au 30/06/17) telles que : i) les charges de salaires du personnel réduit de clôture et leurs droits ainsi que le fonctionnement de la période ; ii) les coûts des audits des comptes arrêtés au 31/12/15, au 31/12/16 et au 30/06/17 ; iii) les dépenses relatives aux études thématiques et d'impact ainsi qu'au rapport d'achèvement ; iv) les retenues de garantie sur les marchés de travaux. Au plan opérationnel, le PTBA/PPM 2016/2017 devra être élaboré sur la base d'une logique de planification à rebours permettant d'assurer l'exécution des activités d'achèvement au plus tard le 31/12/2016, faute de quoi, les dépenses y relatives ne seront pas honorées par le FIDA. Ainsi, les réceptions provisoires des travaux, les livraisons de fourniture, les remises de rapports définitifs de services de consultants etc. devront intervenir avant cette date. Un plan de décaissement prévisionnel devra être élaboré pour assurer la disponibilité des ressources nécessaires à l'exécution optimale des activités planifiées. Enfin, compte tenu de la durée d'exécution exceptionnelle du PTBA 2016/2017, il faudra prévoir sa révision à mi-parcours.

67. Déboursements/bailleurs. Le coût total (en milliers) du programme dans le DCP est de 20 119 USD dont : 17 401 USD/prêt/don FIDA ; 2 529 USD/Etat et 189 USD/Bénéficiaires. Au 31/08/2015, le montant total réalisé est de 16 042 de USD, soit un taux d'exécution global de 80%. Les déboursements (en milliers) ainsi que les taux de réalisation par bailleur sont respectivement de : prêt/don/FIDA /13 120 USD (75%) ; Etat/2 966 USD (117%) et Bénéficiaires/164 USD (87%). En ce qui concerne les composantes, les résultats se présentent comme suit (en milliers) : 6 305 USD /composante 1 (77%) ; 3 554 USD/composante 2 (116%) ; 1 207 USD/composante 3 (27%) et 4 976 USD/composante 4 (113%).

68. Décaissements Prêt/FIDA. Au 31/08/2015, les décaissements réels à la DPD n° 37 totalisent un montant de 4 307 818,17 DTS sur une dotation initiale de 5 700 000 DTS DTS, soit un taux de décaissement réel de 75,58%, ce qui est «très satisfaisant» au regard de l'appréciation des Profils de

Décaissement par type de Projet du FIDA (PDP). Avec la prise en compte des DPD n° 38, 39, 40, 41, et 42 de 365 114 753 FCFA/443 100,43 DTS, en instance de paiement au FIDA et n° 43 de 122 370 440 FCFA/148 507,82 DTS, en préparation à l'UCGP, le taux de décaissement sera de 85,95%.

69. Décaissements Don/FIDA. Au 31/08/2015, les décaissements réels à la DPD n° 37 totalisent un montant de 4 138 949,96 DTS sur une dotation initiale de 5 400 000 DTS, soit un taux de décaissement réel de 76,65%, ce qui est «très satisfaisant» au regard de l'appréciation des Profils de Décaissement par type de Projet du FIDA (PDP). Avec la prise en compte des DPD n° 38, 39, 40, 41, et 42 de 350 796 527 FCFA/425 723,94 DTS, en instance de paiement au FIDA et n° 43 de 117 571 599 FCFA/142 683,98 DTS, en préparation à l'UCGP, le taux de décaissement sera de 87,17%.

70. Compte Désigné/Prêt et Don/FIDA. Le rapprochement du compte désigné au 31/08/2015 met en évidence un montant reconstitué de 851 604 968 FCFA pour une avance initiale 800 000 000 FCFA, soit un écart en plus dans le compte de 51 604 968 FCFA (6,45%/CD) correspondant : i) aux chèques en circulation non encore encaissés pour un montant de -53 581 317 FCFA ; ii) au préfinancement de la TVA de +1 976 342 FCFA, à rembourser par la contrepartie et, iii) à des écarts de règlement de sept francs (+07 FCFA) que la banque devra régulariser. Les soldes du compte spécial, d'opérations et de caisse se chiffrent à FCFA 288 555 280 FCFA (36,07%/CD). Le montant des DRF/DPD en instance de paiement au FIDA est de 323 107 651 FCFA (40,39%/CD) et celui de la DRF en préparation à l'UCGP est de 239 942 039 FCFA (29,99%/C).

71. Remboursement de l'avance initiale. Les DRF/DPD en instance de paiement et en préparation vont porter les taux de décaissement respectifs du Prêt et du Don à 85,95% et 87,17% avec des soldes à mobiliser d'environ 800 573,59 DTS/Prêt et 692 642,12 DTS/Don pour un total de 1 493 515,71 DTS, soit 1,46 fois l'avance initiale qui est de 1 024 898,5 DTS. Il est dès lors nécessaire de préparer un plan de récupération de la dotation initiale et de le soumettre à l'approbation du FIDA. Ledit plan peut-être élaboré sur la base du PTBA/PPM d'achèvement et de clôture 2016/2017 ainsi que des prévisions de décaissements.

72. **Financement de la contrepartie**. Les prévisions en matière de contrepartie (taxes et numéraire) sur la durée de mise en œuvre du Projet sont de 2 500 000 USD. Au 31/08/2015, 1 506 457 937 FCFA ont été réalisés (dont 1 057 537 059 FCFA/taxes ; 409 000 000 FCFA/numéraire et 39 920 878 FCFA/salaires). Ces réalisations, d'environ 2 758 900 USD, présentent 109% de la contrepartie totale prévue pour la mise en œuvre du Projet. La mission rappelle que la totalité de la contrepartie en numéraire requise avait été mise en place par l'Etat au démarrage du Programme.

73. **Contribution des Bénéficiaires**. Elle est estimée à 189 000 USD sur la durée d'exécution du Programme. Au 31/08/15, le montant total réalisé et comptabilisé de 83 411 151 FCFA, environ 164 203 USD, soit 87% de la contribution totale attendue. Ces résultats enregistrés à date, devront être complétés par la comptabilisation de la participation des bénéficiaires dans la réalisation des forages déjà achevés et la reconstitution des stocks initiaux des magasins de 2015 pour un montant de 64 876 709 FCFA.

### **Dispositions de l'Accord de financement**

#### Passation de marchés

74. **Evaluation globale du PPM 2015**: L'analyse du plan de passation des marchés (PPM) montre qu'il est conforme, sur la forme et dans le fond aux directives du FIDA. Cependant, sa mise à jour n'est pas effective. Sur 43 activités prévues (toutes catégories confondues), 37 activités ont été réalisées totalement, ce qui représente un taux d'exécution de l'ordre de 86% à fin Août 2015. La mission note un bon niveau de mise en œuvre et demande au Coordonnateur, aux chefs de composante et au RPM de diligenter, le reste des dossiers afin d'améliorer le taux d'exécution d'ici fin décembre.

**Revue des marchés/contrats par la mission**: La mission a passée en revue certains marchés/contrats et a noté : (i) une bonne appropriation de certains documents types par l'UCGP; (ii) une bonne application des dispositions de l'AF et de la réglementation nationale en matière de PM ;

(iii) des paiements effectués en conformité avec l'état d'avancement physique et financier conformément aux modalités de paiements stipulées dans les contrats. La mission félicite le PADER-G de cet état de fait et l'encourage à continuer ces bonnes pratiques.

75. **Qualité des dossiers.** La qualité des dossiers passés en revue est dans l'ensemble bonne surtout en ce qui concerne les travaux et fournitures. Toutefois, des améliorations doivent être apportées en ce qui concerne le processus de recrutement des consultants (processus et contrat). par exemple, des consultants à titre personnel ont été directement recruté sur la base de comparaison de propositions techniques et financières avant comparaison des CV alors que c'est l'inverse et c'est au consultant retenu de faire des propositions à négocier et le contrat n'a pas intégré les annexes requis à savoir : TDR, Obligation en matière de rapport et budget. La mission recommande l'organisation d'un atelier de formation en passation des marchés en faveur du nouveau staff (RPM & Assistant) dans les meilleurs délais.

76. **Respect des dispositions contractuelles.** Le constat général révèle une bonne application des dispositions contractuelles en matière de cautionnement. La Mission se félicite de cet état de fait et encourage le Projet à poursuivre dans ce sens.

77. **Respect des activités et méthodes programmées au PPM.** La Mission note que toutes les activités réalisées en matière de passation des marchés, ont été celles prévues dans le PPM non objecté. Toutefois, il est arrivé que suite à de nouveaux besoins des activités ont été menées, sans une actualisation du PPM. La Mission recommande que le PPM soit mis à jour et transmis au FIDA: i); Toutes les fois qu'un changement est opéré dans la mise en œuvre du PPM non objecté ; ii) chaque fois qu'une nouvelle activité est identifiée (en interne ou par recommandation du bailleur).

78. **Registre des contrats.** Conforme et bien tenu, la Mission se félicite du fait de l'application de la recommandation faite lors de la dernière mission de supervision concernant le registre des contrats et encourage le programme à poursuivre dans ce sens.

79. **Archivage.** La mission note que le nouveau RPM et son Assistant doivent s'organiser pour améliorer l'archivage des documents de passation des marchés au niveau du projet. La mission recommande au RPM en place de finaliser cette activité dans les meilleurs délais.

80. **Conventions.** Les conventions signées en 2015 concernent cinq (05) opérateurs de mise en œuvre et elles se chiffrent à 485 412 078 FCFA. Au 31/08/15, un montant de 274 727 609 FCFA a été facturé au Programme dont 80 045 897 payés à partir du compte désigné et 194 681 712 FCFA par DPD en instance de paiement au FIDA. Le solde total des conventions non encore facturé est de 210 684 469 FCFA dont environ 90% sont inscrits dans les engagements à apurer avant la fin de l'année.

81. **Convention OXFAM.** L'accompagnement des OP dans leur renforcement institutionnel ainsi que dans la préparation de leurs plans d'affaires et microprojets est une activité cruciale du PADER-G. Elle avait été confiée à Oxfam Intermon qui a démontré des faiblesses dans la conduite de sa mission. Cette situation a conduit au non renouvellement de sa Convention avec le PADER-G. Sur la base de la recommandation de la mission de RMP, un cabinet d'audit a été recruté par le Ministère de l'Agriculture en vue de faire le point sur la justification des fonds reçus par cet opérateur. Le rapport d'audit des comptes du cabinet relève que sur un total de 342 822 078 F CFA transféré à OXFAM Intermon, un montant de 11 078 289 FCFA a été insuffisamment ou non justifié. Une correspondance a été adressée par le Ministère de l'Agriculture à Oxfam le 03/08/15 demandant le remboursement du montant non justifié. Au cours de la présente mission, le Directeur pays de OXFAM s'est engagé à apurer le montant en question.

82. **Fonds d'appui aux microprojets des OP.** Le montant total des financements mis en place en 2014/2015 est de 135 069 153 FCFA dont 119 342 753 FCFA/2014 et 15 726 400 FCFA/2015. Il s'agit sur les deux années de : 23 075 082 FCFA d'apports des OP ; 42 363 071 FCFA de subventions non remboursables et 69 631 000 FCFA de crédits octroyés à travers l'UCEC-G. En comptabilité de l'UCGP, le montant enregistré à date en subvention et en crédit est de 90 223 789 FCFA sur un total de 111 994 071 FCFA. La différence de 21 770 282 FCFA est en cours de justification.

83. Fonds de développement de nouveaux produits. Pour le warrantage et le crédit islamique, une dotation de 135 millions est en cours de mise en place à partir de la DPD en instance de paiement au FIDA.

84. Etat certifiés des dépenses. La revue des ECD a été effectuée en fonction du seuil unique de 10 000 000 FCFA applicable à toutes les catégories de dépenses. Ainsi, 680 éléments, des DRF 29, 33 et 34, sur 1 341 ont été passés en revue. Les dossiers de règlement sont accessibles et bien classés. Le processus de contrôle est suffisamment opérationnel. Les liasses de règlement sont globalement exhaustives et sont constituées des pièces essentielles assurant l'éligibilité des dépenses examinées. Cependant, une amélioration d'appoint en matière de contrôle interne est nécessaire en ce qui concerne le compostage d'annulation des factures. Par ailleurs, l'observation faite par l'auditeur des comptes 2014 sur l'inadéquation de certains libellés de comptabilisation est en cours de régularisation.

### **Comptabilité, Audit et Supervision**

85. Comptabilité 2014/2015. Les états financiers de l'exercice 2014 (bilan et TER) et leurs annexes (reconstitution du compte spécial, balance générale, registre des DRF/DPD, suivi budgétaire et immobilisations) ont été transmis au FIDA dans les délais requis. La comptabilité de 2015 est à jour au 31/08/15 et les extrants vérifiables ont été rendus disponibles notamment les grands livres (général et analytique) ainsi que les balances. Les rapprochements bancaires mensuels du compte Désigné/FIDA et du compte de contrepartie/Etat ainsi que les deux comptes d'opérations (FIDA/Etat) sont régulièrement effectués. Les écritures en suspens de plus de 60 jours concernent deux chèques émis au profit du Trésor qui ne sont pas encore présentés à la banque. Ces rapprochements, élaborés par le Comptable et validés par le RAF, devront être soumis au Coordonnateur avec les reconstitutions du compte désigné qui sont actuellement élaborées mensuellement. Concernant les opérations de la caisse de menues dépenses, elles devront être retracées dans un brouillard.

86. Audit des comptes 2014. L'audit des comptes de 2014 a été effectué en mai 2015. Au regard du rapport définitif transmis au FIDA le 27/05/15, les états financiers ont été certifiés sans réserve de même que la gestion du compte désigné et des états certifiés des dépenses. La mission est d'avis que l'observation de l'auditeur, relative la contrepartie 2014 que l'Etat n'a pas mise en place, est sans objet dans la mesure où la totalité de la contrepartie en numéraire attendue dans le cadre de la mise en œuvre du Programme avait été rendue disponible au démarrage des activités. Par ailleurs, la mission a fait le point des recommandations en matière de revue du contrôle interne et elle a pu vérifier qu'elles ont été entièrement prises en charge et/ou en cours de mise en œuvre.

### 87. Planning d'arrêté et d'audit des comptes 2015

- |   |                     |
|---|---------------------|
| - Inventaire des immobilisations :  | 15 au 31/12/2015    |
| - Arrêté de caisse :  | 31/12/2015          |
| - Arrêté de stock :   | 31/12/2015          |
| - Justification et apurement des avances pour toutes les activités achevées pendant la période de référence : | 31/12/2015          |
| - Arrêté des comptes des antennes et transmission des états et des pièces justificatives :                    | 31/01/2016          |
| - Vérification, centralisation et Production des états comptables :   | 28/02/2016          |
| - Analyse des comptes et établissements des états financiers :  | 15/03/2016          |
| - Transmissions des états financiers au FIDA :  | 31/03/2016          |
| - Audit des comptes 2015 avec rapports provisoires :  | du 01 au 30/04/2016 |

- Transmission du rapport définitif au FIDA :

15/05/2016

88. Suivi/Supervision. Le niveau de mise en œuvre des recommandations en matière fiduciaire de la dernière mission de revue à mi-parcours est satisfaisant.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Approuver le manuel de procédures révisé en conservant les schémas d'écritures comptables utilisés par le projet en lieu et place de ceux proposés dans le manuel.	FIDA/Coordo/RAF	30/09/2015
Assurer l'internalisation du manuel de procédures et du logiciel de gestion TOM <sup>2</sup> PRO avec l'équipe du PARSAT.	Coordo/RAF	31/10/2015
Faire assurer une formation du personnel de gestion PADER-G/PARSAT sur le logiciel TOM <sup>2</sup> PRO	Coordo	30/11/2015
Régulariser les assurances des véhicules et prendre les dispositions pour assurer les locaux et les biens	Coordo/RAF	31/12/2015
Prendre toutes les dispositions nécessaires pour élaborer le PTBA /PPM d'achèvement/clôture 2016/2017, accompagné d'un plan de décaissements révisionnels, en tenant compte des indications de la présente revue.	Equipe du projet	30/11/2015
Régulariser l'écart de reconstitution du compte désigné	RAF/Comptable	31/10/2015
Préparer un plan de récupération de l'avance initiale et le soumettre à l'approbation du FIDA sur la base du PTBA/PPM 2016/2017 et des prévisions des décaissements.	Coordo/RAF/Comptable	31/12/2015
Transmettre, à la comptabilité pour prise en charge, les données des contributions des bénéficiaires relatives aux forages déjà achevés et à la reconstitution des stocks initiaux des magasins.	RC1/RES/RAF/Comptable	Immédiat
Prendre en compte les éléments d'amélioration proposés pour les ECD.	RAF/Comptable/Aide-comptable	PM
Planifier l'arrêté et l'audit des comptes 2015 en fonction du calendrier proposé	RAF/Comptable	PM
Organiser un atelier de formation en passation des marchés (Fournitures, travaux & services de consultants) selon les procédures du FIDA pour le nouveau staff de la Cellule passation des marchés (RPM & Assistant)	Coordo/FIDA	Octobre 2015
Mettre à jour le PTBA et PPM dès lors que de nouvelles activités sont identifiées et non objectées.	RPM/RAF	Immédiat
Procéder à un changement de Président au niveau de l'arrêté de nomination des membres de la commission régionale de passation des marchés du PADER/PARSAT en attendant l'arrivée du représentant du Ministère du Plan dans la région	Coordo	Immédiat
Acheter pour la Cellule passation des marchés, le module « suivi des engagements » du logiciel de gestion + formation	Coordo/RAF	Novembre 2015

## F. Durabilité

89. Le PADER G met l'accent sur l'appropriation des infrastructures par les bénéficiaires et leur implication dans les travaux de réalisation. C'est ainsi que les COGES des banques de soudure et les CGPE ont été mis en place pour assurer la gestion et l'entretien des infrastructures. Les membres de ces instances sont formés et accompagnés par des animateurs qui leur apportent toute l'assistance technique et organisationnelle pour leur fonctionnement et leur autonomisation. Les COGPE des anciens points d'eau sont fonctionnels à 66% (réunions régulières, disponibilité des fonds d'entretien, entretien des infrastructures).

90. La mise en œuvre des activités du PADER-G s'appuie, dans la mesure du possible, sur les structures pérennes, les ONG et les organisations des bénéficiaires au niveau locale. Le PADER s'attèle à mettre en place des conditions nécessaires pour de la durabilité des actions financées. Il s'agit entre autres de points ci-après :

- Points d'eau : (i) comités de gestion des points d'eau promus, formés et responsabilisés et (ii) appui au réseau de prestation de services animé par l'association des artisans réparateurs; (iii) facilite la disponibilité de pièces de rechange dans la zone d'intervention ;

- Piste : (i) comités de surveillance et d'entretien installés, formés et équipés ; (ii) ressources disponibles pour assurer la gestion ; (iii) barrières de pluies installées ;
- Banques de soudure : (i) comités de gestion efficaces ; (ii) formation des animateurs ; (iii) reconstitution des stocks ; (iii) mis en réseau avec la Fédération des Banques Céréalière appuyées par Caritas Auras et Acra)
- Semence : existence d'un marché pour des semences de qualité; regroupement des producteurs semenciers en association départementales qui se regroupent en union régionale qui intègre la fédération des producteurs semenciers du Tchad.

91. L'appui du PADER-G au développement du réseau des caisses d'épargne et de crédit dans le Guéra contribue à faciliter l'accès des populations rurales dans la région aux services financiers. Cet appui inclut, entre autres, (i) une subvention d'équilibre pour donner le temps nécessaire au réseau de se stabiliser financièrement, (ii) les lignes de financement pour tester des nouveaux produits et atténuer leur risque, (iii) une assistance technique pour renforcer les capacités des dirigeants et gestionnaires du réseau et asseoir les meilleures pratiques de gestion de réseau. L'appui du PADER-G a aussi permis à l'UCEC-G de se conformer à la réglementation en vigueur et de devenir un réseau agréé et donc de s'assurer que le réseau continuera à contribuer aux activités économiques de la région dans les années avenir. L'atteindre de la viabilité financière de l' UCEC-G constituera un facteur primordial de sa durabilité.

92. Les ONG locales partenaires de mise en œuvre (MOUSTAGBAL, CARITAS AURA et FAPLG) ont été choisies en fonction de leur expérience sur des thématiques spécifiques et leur niveau d'implantation dans la zone d'intervention du Projet. Par ce fait, elles seront à même de prendre le relais du projet en intégrant les activités développées dans leur propre programmation. A titre d'exemple, l'ONG CARITAS/AURA a déjà mis en place un réseau de 245 banques de soudure et le processus d'intégration des nouvelles BS créées par le Projet est enclenché. Le FALPG a aidé à la formation en alphabétisation de 1073 auditeurs avec l'appui de 70 moniteurs, 4 encadreur et 1 superviseur. En ce qui concerne l'ONG Moustagbal, on note une amélioration de la maîtrise des itinéraires techniques par les producteurs. Cette approche de réseau et d'utilisation d'Agents Communautaires de Développement constituent une innovation majeure car permettant de (i) satisfaire les besoins des ménages en période de soudure et (ii) faire face aux situations de crises alimentaires car étant plus proche des réalités.

93. La mise en place des actions de promotion des semences améliorées s'intègre dans le processus d'élaboration de la politique semencière du Tchad. La mise en réseau des multiplicateurs de semence avec la création de 4 groupements et prochainement la création d'une union obéit à la logique de professionnalisation du secteur de production de semence promue par cette politique. Cette expérience de structuration vaut aujourd'hui la sollicitation des semenciers du Guéra pour leur participation au processus de mise en place de la fédération nationale des semenciers du Tchad.

94. Dans le cadre des activités maraîchères, la réalisation de puits maraichers contribue à la mitigation de la carence d'eau et donne l'assurance que ces producteurs exploiteront de manière pérenne les périmètres maraichers. Cette assurance s'accroît par l'exigence de la fourniture d'un titre foncier ou à défaut d'une attestation de cession foncière pour une période d'au moins 10 ans.

## **G. Partenariat**

95. Dans le cadre des relations contractuelles, la mise en œuvre du programme s'appuie sur un dispositif de partenariat avec des opérateurs qualifiés et expérimentés dans les secteurs publics, privés et d'ONG. C'est ainsi que les composantes opérationnelles sont exécutées avec l'appui de ces partenaires. Le dispositif partenarial actuellement en vigueur dans la mise en œuvre du PADER-G repose principalement sur des organisations locales. Il s'agit de : i) la Direction de l'Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement (DAEPA) qui appui à la supervision et au contrôle des travaux dans le cadre de l'accès à l'eau et à l'assainissement ; ii) la Caritas – AURA qui s'occupe du ciblage, de la mobilisation, la sensibilisation, la formation et l'encadrement des

bénéficiaires des banques de soudure ; iii) la Direction des Pistes Rurales (DPR) qui appui à la supervision des travaux d'aménagement des pistes rurales ; iv) le Centre International de Développement et de Recherche (CIDR) qui s'occupe de l'assistance technique de l'UCEC-G ; v) l'ONG MOUSTAGBAL qui s'occupe du ciblage, de la mobilisation, la sensibilisation, la formation et l'encadrement des bénéficiaires des volets semences améliorées et production maraichère ; vi) les faitières des producteurs (CNCRPT et la CELIAF) qui ont en charge la structuration, sensibilisation et formation (y compris les aspects genre) des OP ; vii) le Bureau national des Semence et Plants (BNSP) en charge du contrôle de la mise en place du système de production de semences améliorées en vue d'une certification ; viii) la Fédération des Associations de Promotion des Langues du Guéra (FAPLG) qui conduit le programme d'alphabétisation.

96. Globalement ce dispositif permet au PADER-G d'atteindre ses résultats. A titre d'exemple, le partenariat avec Moustagbal a permis au projet d'appuyer 863 maraichers et 91 multiplicateurs de semences améliorées. Avec CARITAS-AURA ce sont 66 banques de soudure qui ont été construites avec un total sur les deux années de collaboration de 89 450 bénéficiaires de stock de céréales pendant la période de soudure. L'appui du BNSP a permis de certifié 41 tonnes de semences améliorées.

97. En plus des partenariats institutionnels, le projet a eu recourt aux prestataires individuels notamment pour l'appui des comités de gestion des points d'eau, le montage des plans d'affaires des OP et la formation des conseillers en entreprise. C'est ainsi que les 40 plans d'affaires ont été montés et 48 comités de gestion des points d'eau appuyés. Comparativement au partenariat institutionnel, le recours aux prestataires individuels permet au programme d'atteindre rapidement les résultats et à moindre coût. Cependant, le suivi de plusieurs prestataires augmente la charge de travail des chefs de composantes alors que les prestataires institutionnels assurent un suivi sur le terrain.

## **H. Conclusion**

98. A quinze mois de sa date d'achèvement, les progrès réalisés dans la mise en œuvre du PADER-G sont globalement satisfaisants, car la plupart des objectifs quantitatifs du programme sont atteints ou en passe de l'être. Les infrastructures de base tels que les forages, la piste rurale et les banques de soudure impactent directement l'amélioration, la sécurité alimentaire et des conditions de vie des populations cibles du Guera. Les institutions de base promues autour de ces infrastructures ont reçu des appuis en renforcement de capacités afin de leur permettre d'assurer la bonne gestion des ouvrages mis en place, mais celles-ci restent encore jeunes. Le démarrage des activités de terrain du PARSAT constituera une opportunité pour renforcer l'appui aux institutions locales en charge de la gestion des banques de soudure et des pistes de désenclavement.

99. Avec son agrément par la Banque Centrale en 2014, la crédibilité institutionnelle de l'UCEC-G a été renforcée. Le développement de nouveaux produits financiers offre la perspective d'élargir la portée de cette institution financière de proximité qui est appelée à jouer un rôle crucial dans l'amélioration de l'accès aux services financiers pour les populations du Guera. Les performances financières de l'UCEC-G s'améliorent progressivement, mais il est peu probable que l'UCEC-G atteigne l'autonomie opérationnelle et financière avant la date d'achèvement du PADER-G en décembre 2016.

100. Le dispositif d'appui direct aux producteurs crée les fondements d'une mise en relation entre fournisseurs de services et intrants, et producteurs agricoles pauvres, et devrait permettre de créer, à long terme les conditions d'une durabilité de l'offre de services agricoles. L'appui aux organisations de producteurs et les actions pilotes d'amélioration de la production agricole ont permis de tirer des enseignements importants qui seront capitalisés dans la mise en œuvre du PARSAT.

101. Le FIDA et le Gouvernement de la République du Tchad entérinent les conclusions de la mission de supervision.





## Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du programme et notes attribuées

### I. .... Projet 1582 [1100001582] Programme d'appui au développement rural dans le Guéra -

#### Faits essentiels

Pays	Tchad	No. du projet	1582 [1100001582]	No. du prêt/don DSF	1000003950, 1000003951
Projet	Programme d'appui au développement rural dans le Guéra			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	29/10/2015				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	3	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	5		
Dernière Supervision	25/03/2014	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	16/02/2014		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	15/12/2010			Coût total	20.12	
Accord	20/05/2011	Délai d'entrée en vigueur	10.2	FIDA Total	17.40	
Entrée en vigueur	18/10/2011	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	8.95	83
Premier décaissement	15/12/2011			Don DSF	8.45	85
Examen à mi-parcours	19/12/2014	Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale	31/12/2016	Dernier audit	27/05/2015	field_asap_grant	0.00	0
Achèvement	31/12/2016			Financement national total	2.72	
Clôture	30/06/2017			Beneficiaries	0.19	71
Nbre de prolongations	0			National Govern	2.53	27
				Cofinancement total externes		

#### Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	3	4	1. Qualité de la gestion du projet	4	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	5	5	2. Exécution du S&E	4	4
3. Fonds de contrepartie	6	6	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	3	3

4. Conformité à l'accord de financement	5	5	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	4	4	5. Lutte contre la pauvreté	4	4
6. Qualité et ponctualité des audits	5	5	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	4	4
			8. Prise en climat et environnement	4	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. Accès aux infrastructures et services de base	4	4	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	4
2. Accès à des services financiers adaptés	4	4	2. Autonomisation	4	4
3. Renforcement des capacités des OP de base	4	4	3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
			4. Adaptabilité des prestataires de services	3	3
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	4	4
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	4	4

#### B.5 Justification des notes

La performance du PADER-G est considérée satisfaisante avec de bonnes perspectives d'atteinte des indicateurs de résultats. La motivation du personnel, l'engagement des bénéficiaires dans le suivi dans activités et l'amélioration de la réactivité des prestataires de service ont contribué à l'atteinte des résultats. Le taux de décaissement du prêt et du don avoisine 76 % à 15 mois de la date d'achèvement. En août 2015, le taux d'exécution du PTBA est 83,68% Les dispositions de l'Accord de financement ont été globalement respectées. Le circuit national d'approbation des marchés a été amélioré avec un allègement du circuit d'approbation des marchés. Un code révisé des marchés publics a été adopté en conseil de ministres en septembre 2015. La version actualisée du manuel de procédures administratives, financières et comptables a été approuvée. Les montants non justifiés de 11 348 355 FCFA qui ressortent de l'audit des comptes du prestataire de service Oxfam Intermon vont être remboursés par ladite institution. Concernant l'audit 2014 du PADER-G, les opinions des auditeurs sont sans réserve. Les outils nécessaires au suivi des activités du projet ont été développés ainsi qu'une application informatique pour générer en temps réel les tableaux de bord de suivi de la mise en œuvre du PTBA et des indicateurs SYGRI de niveau 1, ainsi que le tableau de bord de l'avancement matériel du programme. La participation des jeunes dans les activités pilotes financées par le PADER-G doit être rehaussée. Dans la perspective de la préparation du rapport d'achèvement, les effets des investissements sur les bénéficiaires devraient faire l'objet d'analyse et de documentation systématique. Les enquêtes sur les retombées socio-économiques des CEC et l'enquête sur les avantages des banques de soudure sont en cours. Il en est de même pour le diagnostic organisationnel de ces OP en cours de réalisation par le CNCRPT.

## Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	4	4
C.2 Sécurité alimentaire	4	4
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	4	4
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

#### Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

En 2015, les réalisations de terrain se sont considérablement accélérées, avec l'achèvement des premiers lots de 48 forages, de la piste de 58,8 km, de 66 banques de soudure, 5 nouveaux bâtiments pour l'UCEC-G, et de 62 puits maraîchers. Avec la piste rurale, le coût du trajet Temki-Amkharouma est passé de 5000 F CFA à 3000 F CFA et le temps de transport d'une journée à 2 heures. La piste a facilité également l'accès aux centres de soins particulièrement en situation d'urgence médicale. Cependant, les organisations promues pour l'entretien des ouvrages sont jeunes. Le processus de restructuration du réseau de l'UCEC-G, qui comprend 11 Caisses d'Epargne et de Crédit actives, dont 9 caisses et une union agréées depuis octobre 2014, se poursuit. L'adoption du warrantage et du crédit islamique devrait contribuer à l'élargir la portée de l'UCEC-G auprès des populations rurales. En juillet 2014, l'UCEC-G comptait 24 508 membres contre une valeur cible de 33 450 membres. Le taux de portefeuille à risque a connu une légère amélioration en passant de 6 % à 5,85 %. Malgré une progression graduelle, les indicateurs de résultats de l'UCEC-G restent en deçà des prévisions. En matière de renforcement des capacités des organisations paysannes et de leurs représentations, les appuis du programme ont bénéficié à 96 OP qui sont fonctionnelles, mais restent toujours jeunes et faibles. L'analyse des 30 plans d'affaires financés en 2014 montre que les résultats obtenus sont en deçà des attentes du fait des insuffisances dans la qualité des plans d'affaires élaborés, dans l'analyse du marché, et dans les types de crédits octroyés aux promoteurs. Des résultats intéressants ont été enregistrés en matière d'appui à la production semencière : 101 producteurs semenciers qui ont bénéficié d'appuis ont produits 41,622 tonnes de semences améliorées de sorgho, arachide et sésame.

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	4	4
---	---	---

## Justification des notes sur les objectifs de développement

Les progrès réalisés vers l'atteinte des objectifs de sécurité alimentaire, d'augmentation du revenu et d'amélioration des conditions de vie des populations du Guéra sont encourageants. Au 31 août 2015, le taux de décaissement global se situait à 75,58% en moyenne. L'accès à l'eau potable est amélioré avec les 57 forages neufs ou réhabilités mis en place. Concernant l'amélioration de la disponibilité de céréales, toutes les banques de soudure prévues ont déjà été réalisées et dotées de stock initial. En plus de l'accès à l'eau potable et aux céréales sèches durant la soudure, la promotion du maraichage et l'augmentation de la production de l'arachide et du sésame a des impacts directs sur la sécurité alimentaire. Des avancées ont été enregistrées dans l'exécution de la Composante 2 avec notamment l'agrément des UCEC-G, le développement de nouveaux produits financiers, l'amélioration de la portée et de la rentabilité de l'UCEC-G. Le Fonds d'appui aux OP (FAOP) a été envisagé comme une expérimentation visant à tester des méthodes d'appui aux OP. Les résultats de cette première expérience de financement des plans d'affaires sont en deçà des attentes du fait des insuffisances dans la conception des plans d'affaires, dans la nature des activités financées et dans les modalités de remboursement des crédits octroyés. Les projets pilotes d'appui à la production de semences et d'appui au maraichage donnent des résultats promoteurs. Le programme a mis à la disposition des producteurs, à travers 40 banques de soudure, 29,3 t de semences améliorées rachetées aux multiplicateurs semenciers, ce qui a permis d'emblaver 1324 hectares au profit de 841 ménages agricoles, soit 4209 producteurs. La production attendue à la fin de la campagne 2015-2016 est estimée à 880 tonnes toutes les spéculations confondues (sorgho, arachide et sésame).

**C.6 Risques** Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	L'élaboration du plan de récupération de la dotation initiale revêt un caractère primordial. Ce plan devra être établi sur la base du PTBA/PPM d'achèvement/clôture 2016/2017 et du plan de décaissement prévisionnel y relatif et ce, pour éviter tout dérapage dans la gestion du compte désigné. Dans les sections relatives à la passation des marchés, il faudra veiller à l'adéquation entre les dispositions du manuel avec les organes qui vont figurer dans le nouveau code des marchés publics.
Avancement de l'exécution du projet	Après un démarrage difficile marqué notamment par la rupture du contrat pour résultat insatisfaisant d'un des principaux partenaires, à savoir Oxfam Intermon, le programme a réussi à accélérer la mise en œuvre des investissements avec un taux d'exécution budgétaire moyen de 80% de 2012 à 2015. Les infrastructures physiques ont pour la plupart ont été achevées. Toutefois, il urge d'achever les travaux du dernier marché de 52 forages équipés (1er octobre pour un délai de cinq mois) ainsi que les travaux de construction de 334 latrines familiales n'ont pas encore démarré. Les appuis concourant au renforcement des capacités des bénéficiaires et des institutions locales demeurent insuffisants et devraient faire l'objet d'une attention particulière durant les prochains mois afin de conforter les perspectives d'atteinte des objectifs de développement du PADER-G. Par exemple, Les artisans locaux doivent être formés et équipés pour assurer les réparations courantes en cas de panne. Il en est de même pour les comités de surveillance et d'entretien de la piste rurale Temki-Amkharouma. Le niveau de cotisation des utilisateurs de forages doit être analysé en concertation avec les artisans réparateurs et les comités de gestion. En matière de finance rurale, La mise en place des nouveaux produits de finance rurale (warrantage et crédit islamique) a connu un certain retard. Le réseau UCEC-G a enregistré des démissions du personnel qui ont affecté sa performance. A la demande du Gouvernement, les salaires ont connu une hausse de 3% par an pour tenir compte de l'inflation.
Produits et réalisations	Concernant les travaux de réalisation de la piste rurale, 58,8 ont été aménagés mais un tronçon long de 200 m a été endommagé durant la présente saison des pluies. La construction des latrines familiales, accuse un retard qu'il convient de résorber à la fin de la saison des pluies. Le réseau de l'UCEC-G traverse actuellement une période difficile avec la démission du directeur de l'Union. Le contrat avec CIDR a été renouvelé et le recrutement du Directeur de l'UCEC-G est en cours. En outre, le taux de portefeuille à risque était de 5,85% en juillet 2015 contre un objectif de 3%. Sur une prévision de 121%, l'autonomie opérationnelle du réseau n'est que de 72%, l'encours d'épargne est de 582 232 906 FCFA sur prévision de 900 000 000 FCFA en fin 2015. Vu la fragilité financière de l'UCEC-G, la faible capacité de ses élus et le besoin d'orientation des caisses, un appui technique est encore nécessaire. Les promoteurs des microprojets issus des plans d'affaires des OP doivent être soutenus avec des formations sur la conduite technique des activités, en gestion et en entrepreneuriat.
Durabilité	Le renforcement des capacités des institutions locales en charge de la gestion et de l'entretien des ouvrages est un gage de durabilité des investissements. Les perspectives de durabilité de l'UCEC-G se renforcent graduellement mais la rentabilité des caisses et de l'Union doit être améliorée afin que celles-ci parviennent à couvrir leurs charges d'exploitation à 100%. Afin de mieux orienter et gérer sa croissance, le réseau doit faire des projections du revenu mensuel et mettre un accent sur la gestion de la trésorerie dans les caisses pour optimiser les ressources disponibles et offrir des formations pour renforcer les capacités humaines, organisationnelles et en gestion d'entreprises rurales.

## Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Infrastructures	Prendre des dispositions pour faire démarrer les travaux des 52 forages et des 334 latrines familiales, dès la fin de la saison hivernale	Octobre 2015	
Finance rurale	Lancer une évaluation indépendante de l'UCEC-G et du CICR et élaborer un nouveau plan stratégique de l'UCEC-G pour les quatre prochaines années	Mars 2016	

Plans d'affaires	Orienter les microprojets sur les investissements qui augmentent la valeur ajoutée et avoir recours à l'expertise d'un spécialiste en entrepreneuriat rural pour améliorer le contenu des plans d'affaires des OP.	Décembre 2015	
Efficacité de la gestion comptable et fiduciaire	Etablir en même temps un plan de décaissement prévisionnel et un plan de récupération de la dotation initiale.	Novembre 2015	

**Observations supplémentaires**

Mission de supervision prévue en mai 2016

## Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

Hiérarchie des Résultats	Indicateurs					Moyen de Vérification			Hypothèses
	Nom	Valeur de Référence	Valeur actuelle	Valeur à la Mi-parcours	Cible à la fin du projet	Source	Fréquence	Responsabilité	
<i>But:</i> Contribuer à construire les bases préalables à une amélioration durable de la sécurité alimentaire et des revenus des populations rurales dans le Guéra	▪ Ménages dont l'indice d'accumulation des actifs a augmenté (%)*	-	-	-	10	Enquêtes SYGRI	Avant et après projet	UCGP, Consultants, Bureau d'études	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Maintien de la stabilité politique</li> <li>▪ Stabilité de la situation sécuritaire</li> <li>▪ Budgets sectoriels alloués en totalité et en temps</li> </ul>
	▪ Malnutrition infantile (%)*	14	-	-	11				
	▪ Prévalence des maladies infectieuses liées à l'eau (%)		4,45	12,7	5	Statistiques de la délégation régionale de la santé	Annuel	RSE	
<i>Objectif de développement :</i> L'accès aux infrastructures de base essentielles mises en place par le PADER-G induisent une amélioration durable de la situation sanitaire et alimentaire, de l'accès aux marchés et du développement de petites AGR dans la région du Guéra	▪ % de ménages ruraux ayant régulièrement accès l'eau potable	31,2%	-	-	70%	Enquêtes spécifiques sur les indicateurs du cadre logique	Avant et après projet	UCGP, Consultants, Bureau d'études	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Moyens effectifs alloués à la mise en œuvre (i) du schéma directeur agricole; (ii) de la stratégie pour le secteur hydraulique; et (iii) de la stratégie de micro finance</li> <li>▪ Rapidité dans la mise en place de l'équipe, du CP et du CTS du Programme</li> </ul>
	▪ Taux de couverture des besoins en eau des populations passé de 20% en 2010 à 25% en 2016 (hors tout nouveau programme d'hydraulique rurale)	20%	-	-	25%				
	▪ % de ménages bénéficiant d'une plus grande sécurité alimentaire	3,5%	-	-	20%				
Le repositionnement du réseau de CECA sur un segment de marché rentable permet d'accélérer l'atteinte de l'autonomie opérationnelle et la viabilité de l'offre de services financiers adaptés aux besoins spécifiques des populations rurales de la région du Guéra	▪ Mise en conformité du réseau avec la réglementation (Nombre d'entités avec agrément COBAC)	0	11	11	15	Rapport d'activité de l'UCEC-G	Annuel	Responsable de la composant 2	
	▪ Autonomie opérationnelle (OSS) passée de 10%* en 2010 à 121% en 2015	10	95 %	90	121	Rapport d'activité de l'UCEC-G	Annuel	Responsable de la composant 2	
	▪ Viabilité financière (ou autonomie financière) : 100% en 2015	-	79	78	100	Rapport d'activité de l'UCEC-G	Annuel	Responsable de la composant 2	
	▪ Portefeuille à risque à 30 jours (pour l'ensemble des CEC : 3% au maximum)	0	5,8	6	3	Rapport d'activité de l'UCEC-G	Annuel	Responsable de la composant 2	

Hierarchie des Résultats	Indicateurs					Moyen de Verification			Hypothèses
	Nom	Valeur de Référence	Valeur actuelle	Valeur à la Mi-parcours	Cible à la fin du projet	Source	Fréquence	Responsabilité	
Les OP sélectionnées mènent des activités rentables et deviennent des structures capables de répondre efficacement aux besoins de leurs membres et d'être des acteurs incontournables dans la région	▪ % des OP viables appuyées, c'est-à-dire ayant des activités économiques rentables et fournissant des services de qualité à leurs membres, passé de 10%* en 2010 à 30% en 2016	10	65,5	-	30	Enquête	Annuel	Responsable de la composante 3	
Effet 1: Les infrastructures rurales sont effectivement gérées et répondent au besoin des ménages ruraux	▪ Pourcentage des forages mis en place et fonctionnels 3 ans après leur mise en place (70%)	65,2%	-	-	70	Enquête	Année 3 et 5	RSE/Consultant	Performance des entreprises de forage ; Gestion saine des ressources mises à disposition de l'opérateur ; Mécanismes simplifiés pour la décentralisation des commissions d'ouverture des offres ;
	▪ Pourcentage d'artisans réparateurs fonctionnels 3 ans après leur mise en place (70%)	53,0%	-	-	70	Enquête	Année 3 et 5	RSE/Consultant	
	▪ Pourcentage de BS fonctionnelles 3 ans après leur mise en place (70%)	6,6%	-	-	70	Enquête	Année 3 et 5	RSE/Consultant	
	▪ Pourcentage des routes (bâties/réparées) maintenues et fonctionnelles 3 ans après leur mise en place (70%)	-	-	-	70	Enquête	Année 3 et 5	RSE/Consultant	
	▪ Taux de satisfaction des bénéficiaires par rapport aux infrastructures rurales mises en place par le PADER-G (%)	-	-	-	80	Enquête	Année 3 et 5	RSE/Consultant	
	▪ Pourcentage des CGPE mis en place et fonctionnels 3 ans après leur mise en place (70%)	65,2	-	-	70	Enquête	Année 3 et 5	RSE/Consultant	
Effet 2 : Le réseau des caisses est reconfiguré/restructuré sur une base rentable et est conforme à la réglementation	▪ Nombre d'unités de base affiliées au réseau exerçant comme des centres de profit (de 41 en 2010, l'effectif des caisses passera à 15 après la restructuration)	41	11	11	15	Rapport d'activité de l'UCEC-G	Annuel	Responsable de la composant 2	
	▪ Agrément de 15 CEC et de l'union du réseau	0	11	11	15	Rapport d'activité de l'UCEC-G	Annuel	Responsable de la composant 2	
Effet 3 : Le réseau développe des services et produits adaptés à la demande des populations	▪ En cours d'épargne (F CFA)	486 228 528	432 860 572	750 922 204	801 862 973	Rapport d'activité de l'UCEC-G	Annuel	Responsable de la composant 2	
	▪ En cours de crédit (F CFA)	336 433 142	1 274 485 292	965 146 569	1 778 112 469	Rapport d'activité de l'UCEC-G	Annuel	Responsable de la composant 2	

Hierarchie des Résultats	Indicateurs					Moyen de Verification			Hypothèses
	Nom	Valeur de Référence	Valeur actuelle	Valeur à la Mi-parcours	Cible à la fin du projet	Source	Fréquence	Responsabilité	
	▪ Nombre de nouveaux produits et services développés	3	4	4	3	Rapport d'activité de l'UCEC-G	Annuel	Responsable de la composant 2	
	▪ Taux de crédit accordé aux femmes passera de 45 en 2010 à 60 % en 2016	45		21	60	Rapport d'activité de l'UCEC-G	Annuel	Responsable de la composant 2	
Effet 4 : Le développement d'activités rentables et durables par les OP sélectionnées est assuré	▪ 75% de plans d'affaires fonctionnels après 4 ans et ayant permis le développement d'activités rentables (%)	-	-	-	75	Enquête	Année 3 et 5	RSE/Consultant	▪ Gestion saine des ressources mises à disposition des opérateurs ▪ Collaboration fructueuse entre les opérateurs et leurs partenaires locaux, notamment le CNCPR
	▪ Taux de satisfaction des bénéficiaires (%)	-	65,62	-	80	Enquête	Année 3 et 5	RSE/Consultant	
Effet 5 : Des opérations pilotes d'amélioration de la production et productivité sont testées et les résultats capitalisés	▪ Taux de réussite des actions pilotes initiées [%]			76,4	70	Enquête	Annuel	RSE/Consultant	
	▪ Proportion de ménages bénéficiaires des actions pilotes faisant état de l'augmentation de leur revenu agricole [%]	-	-	-	80	Enquête	Année 4 et 5	RSE/Consultant	
Effet 6 : Les OP du Guéra délivrent des services à leurs membres et se mettent en réseau pour défendre leurs intérêts	▪ Pourcentage d'OP appuyées rendant des services de qualité à leurs membres passé de 10% en 2010 à 50% en 2016	10	65,62	65,62	50	Enquête	Année 3 et 5	RSE/Consultant	
	▪ Taux de satisfaction des OP [%]	-	-	-	80	Enquête	Année 4 et 5	RSE/Consultant	
Effet 7: La gestion et la coordination du programme assurent une mise en œuvre et un suivi optimaux des activités de terrain	▪ Cible de 80% de taux d'exécution physique des PTBA annuels		-	63,1	80	Rapport	annuel	RSE	Disponibilité de personnel qualifié pour la constitution de l'UCGP Opérationnalité de la cellule administrative et financière et de la cellule SE Logiciel de SE et de comptabilité installé à temps et maîtrisés par le personnel
	▪ Cible de 80% de taux d'exécution financière des PTBA annuels			60,33	80	Rapport	Annuel	RAF	
	▪ Cible 80% de taux de décaissement	-	75,13	55	80	Rapport	Année 5	RAF	
	▪ Transmission à temps (telle que décrite dans l'accord de financement) au FIDA des tableaux SYGRI, des états financiers et des audits		3	2	5	Rapport	Annuel	Coordonnateur	
Produits: 1.1 Réaliser/réhabiliter 100 forages équipés de pompes à motricité humaine (PMH)	▪ Nombre de forages réalisés/réhabilités et équipés	0	59	23	120	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 1	
1.2 Mener au minimum une campagne de sensibilisation (IEC) sur l'eau et l'assainissement	▪ Campagnes d'IEC réalisée	0	4	3	1	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 1	
	▪ Nombre de bénéficiaires de la campagne d'IEC réalisée	0	6842		24000	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 1	

Hierarchie des Résultats	Indicateurs					Moyen de Verification			Hypothèses
	Nom	Valeur de Référence	Valeur actuelle	Valeur à la Mi-parcours	Cible à la fin du projet	Source	Fréquence	Responsabilité	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de latrines institutionnelles réalisées</li> <li>Nombre de latrine familiales réalisées</li> </ul>	0	0	0	8	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 1	
1.3 Mettre en place et former/encadrer 100 comités de gestion des forages (CGPE)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de CGPE créés/renforcés et encadrés</li> <li>Nombre de COGES comptant des femmes dans leurs instances de direction</li> </ul>	0	118	95	120	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 1	
1.4 Mettre en place des collaborations avec les acteurs étatiques et privés	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de conventions établies avec les acteurs étatiques et privés</li> </ul>		1	1	1	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 1	
1.5 Réaliser une étude sur les conditions de viabilité des banques de soudure et les mécanismes à mettre en œuvre pour cibler les ménages pauvres	<ul style="list-style-type: none"> <li>Étude des BS réalisée</li> </ul>		1	1	1	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 1	
1.6 Construire 65 structures de stockage des produits	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de structures de stockage construites</li> </ul>		66	46	65	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 1	
1.7 Doter les magasins en stock initial de céréales	<ul style="list-style-type: none"> <li>Quantité de stocks mis en place [tonnes]</li> </ul>		765,45	258,75	650	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 1	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de bénéficiaires des stocks (hommes, femmes et différentes catégories sociales)*</li> </ul>		89450	42642	112000	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 1	
1.8 Renforcer les capacités de 700 membres des comités de gestion	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nb de membres de COGES formés dont 30% de femmes</li> </ul>		480	480	700	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 1	
1.9 Réaliser une étude de faisabilité de mutualisation des risques entre banques céréalières	<ul style="list-style-type: none"> <li>Etude de faisabilité réalisée</li> <li>Plan d'action mis en œuvre, suivi et évalué</li> </ul>		1	1	1	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 1	
1.10 Sélectionner 20 banques céréalières fonctionnelles et mettre en œuvre l'opération pilote	<ul style="list-style-type: none"> <li>Nombre de banques inclus dans l'opération pilote</li> </ul>		0	0	20	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 1	
1.11 Réaliser/réhabiliter 50 km de pistes rurales	<ul style="list-style-type: none"> <li>Linéaire de routes construites/réhabilitées [km]</li> </ul>	0	58,8	0	50	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 1	



Hierarchie des Résultats	Indicateurs					Moyen de Verification			Hypothèses
	Nom	Valeur de Référence	Valeur actuelle	Valeur à la Mi-parcours	Cible à la fin du projet	Source	Fréquence	Responsabilité	
2.1 Etablir l'unité technique conforme aux meilleures pratiques : mettre en place 4 services techniques	▪ Nombre de services techniques créés			4	4	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 2	
2.2 Construire 5 de nouvelles caisses	▪ Nombre de nouvelles caisses créées		5	2	5	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 2	
2.3 Renforcer les capacités de 106 élus, équipes gérantes, personnel de l'unité technique	▪ Nombre de sessions de formation		9	5	8	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 2	
	▪ Nombre de personnes formées dont 30% de femmes			218	106	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 2	
2.4 Développer les outils de gestion professionnels	▪ Types d'outils par service technique		4	4	4	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 2	
3.1 Etudier la faisabilité de l'agroleasing et du crédit islamique	▪ Etudes de faisabilité réalisées		3	3	2	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 2	
3.2 Initier une opération-pilote (échantillon de 4 caisses) pour le warranatge, l'agroleasing et le crédit islamique	▪ Nombre de caisses ayant fait l'objet d'opération pilote		1	1	4	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 2	
	▪ Volume de crédits distribués [FCFA]		27 654 000	27 654 000	125 000 000	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 2	
4.1 Réaliser une étude diagnostic socio-économique et institutionnel des OPs	▪ Etude des OPs conduit		1	1	1	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 3	
4.2 Appuyer la préparation de 40 plans d'affaires simplifiés et de 30 projets pilotes	▪ Nombre de plans d'affaires élaborés		40	40	40	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 3	
4.3	▪ Nombre de projets pilotes élaborés		50	50	30	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 3	
4.4 Alphabétiser 400 membres des OPs sélectionnées	▪ Nombre de personnes ayant reçu des cours d'alphabétisation fonctionnelle		1076	1008	1000	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 3	
4.5 Former 40 OP en capacités institutionnelles, de gestion, d'entrepreneuriat et de commercialisation.	▪ Nombre d'OP encadrés		97	40	140	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 3	
	▪ Nombre de promoteurs encadrés		68	40	30	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 3	
	▪ Nombre de membre d'OP de personnes formées (femmes /hommes/ jeunes)		140	0	400	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 3	
4.6 Appuyer à l'autoévaluation des performances sur la base	▪ Nombre d'autoévaluation organisé		0	0	2	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 3	

Hierarchie des Résultats	Indicateurs					Moyen de Verification			Hypothèses
	Nom	Valeur de Référence	Valeur actuelle	Valeur à la Mi-parcours	Cible à la fin du projet	Source	Fréquence	Responsabilité	
des plans d'affaire et des projets pilotes	▪ Nombre d'OP évaluées		0	0	40	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 3	
5.1 Appuyer à la production des semences améliorées	▪ Quantité de semences améliorées produites [100 tonnes]		40	41,5	100	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 3	
	▪ Nombre de semencier appuyés		91	80	100	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 3	
	▪ Nombre de sessions de formations organisées [3]		2	1	3	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 3	
	▪ Nombre de producteurs formés		91	80	100	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 3	
5.2 Accompagner la production maraîchère	▪ Nombre de maraîchers formés [300]		140	70	300	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 3	
	▪ Nombre de puits aménagés		63	0	68	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 3	
	▪ Superficie maraîchère emblavées [ha]		53	0	50	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 3	
5.3 Capitaliser et communiquer les résultats des expériences réussies	▪ Nb d'expériences de plans d'affaires, capitalisées et diffusées [6]		0	0	6	Fiche de capitalisation	annuel	Responsable de la composant 3	
	▪ Nb d'expériences des projets pilotes d'amélioration de la production et productivité capitalisées et diffusées		0	0	2	Fiche de capitalisation	annuel	Responsable de la composant 3	
6.1 Renforcer les capacités OP	▪ Nombre d'OP formées		97	40	100	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 3	
	▪ Nombre de personnes formées		397	200	1000	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 3	
6.2 Définir les priorités et élaborer un plan d'action	▪ Nombre plan d'action élaboré		0	0	1	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 3	
6.3 Faciliter la mise en réseau des OP (voyages d'échange, ateliers de discussion)	▪ Nombre d'OP mises en réseau		0	0	40	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 3	
6.4 Réaliser des études sur les filières vivrières porteuses	▪ Nombre d'études filières vivrières menées [1]		1	1	1	Rapport d'activité	trimestriel	Responsable de la composant 3	
7.1 Mettre en place et opérationnaliser les outils de gestion et de pilotage du programme	▪ Nombre de manuels de procédures élaborés/révisés		4	3	4	Rapport d'activité	Annuel	RAF	
	▪ Nombre de PTBA élaborés		4	3	5	Rapport d'activité	Annuel	RSE	
	▪ Nombre de Plans de Passation de Marchés (PPM) élaborés		4	3	5	Rapport d'activité	Annuel	RPM	

Hierarchie des Résultats	Indicateurs					Moyen de Verification			Hypothèses
	Nom	Valeur de Référence	Valeur actuelle	Valeur à la Mi-parcours	Cible à la fin du projet	Source	Fréquence	Responsabilité	
7.2 Concevoir et mettre en œuvre le système de suivi-évaluation	▪ Nombre d'audits réalisés		3	2	5	Rapport d'activité	Annuel	RAF	
	▪ Mission de revue à mi-parcours		1	1	1	Rapport d'activité	Année 3	Coordonateur	
	▪ Nombre de rapports financiers élaborés		3	2	5	Rapport d'activité	Annuel	RAF	
	▪ Nombre de missions de supervisions réalisées		4	3	10	Rapport d'activité	Annuel	Coordonateur	
	▪ Nombre de dispositifs mis en place		2	1	2	Rapport d'activité	Annuel	RSE	
	▪ Nombre d'outputs générés par le système SE (rapport SYGRI)		3	2	5	Rapport d'activité	Annuel	RSE	
	▪ Enquête socio-économique de référence conduite		1	1	1	Rapport d'activité	Année 1	RSE	
	▪ Nombre d'enquêtes et études spécifiques réalisées		5	5	5	Rapport d'activité	Année 1, 4, 5	RSE	
7.3 Établir un plan de communication (interne et externe) incluant les objectifs, résultats attendus, activités, moyens à mettre en œuvre et plan de développement annuel	▪ Nombre d'évaluations internes et externes conduites		0	0	4	Rapport d'activité	Année 3 et 5	Coordonateur	
	▪ Rapport d'achèvement		0	0	1	Rapport d'activité	Année 5	Coordonateur	
	▪ Enquête d'impact conduite		0	0	1	Rapport d'activité	Année 5	RSE	
7.4 Réaliser les outils nécessaires à la communication et visibilité du projet (spot radio, chansons, etc.)	▪ Plan de communication élaboré		0	0	1	Rapport d'activité	Année 1	Resp. IEC	
	▪ Nombre et types d'outils de communication et de visibilité conçus		9	5	10	Rapport d'activité	Annuel	Resp. IEC	



## Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Exécution du projet				
<i>Composante I : Amélioration de l'accès aux infrastructures de base</i>				
	S'assurer de la mobilisation effective des contributions des bénéficiaires avant tous travaux.	Immédiat	Coordo/RC1	
	Prendre des dispositions pour faire démarrer les travaux des 52 forages et des 334 latrines familiales, dès la fin de la saison hivernale.	31/10/2015	Coordo/RC1	
	Nouer un partenariat avec l'Association des artisans réparateurs pour assurer la formation des artisans réparateurs locaux des CGPE	31/10/2015	RPM/RC1	
	Renforcer les capacités des CGPE et comités de gestion des infrastructures	Immédiat	RC1/RC3	
	Fournir aux comités de surveillance et d'entretien le petit matériel afin qu'ils procèdent aux entretiens dans les meilleurs délais	15/11/2015	RC1/RAF/RPM	
	Organiser une mission conjointe PADER-G, Direction des pistes rurales, Ingénieur conseil et entreprise des travaux en vue d'évaluer les travaux de réparation du tronçon endommagé et confortatifs à réaliser	30/11/ 2015	Coordo/RC1	
	Approcher le PAM pour examiner la possibilité de bénéficier de son programme vivre contre travail au titre des travaux d'entretien de la piste.	31/10/2015	Coordo	
<i>Composante II : Amélioration de l'accès aux services financiers</i>				
	Désigner un directeur par intérim qui sera encadré par l'assistant technique du CIDR et le conseil d'administration	Immédiat	CA de la faitière et Coordo PADER-G	
	Apporter un appui technique à l'assistant comptable qui assure également les fonctions de chef comptable.	Immédiat	CA de la faitière et Coordo PADER-G	
	Recruter des consultants indépendants pour faire une nouvelle évaluation de l'UCEC-G et le CIDR et un plan stratégique pour les prochaines les 4 prochaines années.	31/03/2016	PADER-G/FIDA	
<i>Composante III : Renforcement des capacités des OP à la base et de leurs représentations</i>				
	Réaliser un voyage d'échanges au niveau d'un projet qui soutien des AGR	Décembre 2015	RC3	
	Actualiser les plans d'affaires des OP avec l'appui d'un spécialiste en entrepreneuriat rural	Décembre 2015	RC3/RC2/Conseil de proximité	
	Orienter l'appui financier aux micros projets améliorant la valeur ajoutée et ayant un rapport au métier principal des OP (production	RC 3, RC2	Décembre 2015	

ou transformation agricole et non la spéculation) s		
Prendre des dispositions avec l'UCEC-G pour adapter l'échéancier des crédits à la nature des microprojets	UCEC-G/RC2/RC3	Novembre 2015
Continuer à renforcer les capacités d'intervention des conseillers de proximité	RC3/PARSAT	Décembre 2015
Organiser une visite d'échanges d'expériences dans un projet qui appuie la promotion des OP et micro-entreprises rurales (Burkina Faso ou Sénégal)	RC3/Resp Conseillers de proximité	Mars 2015
<i>Composante IV : Coordination et suivi-évaluation</i>		
Approuver le manuel de procédures révisé en conservant les schémas d'écritures comptables utilisés par le projet en lieu et place de ceux proposés dans le manuel.	30/09/2015	FIDA/Coordo/RAF
Assurer l'internalisation du manuel de procédures et du logiciel de gestion TOM <sup>2</sup> PRO avec l'équipe du PARSAT.	31/10/2015	Coordo/RAF
Faire assurer une formation du personnel de gestion PADER-G/PARSAT sur le logiciel TOM <sup>2</sup> PRO	30/11/2015	Coordo
Régulariser les assurances des véhicules et prendre les dispositions pour assurer les locaux et les biens	31/12/2015	Coordo/RAF
Prendre toutes les dispositions nécessaires pour élaborer le PTBA /PPM d'achèvement/clôture 2016/2017, accompagné d'un plan de décaissements révisionnels, en tenant compte des indications de la présente revue.	30/11/2015	Equipe du projet
Régulariser l'écart de reconstitution du compte désigné	31/10/2015	RAF/Comptable
Préparer un plan de récupération de l'avance initiale et le soumettre à l'approbation du FIDA sur la base du PTBA/PPM 2016/2017 et des prévisions des décaissements.	31/12/2015	Coordo/RAF/Comptable
Transmettre, à la comptabilité pour prise en charge, les données des contributions des bénéficiaires relatives aux forages déjà achevés et à la reconstitution des stocks initiaux des magasins.	Immédiat	RC1/RES/RAF/Comptable
Prendre en compte les éléments d'amélioration proposés pour les ECD.	PM	RAF/Comptable/Aide-comptable
Planifier l'arrêté et l'audit des comptes 2015 en fonction du calendrier proposé	PM	RAF/Comptable
Organiser un atelier de formation en passation des marchés (Fournitures, travaux & services de consultants) selon les procédures du FIDA pour le nouveau staff de la Cellule passation des marchés (RPM & Assistant)	Octobre 2015	Coordo/FIDA
Mettre à jour le PTBA et PPM dès lors que de nouvelles activités sont identifiées et non objectées.	Immédiat	RPM/RAF
Procéder à un changement de Président au niveau de l'arrêté de nomination des membres de la commission régionale de passation des marchés du PADER/PARSAT en attendant l'arrivée du représentant du Ministère du Plan dans la région	Immédiat	Coordo

## Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA (y compris indicateurs SYGRI)

Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateurs	Unité	PTBA 2015			RPE		
			Objectif	Chiffres effectifs	Taux exécution [%]	Total effectif cumulé	Objectif**	Taux exécution [%]
Composante 1 : Amélioration des infrastructures de base								
Sous-composante 1A : Amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement								
Réaliser 100 forages nouveaux équipés de pompes à motricité humaine (PMH) et réhabiliter 20 anciens	Nombre de forages réalisés/réhabilités et équipés*	Nbre	100	36	36%	59	120	49%
Mener au minimum une campagne de sensibilisation (IEC) sur l'eau et l'assainissement	Nombre de Campagnes d'IEC réalisée	Nbre	1	1	100%	4	1	400%
	Nombre de bénéficiaires de la campagne d'IEC réalisée	Nbre	13500	2483	18%	6842	24000	29%
Mettre en place et former/encadrer 100 comités de gestion des forages (CGPE)	Nombre de CGPE créés/renforcés et encadrés*	Nbre	52	52	100%	118	120	98%
	Nombre de CGPE comptant des femmes dans leurs instances de direction*	Nbre	52	52	100%	118	36	328%
	Nombre de CGPE formés*	Nbre	52	52	100%	118	120	98%
	Nombre de membres de CGPE formés*	Nbre	260	336	129%	732	600	122%
	Nombre de femme membres de CGPE formés*	Nbre	78	101	129%	201	180	112%
Réalisation des latrines	Nombre de latrines institutionnelles réalisées*		8	0	0%	0	8	0%
	Nombre de latrines familiales réalisées*	Nbre	300	0	0%	266	600	44%
Mettre en place des collaborations avec les acteurs étatiques et privés	Nombre et type de conventions établies avec les acteurs étatiques et privés	Nbre				2	2	100%
Taux de réalisation Sous-composante 1A					71,3%			125%
Sous-composante 1B : Amélioration de la disponibilité des céréales en période de soudure								
Réalisation d'une étude diagnostic et de viabilité sur les Banques de soudure (BS)	Étude des BS réalisée	Nbre				1	1	100%
Construire 65 structures de stockage des produits	Nombre de structures de stockage construites/Réhabilité*	Nbre	20	20	100%	66	65	102%
	Quantité de stocks mis en place	tonnes	380	380	100%	765,45	650	118%
Poursuite de la réhabilitation de 6 anciens magasins villageois mis en place par le PSANG	Nombre de BS réhabilité	Nbre				6	-	
Doter les magasins en stock initial de céréales	Nombre de bénéficiaires des stocks*	Nbre	33600	46808	139%	89450	112000	80%
Renforcer les capacités des comités de gestion	Nombre de COGES formés et encadrés*	Nbre	147	40	27%	95	140	68%
	Nb de membres de COGES formés*	Nbre	411	201	49%	771	840	92%

Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateurs	Unité	PTBA 2015			RPE		
			Objectif	Chiffres effectifs	Taux exécution [%]	Total effectif cumulé	Objectif**	Taux exécution [%]
	Nombre de femmes membres de COGES formés*	Nbre	123	60	49%	159	252	63%
Réaliser une étude de faisabilité de mutualisation des risques entre banques céréalières	Etude de faisabilité réalisée	Nbre				1	1	100%
	Plan d'action mis en œuvre, suivi et évalué	Nbre	1	0	0%	0	1	0%
Sélectionner 20 banques céréalières fonctionnelles et mettre en œuvre l'opération pilote	Nombre de banques inclus dans l'opération pilote	Nbre	20	0	0%	0	20	0%
<b>Taux de réalisation Sous-composante 1B</b>					<b>58,0%</b>			<b>72%</b>
<b>Sous-composante 1C : Amélioration de l'accès aux marchés ruraux</b>								
Réaliser/réhabiliter 50 km de pistes rurales	Linéaire de piste construites/réhabilitées*	Km	58,8	58,8	100%	58,8	50	118%
<b>Taux de réalisation Sous-composante 1C</b>								<b>118%</b>
<b>Taux de réalisation Composante 1</b>					<b>67,2%</b>			<b>101%</b>
<b>Composante 2: Amélioration de l'accès aux services financiers</b>								
<b>Sous-composante 2A : Appui à la restructuration du réseau et à la professionnalisation de son système de gestion</b>								
Opérationnalisation du processus de reconfiguration des CEC engagé en 2011	Nombre d'unités de base affiliées au réseau exerçant comme centres de profit (de 41 en 2010, l'effectif passera à 17 après la restructuration)*	Nbre				11	15	73%
	Nombre de guichets opérationnels	Nbre	29	28	97%	28	26	108%
	Membres des groupes d'épargne et de crédit créés/consolidés	Nbre	30 033	24692	82,2%	24692	33450	74%
	Membres des groupes d'épargne et de crédit créés/consolidés	Homme	18 020	15528	86%	15528	23415	66%
	Membres des groupes d'épargne et de crédit créés/consolidés	femme	7 208	8193	114%	8193	10035	82%
	Groupes d'épargne et de crédit comptant des femmes dans leurs instances de direction	Nbre				11	6	183%
Mise en conformité du réseau par rapport à la réglementation	Agrément du réseau	Nbre	2	0	0%	11	15	73%
Développement des services et produits adaptés à la demande des populations	Volume d'activités d'épargne*	FCFA	900 000 000	432 860 572	48%	432860572	801862973	54%
	Épargnants volontaires*	Nbre	17 681	12594	71%	12594	45785	28%
	Épargnants volontaires*	Homme	9 193	7302	79%	7302	22893	32%
	Épargnants volontaires*	femme	8 488	3503	41%	3503	22892	15%
	Volume d'activités de crédit*	FCFA	1 500 000 000	1 274 485 292	85%	1 274 485 292	1 778 112 469	72%
	Emprunteurs actifs*	Nbre	18 020	9055	50%	9055	23740	38%
	Emprunteurs actifs*	Homme	10 250	5554	54%	5554	11870	47%



Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateurs	Unité	PTBA 2015			RPE		
			Objectif	Chiffres effectifs	Taux exécution [%]	Total effectif cumulé	Objectif**	Taux exécution [%]
	Emprunteurs actifs*	femme	7 770	2311	30%	2311	11870	19%
	Nombre de nouveaux produits et services développés	Nbre	2	1	50%	4	3	133%
	Taux de crédit accordé aux femmes passera de 45 en 2010 à 60% en 2016	%	45	19	42%	19	60	32%
Etablir l'unité technique conforme aux meilleures pratiques : mettre en place 4 services techniques	Nombre de services techniques créés	Nbre				4	4	100%
Construire 5 de nouvelles caisses	Nombre de nouvelles caisses créées	Nbre				2	5	40%
Extension de 7 caisses mères et bureau de l'union	Nombre de caisses aménagées	Nbre	5	5	100%	7	7	100%
Renforcer les capacités de 106 élus, équipes gérantes, personnel de l'unité technique	Nombre de sessions de formation	Nbre	5	4	80%	9	5	180%
	Nombre de personnes formées*	Nbre	255	87	34%	175	106	165%
	Nombre de femme formées*	Nbre	82	28	35%	65	20	325%
Développer les outils de gestion professionnels	Types et nombre d'outils par service technique	Nbre				4	4	100%
<b>Taux de réalisation Sous-composante 2A</b>					<b>62%</b>			<b>89%</b>
<b>Sous-composante 2B : Appui à la performance et à la viabilité du réseau</b>								
Etudier la faisabilité de l'agroleasing, warranatge, l'agroleasing et du crédit islamique	Etudes de faisabilité réalisées	Nbre				2	2	100%
Initier une opération-pilote (échantillon de 4 caisses) pour le warranatge, l'agroleasing et le crédit islamique	Nombre de caisses ayant fait l'objet d'opération pilote	Nbre	4	1	25%	1	4	25%
	Volume de crédits distribués dans cadre de l'opération pilote	FCFA	135 000 000	27 654 000	20%	27 654 000	275 000 000	10%
<b>Taux de réalisation Sous-composante 2B</b>					<b>23%</b>			<b>45%</b>
<b>Taux de réalisation Composante 2</b>					<b>58%</b>			<b>98%</b>

<b>Composante 3 : Renforcement des capacités organisationnelles des OPs dans leurs activités économiques et leur structuration</b>								
<b>Sous-composante 3A : Fonds d'appui au développement des activités économiques productives des OP</b>								
Réaliser une étude diagnostic socio-économique et institutionnel des OPs	Etude des OPs conduite	Nbre	1	0	0%	1	1	100%
Appuyer la préparation de 40 plans d'affaires simplifiés et de 30 projets pilotes	Nombre de plans d'affaires élaborés	Nbre				40	40	100%
	Nombre de projets pilotes élaborés	Nbre				50	30	167%
	Personnes ayant accès au fonds destinés au développement*	Nbre				6346	13290	48%
	Personnes ayant accès au fonds destinés au développement (Homme)*	Homme				3313	6392	52%
	Personnes ayant accès au fonds destinés au développement (femme)*	femme				3032	3898	78%

Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateurs	Unité	PTBA 2015			RPE		
			Objectif	Chiffres effectifs	Taux exécution [%]	Total effectif cumulé	Objectif**	Taux exécution [%]
Alphabétiser 400 membres des OPs sélectionnées	Nombre de personnes ayant reçu des cours d'alphabétisation fonctionnelle*	Nbre	1008	1076	107%	1076	1000	108%
Former 40 OP en capacités institutionnelles, de gestion, d'entreprenariat et de commercialisation.	Nombre d'OP encadrés*	Nbre	93	97	104%	97	140	69%
	Nombre de promoteurs encadrés*	Nbre	68	63	93%	63	68	93%
	Nombre de personnes formées (femmes /hommes/ jeunes)*	Nbre	650	140	22%	280	400	70%
Appuyer à l'autoévaluation des performances sur la base des plans d'affaire et des projets pilotes	Nombre d'ateliers départementaux d'auto évaluation organisé	Nbre				0	2	0%
	Nombre d'OP évaluées	Nbre				0	40	0%
Capitaliser et communiquer les résultats des expériences réussies : 30 plans d'affaires, 15 projets pilotes	Nombre d'expériences réussies de plans d'affaires, capitalisées et diffusées	Nbre	1	0	0%	0	6	0%
	Nombre d'expériences réussies des projets pilotes capitalisées et diffusées	Nbre	1	0	0%	0	2	0%
<b>Taux de réalisation Sous-composante 3A</b>					<b>46%</b>			63%
<b>Sous-composante 3B : Renforcement des capacités organisationnelles et techniques des OP</b>								
Renforcer les capacités des OP	Nombre d'OP formées*	Nbre	97	97	100%	97	100	97%
	Nombre de personnes formées*	Nbre	326	197	60%	397	1000	40%
	Groupe communautaires comptant des femmes dans leurs instances de direction*	Nbre	97	97	100%	33	42	79%
Définir les priorités et élaborer un plan d'action	Nombre plan d'action élaboré	Nbre	1	0	0%	0	1	0%
Faciliter la mise en réseau des OP (voyages d'échange, ateliers de discussion)	Nombre d'OP mises en réseau*	Nbre	50	0	0%	0	40	0%
Réaliser des études sur les filières vivrières porteuses	Nombre d'études filières vivrières menées	Nbre				2	2	100%
Appuyer à la production des semences améliorées	Quantité de semences améliorées produites	tonne	40	0	0%	41	100	41%
	Nombre de semencier appuyés	Nbre	90	91	101%	171	100	171%
	Nombre de sessions de formations organisées	session	1	1	100%	2	3	67%
	Nombre de producteurs formés	Nbre	90	91	101%	171	100	171%
Accompagner la production maraîchère	Nombre de maraîchers formés	Nbre	200	140	70%	140	300	47%
	Nombre de puits aménagés	Nbre	68	63	93%	63	68	93%
	Superficie maraichère emblavées	ha	50	53	106%	53	50	106%
<b>Taux de réalisation Sous-composante 3B</b>					<b>69%</b>			76%
<b>Taux de réalisation Composante 3</b>					<b>49%</b>			60%
<b>Composante 4 : Gestion, Coordination et Suivi-évaluation</b>								
Mettre en place et opérationnaliser les outils de	Nombre de manuels de procédures	Nbre	1	1	100%	4	4	100%

Composante/ Sous-composante ou produit	Indicateurs	Unité	PTBA 2015			RPE		
			Objectif	Chiffres effectifs	Taux exécution [%]	Total effectif cumulé	Objectif**	Taux exécution [%]
gestion et de pilotage du programme	élaborés/révisés							
	Nombre de PTBA élaborés	Nbre	1	1	100%	4	5	80%
	Nombre de Plans de Passation de Marchés (PPM) élaborés	Nbre	1	1	100%	4	5	80%
	Nombre d'audits réalisés	Nbre	1	1	100%	3	5	60%
	Mission de revue à mi parcours	Nbre				0	1	0%
	Nombre de rapports financiers élaborés	Nbre	1	1	100%	3	5	60%
	Nombre de missions de supervisions réalisées	Nbre	2	1	50%	4	10	40%
Concevoir et mettre en oeuvre le système de suivi évaluation	Nombre de dispositifs mis en place	Nbre	1	1	100%	2	2	100%
	Nombre d'outputs générés par le système SE (Rapports SYGRI)	Nbre	1	1	100%	3	4	75%
	Enquête socioéconomique de référence conduite	Nbre				1	1	100%
	Nombre d'enquêtes et études spécifiques réalisées	Nbre	5	1	20%	4	5	80%
	Nombre d'évaluations internes et externes conduites	Nbre					4	0%
	Rapport d'achèvement	Nbre				0	1	0%
	Enquête d'impact conduite	Nbre				0	1	0%
Etablir un plan de communication	Plan de communication élaboré	Nbre	1	0	0%	0	1	0%
Réaliser les outils nécessaires à la communication et visibilité du projet	Nombre et types d'outils de communication et de visibilité conçus	Nbre	4	4	100%	8	10	80%
<b>Taux de réalisation Composante 4</b>					<b>79%</b>			53%
<b>Taux de réalisation des indicateurs du cadre logique</b>					<b>63%</b>			77%
<b>Nombre de Bénéficiaires</b>								
Bénéficiaires touchés par les actions du projet	Ménages ayant bénéficié des services du projet*	Nbre	18 711	16 527	88%	50 243	38 650	130%
	Personnes ayant bénéfice des services du projet*	Nbre	112 263	99 164	88%	233 177	132 330	176%
	Personnes ayant bénéfice des services du projet*	Homme	53 886	47 599	88%	117 192	63 651	184%
	Personnes ayant bénéfice des services du projet*	femme	58 377	51 565	88%	115 983	68 679	169%
	Groupes ayant bénéficié des services du projet*	Nbre	321	217	68%	316	419	75%
<b>Taux de réalisation bénéficiaires</b>					<b>84%</b>			147%
<b>Taux total indicateurs y compris SYGRI</b>					<b>68%</b>			92%

\* Indicateurs SYGRI ou apparentés aux indicateurs SYGRI ; \*\* Cibles révisées à la revue à mi-parcours de décembre 2014



## Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performance financière par bailleur de fonds au 31/08/2015 (en milliers de USD)

Bailleurs	Montant approuvé	Montant décaissé	Taux de décaissement
FIDA	17 401	13 120	75%
GVT	2 529	2 966	117%
BENEFICIAIRES	189	164	87%
Total	20 119	16 249	81%

Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante au 31/08/2015 (en milliers d'USD)

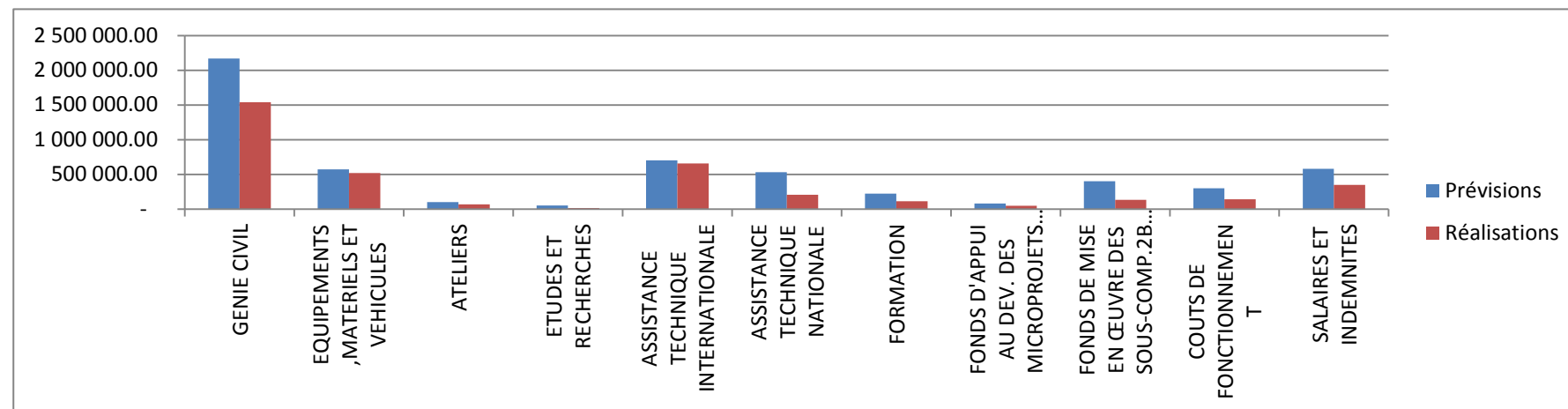
	Prêt/Don FIDA			Gouvernement			Bénéficiaire			TOTAL		
Composante	Montant approuvé	Montant décaissé	%	Montant approuvé	Montant décaissé	%	Montant approuvé	Montant décaissé	%	Montant approuvé	Montant décaissé	%
<b>Avance en compte désigné</b>					-						-	
Amélioration des infrastructures de base	6 623	4 970	75%	1 403	1 197	85%	133	138	104%	8 159	6 305	77%
Amélioration de l'accès aux services financiers ruraux	2 918	3 156	108%	144	398	277%	-	0	-	3 062	3 554	116%
Renforcement des capacités des OP à la base et de leurs représentations	4 045	1 047	26%	410	135	33%	56	26	46%	4 511	1 207	27%
Coordination et Gestion	3 815	3 948	103%	572	1 235	216%	-	0	-	4 387	5 183	118%
<b>Total</b>	<b>17 401</b>	<b>13 120</b>	<b>75%</b>	<b>2 529</b>	<b>2 966</b>	<b>117%</b>	<b>189</b>	<b>164</b>	<b>87%</b>	<b>20 119</b>	<b>16 249</b>	<b>81%</b>

**Tableau 5C: Décaissements Prêt /FIDA au 31/08/2015 (DTS)**

Category Code	Category Description	Distribursed	%	Available Balance	DPD/DRF en Instance de paiement au FIDA *	DRF en cours de préparation *	Totaux	%
074081	MONTANT AUTORISE-COMPTE DESIGNE	522 698,23	0,00%	- 522 698,23			522 698,23	
120165	GENIE CIVIL	1 539 806,97	70,96%	630 193,03	215 826,11	95 491,40	1 851 124,48	85,31%
120166	EQUIPEMENTS MATERIELS ET VEHICULES	519 344,03	91,11%	50 655,97	5 897,92	4 498,09	529 740,03	92,94%
120167	ATELIERS	66 617,01	66,62%	33 382,99	10 211,34	1 736,57	78 564,91	78,56%
120168	ETUDES ET RECHERCHES	13 610,76	27,22%	36 389,24	6 593,03	2 154,50	22 358,29	44,72%
120169	ASSISTANCE TECHNIQUE INTERNATIONALE	656 574,72	93,80%	43 425,28	3 651,70	2 089,66	662 316,08	94,62%
120170	ASSISTANCE TECHNIQUE NATIONALE	205 372,20	38,75%	324 627,80	153 922,96	3 663,87	362 959,03	68,48%
120171	FORMATION	113 728,57	51,69%	106 271,43	615,42	2 824,77	117 168,77	53,26%
120172	FONDS D'APPUI AU DEV. DES MICROPROJETS DES OP	47 808,70	59,76%	32 191,30	-	8 557,13	56 365,83	70,46%
120173	FONDS DE MISE EN ŒUVRE DES SOUS-COMP.2B ET 3B	133 491,34	33,37%	266 508,66	-	-	133 491,34	33,37%
120174	COUTS DE FONCTIONNEMENT	139 812,60	46,60%	160 187,40	13 487,70	5 645,68	158 945,98	52,98%
120175	SALAIRES ET INDEMNITES	348 953,04	60,16%	231 046,96	32 894,26	21 846,14	403 693,44	69,60%
TOTAL		4 307 818,17	75,58%	1 392 181,83	443 100,43	148 507,82	4 899 426,41	85,95%

\* 1DTS=824FCFA

**Figure 1: Décaissement du prêt/ du FIDA, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs.**

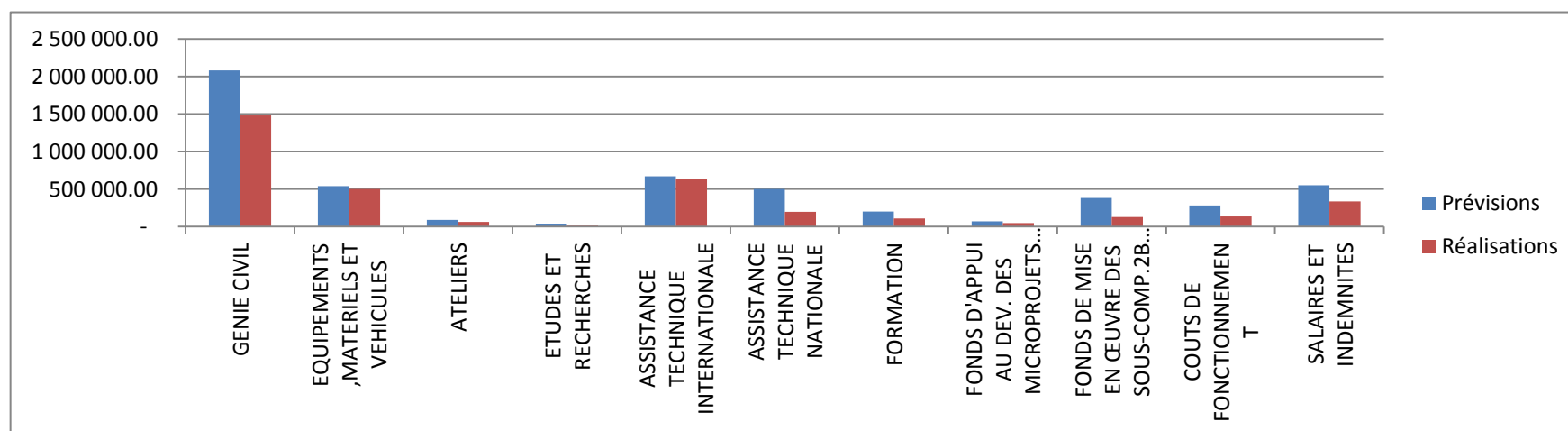


### Décassements Don/FIDA au 31/08/15 (DTS)

Category Code	Category Description	Allocated	Distribursed	%	AvailablBalance	DPD/DRF en Instance de paiement au FIDA *	DRF en cours de préparation *	Totaux	%
074082	MONTANT AUTORISE-COMPTE DESIGNE	0,00	502 200,27	0,00%	- 502 200,27			502 200,27	
120177	GENIE CIVIL	2 080 000,00	1 479 390,29	71,12%	600 609,71	207 362,34	91 746,64	1 778 499,27	85,50%
120178	EQUIPEMENTS, MATERIELS ET VEHICULES	540 000,00	498 945,71	92,40%	41 054,29	5 666,62	4 321,69	508 934,03	94,25%
120179	ATELIERS	90 000,00	64 004,53	71,12%	25 995,47	9 810,89	1 668,47	75 483,89	83,87%
120180	ETUDES ET RECHERCHES	40 000,00	13 076,99	32,69%	26 923,01	6 334,48	2 070,01	21 481,48	53,70%
120181	ASSISTANCE TECHNIQUE INTERNATIONALE	670 000,00	630 824,44	94,15%	39 175,56	3 508,50	2 007,72	636 340,65	94,98%
120182	ASSISTANCE TECHNIQUE NATIONALE	500 000,00	197 310,69	39,46%	302 689,31	147 886,76	3 520,19	348 717,64	69,74%
120183	FORMATION	200 000,00	109 261,19	54,63%	90 738,81	591,29	2 714,00	112 566,48	56,28%
120184	FONDS D'APPUI AU DEV. DES MICROPROJETS DES OP	70 000,00	45 933,86	65,62%	24 066,14	-	8 221,56	54 155,42	77,36%
120185	FONDS DE MISE EN ŒUVRE DES SOUS-COMP.2B ET 3B	380 000,00	128 421,99	33,80%	251 578,01	-	-	128 421,99	33,80%
120186	COUTS DE FONCTIONNEMENT	280 000,00	134 324,13	47,97%	145 675,87	12 958,77	5 424,28	152 707,18	54,54%
120187	SALAIRES ET INDEMNITES	550 000,00	335 255,87	60,96%	214 744,13	31 604,29	20 989,43	387 849,59	70,52%
TOTAL		5 400 000,00	4 138 949,96	76,65%	1 261 050,04	425 723,94	142 683,98	4 707 357,88	87,17%

\* 1DTS=824FCFA

**Figure 2: Décaissement du Don du FIDA, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs.**



## Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement au 31/08/2015

Section	Disposition	Date butoire de l'action/objectif	Niveau d'exécution/date	Observations
<b>Section B &amp; 9</b>	Contribution de l'Emprunteur au financement du Programme est élevé la somme de FCFA équivalent à 2 500 000 USD, ce montant représente :	Pour mémoire	Conforme	La totalité de la contribution de l'Etat en numéraire a été mise en place au démarrage du projet. La contribution en taxes est régulièrement comptabilisée.
<b>Annexe 1 ; II ; &amp; 7.1</b>	Composition de l'UCGP	Pour mémoire	Maintien du statu quo	L'informaticien qui était prévu pour Mongo e la secrétaire pour Melfi n'ont pas été finalement recrutés
<b>Annexe 1 ; II ; &amp; 8.2</b>	Sous la supervision de l'UCGP, la composante 3 et la sous-composante 1B seront mise en œuvre par Intermon OXFAM selon les termes d'un contrat de service qui sera signé par le Coordonnateur de l'UCGP.	Pour mémoire	Maintien du statu quo	L'institution ayant démontré des faiblesses dans la conduite de sa mission a vu sa convention non renouvelée.
<b>Annexe 1 ; II ; &amp; 9.1</b>	Sur la base de l'ébauche contenue dans le document de conception finale du programme (DT 10), l'UCGP prépare et finalise le manuel d'opérations du programme	31/10/2015	En cours	La version provisoire du manuel d'opération du programme élaborée au départ n'est pas encore validée.
<b>Annexe 2</b>	Tableau d'affectation de fonds	Pour mémoire	Conforme	L'Accord de Prêt a fait l'objet d'un amendement en juin 2012 pour préciser le tableau d'affectation de ressources en matière de HT et TTC. De plus, une réallocation de ressources, intervenue en 2015, a modifié l'annexe 2
<b>Section 7.01 ; b ; ii</b>	Transmission du PTBA au plus tard 60 jours avant le début de l'année du projet considérée.	31/10/2015	A mettre en œuvre	Le PTBA 2016/2017 devra parvenir au FIDA au plus tard le 31/10/2015
<b>Section 7.08 ; a</b>	L'Emprunteur/Bénéficiaire ou l'agent principal du projet assure contre les risques l'ensemble des biens et des constructions utilisés dans le cadre du projet selon les montants conformes à des saines pratiques commerciales.	31/12/2015	A mettre en œuvre	L'assurance responsabilité civile ne couvre pas le chauffeur et les personnes transportées. Les biens et les constructions ne sont pas encore couverts
<b>Section 7.11</b>	Assurance du personnel : L'Emprunteur/Bénéficiaire ou l'agent principal du projet assure le personnel clé du projet contre les risques de maladie et d'accident...	Pour mémoire	Maintien du statu quo	A défaut d'une couverture à travers une assurance compagnie le projet rembourse les frais médicaux à 80% sur la base des justificatifs.
<b>Section 8.03</b>	Rapport d'activités	30/09/2015	En cours	Rapport du premier semestre 2015 devra être transmis au FIDA au plus tard le 30/09/2015.
<b>Section 9.01</b>	Etat financier	31/03/2015	Conforme	Les états financiers 2014 ont été transmis au FIDA le 31/03/2015
<b>Section 9.03</b>	Audit des comptes	30/06/2015	Conforme	Le rapport d'audit des comptes 2015 a été transmis au FIDA le 27/05/2015



## Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

### Apprentissage

---

1. La responsabilisation des bénéficiaires dans le choix des sites d'implantation des infrastructures (BS, PE, etc.) et la mise en place de comités de gestion constituent une expérience de taille qui doit être capturée, suivie et documentée au titre des apprentissages.
  2. Au niveau de l'appropriation et la durabilité des infrastructures, la prise en charge de la petite maintenance des PE par les bénéficiaires représente non seulement un signal fort, mais aussi confirme la prise de conscience des populations de l'importance de l'accès durable à l'eau potable.
  3. Il est tout aussi pertinent de noter l'engouement des population pour le programme d'alphabétisation qui entraîne une ouverture globale des auditeurs – parmi lesquels les femmes sont plus nombreuses et motivées – vers de nouveaux apprentissages. L'art de lire et d'écrire – en français et en arabe – est désormais un acquis indéniable qui permettra sans nul doute aux populations rurales de la région du Guéra d'accéder d'une manière autonome aux connaissances nouvelles.
  4. L'opération de multiplication des semences améliorées diligentées par le PADER-G à titre pilote a eu des échos positifs en terme de renforcement de capacités des producteurs et de mise à disposition de semences améliorées au profit des producteurs de la région. Cette opération a permis de générer environ 17 millions de francs CFA pour les multiplicateurs. Le processus de certification des semences par le BNSP est une opportunité pour ces multiplicateurs d'intégrer dans leurs activités les normes exigées en matière de production de semence améliorée.
- 

### Innovation: décrire toute innovation intéressante notée lors de la supervision

---

1. **Expérience de financement à coût partagé tripartite des OP.** Le PADER-G a expérimenté avec succès un dispositif de financement tripartite associant la contrepartie des OP, la subvention du FAOP et le crédit du Réseau des CEC. Il était prévu à l'origine d'appuyer les OP à travers un financement bipartite : une participation de l'OP et une subvention du programme. Dans le but d'une plus grande implication des OP dans la recherche de financement et la gestion de leurs affaires, l'UCGP a intégré dans le manuel du FAOP une stratégie de financement tripartite impliquant l'OP (participation, 10 à 30% selon l'activité), l'UCEC (crédit, 50 à 65%) et le programme (subvention, 15 à 45%). Cette innovation a permis de familiariser les OP avec l'organisme de financement qu'est l'UCEC. La stratégie de financement tripartite devra être bien documentée, capitalisée et étendue à plus grande échelle dans le cadre de projets et programmes à venir, notamment le PARSAT.
  2. **Le « crédit jour de marché ».** Dans le réseau des caisses du Guéra, le « crédit jour de marché » de très faible montant, à très court terme, octroyé sans contraintes majeures et principalement aux femmes permet à ces dernières de conclure de bonnes petites affaires commerciales le jour du marché. Ce crédit qui ne connaît pas d'impayés reste à la fois un produit innovant et une bonne pratique promue par l'UCEC-G.
  3. **La technique de transplantation d'oignon à partir des bulbilles.** A l'issue d'un voyage d'échange dans le Ouaddai (Est du Tchad), les maraichers appuyés par le PADER-G pratiquent une technique de transplantation d'oignon à partir des bulbilles qui sont généralement considérées comme des résidus de récolte et donc abandonnées dans les champs. Ces bulbilles sont récupérées, conservées avec soins et transplantées en lieu et place des pépinières. Avec cette technique, le cycle de production est raccourci de 45 jours et le rendement est meilleur. Cette innovation mérite d'être documentée, capitalisée et étendue à plus grande échelle dans le cadre du PARSAT.
-

## Appendice 8: Mise en œuvre des Recommandations de la mission de revue à mi-parcours de décembre 2014

Domaine d'action	Mesure convenue	Date	Qui	État d'avancement
Exécution du projet	Faire de 2015 une année de parachèvement des réalisations physiques ; et de 2016 une année de consolidation des acquis	2015/2016	UCGP/MAE	<b>Partiellement Réalisé</b> Toutes les dernières infrastructures (piste rurale, point d'eau, magasin villageois et bâtiment de caisses d'épargne et de crédit) ont été programmées dans le PTBA 2015. ces infrastructures sont achevées à l'exception des derniers 52 points d'eau. La planification 2016, priorisera le renforcement des capacités des bénéficiaires des actions du PADER-G de manière à renforcer l'appropriation et la pérennité de ces actions.
	Organiser un processus de capitalisation des pratiques dans les domaines d'intérêt et de se doter de compétences sur l'accompagnement des AGR ; en vue d'une mise en échelle efficiente dans le cadre du PARSAT	31 mars 2015	UCGP/Cpste3	<b>Pas réalisé</b>
	Organiser dans les meilleurs délais les sessions de renforcement des capacités des acteurs du suivi-évaluation participatif (SEP) et démarrer les activités de SEP	Fin mars 2015	UCGP/RSE	<b>Partiellement Réalisé</b> Les comités de suivi-évaluation villageois des Banques de soudure ont été formés. L'auto recensement a eu lieu.
	Organiser un voyage d'échange au sein d'un projet d'appui aux AGR en vue de capitaliser sur les méthodes et outils existants (outils de diagnostic, outils de gestion, modules de formation, les démarches et outils de suivi- accompagnement, les stratégies commerciales, la construction des filières etc.) pour une prise en charge rapide des besoins d'accompagnement des AGR promues	immédiat	Responsable de la composante 3	<b>Pas réalisé</b> Un draft de TDR du voyage d'échange est élaboré.
	Conduire un diagnostic groupé des différentes catégories d'AGR appuyées et établir des plans de mise à niveau en fonction des contraintes ressorties	Début 2015	Responsable de la composante 3	<b>En cours</b> Recueil des données sur le terrain est en train d'être fait par les conseillers en entreprise.
	Conduire une étude sur les besoins en informations, en formation,	Début 2015	Responsable de	<b>Pas réalisé</b>

	en technologies approprié etc. des différents types d'AGR		la composante 3	
Produits				
	Accélérer mise en place des dernières infrastructures	Mars 2015	UCGP, Resp. 1	<b>En cours</b> Toutes les infrastructures sont exécutées et réceptionnées à l'exception des 52 derniers points d'eau dont les études géophysiques sont en cours
	Etendre les études géophysiques dans un rayon de prospection à 2 km autour du village	Immédiat	UCGP, Resp. 1	<b>En cours</b> Dans le cadre de la réalisation des nouveaux points d'eau, 22 villages ont bénéficié des études géophysique en tenant compte de cette recommandation (voir un rayon de 2km autour du village)
	Apporter, en partenariat avec Caritas Aura, un appui au renforcement de la Fédération des Banques de Soudure	Permanent	UCGP, Resp. 1	<b>Réalisé</b> La deuxième convention signée avec AURA en 2015, prend en compte les appui à la fédération des banques de soudure du Guéra. Actuellement 20 nouvelles BS ont adressé leur demande d'adhésion à la FBS
	Elaborer et appliquer une stratégie de désengagement du CIDR et du PADER-G	Juin 2015	CIDR/UCEC-G	<b>En cours</b> Prise en compte des charges d'exploitation et de salaire du personnel par les caisses de base de manière progressive (25 %, 50 %, 75 %,100 %). Le processus de désengagement du PADER-G est enclenché à travers la convention N°21 relative à la subvention d'équilibre et investissement au budget UCEC-G de 2015.
	Réviser le plan d'affaire et faire des projections de revenu mensuel en mettant un accent sur la gestion de la trésorerie dans les caisses	Juin 2015	CIDR/UCEC-G	<b>En cours</b> Organisation des rencontres mensuelles des élus de l'UCEC-G et délégués des caisses en mettant l'accent sur la gestion de trésorerie et la gouvernance dans chaque caisse conformément à la réglementation COBAC
	Diligenter le montage des dossiers d'agrément des cinq nouvelles caisses	Juin 2015	CIDR/UCEC-G	<b>En cours</b> le dossier d'agrément n'est pas encore monté. Actuellement, l'UCEC-G a techniquement rattaché respectivement la CU de Melfi et celle de Mangalmé aux caisses rurales de Moukoulou et Baro reconnues par la COBAC

Diligenter le processus de sélection d'un nouveau Directeur et veiller à ce que le CA de l'UCEC-G soit pleinement impliqué dans ce processus.	Mars 2015	CIDR/UCEC-G/UCGP	<b>En cours</b> Après un premier avis à candidature infructueux, un autre avis de recrutement a été relancé en début juin 2015.
Entamer graduellement la prise en charge des charges d'exploitation par les CEC	Juin 2015	CIDR/UCEC-G	<b>Partiellement Réalisé</b> Prise en compte des charges d'exploitation et de salaire du personnel par les caisses de base de manière progressive (25%, 50 %, 75%,100%)
Bien documenter et capitaliser la stratégie de financement tripartite des OP aux fins d'une répliation à plus grande échelle	Immédiat et poursuivre en 2015/2016	Cpste3	<b>En cours</b> Un dispositif d'accompagnement des plans d'affaires est en place et servira de tremplin à la documentation des bonnes pratiques de mise en oeuvre des microprojets.
Profiter des 2 années restant au programme pour consolider les 40 OP promues, affiner les démarches et méthodes d'appui afin d'en tirer des expériences réussies de plans d'affaires et projets pilotes à capitaliser et diffuser	Durant 2015 et 2016	UCGP/Cpste3/R SE	<b>En cours</b> le suivi de la mise en œuvre des plans d'affaires sur le terrain se fait par les conseillers en entreprises
Recruter une équipe de 5 prestataires pour appuyer les OP dont les plans sont en cours d'exécution et appuyer les autres pour leur financement	Février 2015	Prestataires/Cpste3	<b>Réalisé</b> Quatre (4) conseillers et un superviseur sont en poste depuis le premier juillet 2015. Les conseillers sont déployés dans les départements pour un suivi rapproché des OP.
Renforcer les acquis de ces 1008 apprenants en alphabétisation en faisant en sorte qu'ils achèvent tout le cycle des classes	2015/2016	UCGP/CPSTE/F APLG	<b>Réalisé</b> Deux niveaux d'alphabétisation ont été fonctionnels cette année. Les centres d'alphabétisation s'ouvriront avec les deux niveaux la campagne prochaine (2015-2016)
Apporter un appui à l'émergence d'un réseau de producteurs semenciers dans le Guéra	Dès mars 2015	UCGP/Cpste3/M OUSTAGBAL	<b>Réalisé</b> Quatre groupements de semenciers sont mis en place dans 4 départements. Des appuis en termes de formation sont prévus pour ces groupements.
Utiliser les compétences des leaders paysans en leur proposant des missions de formation « paysan à paysans »	2015/2016	UCGP/Cpste3/M OUSTAGBAL	<b>Partiellement Réalisé</b> 70 leaders paysans ont participé à la formation avec les autres maraîchers. En octobre une autre formation des maraîchers par les leaders paysans est prévue sur la conduite des cultures maraîchères.

	Le programme devrait organiser un atelier de réflexion sur la petite irrigation autour du barrage de Moukoulou, et qui devrait aboutir très rapidement à une étude de faisabilité. La réalisation proprement dite pourrait se faire dans le cadre du PARSAT	Février 2015	UCGP/Cpste/Pr estataire	<b>Réalisé</b> Un état des lieux a été réalisé dans les villages autour du barrage et un atelier de réflexion sur la bas des résultats de l'état de lieux s'est tenu.
<b>Aspects fiduciaires</b>				
	Traiter les transferts aux prestataires comme des avances	Immédiat.	RAF, Comptable	<b>Réalisé</b> Les avances accordées aux prestataires sont comptabilisées en débiteurs divers et apurées au fur et à mesure de leur justification.
	Ouvrir un sous compte à la caisse de Melfi	Janvier 2015	Coordinateur, RAF	<b>Pas réalisé</b> Après analyse en terme de consommation financière, le plafond actuel de la caisse de l'Antenne de Melfi est suffisant pour payer les petites dépenses courantes de fonctionnement.
	Vérifier les pièces justificatives fournies par OXFAM Intermon et organiser l'audit des comptes d'OXFAM Intermon	Février 2015	Coordinateur, RAF, OXFAM	<b>Réalisé</b> L'audit des comptes de l'opérateur Oxfam Intermon (OI) a été réalisé et les pièces comptables ont été contrôlées.
	Réviser le manuel des procédures	Mai 2015	Coordinateur, RAF	<b>Réalisé</b> Le manuel de procédures administratives, comptables et financières est révisé.
	Evaluer et enregistrer la contribution des bénéficiaires dans le système comptable	Janvier 2015	RSE, RCI, RCIII RAF, Comptable	<b>Réalisé</b> Les apports en nature des bénéficiaires sont automatiquement comptabilisés, au prorata des décomptes, lors de traitement des factures des travaux des prestataires/entreprises en charge des travaux.
	Mettre à jour l'inventaire des bien cédés au PADER- G par au PSANG II	Février 2015	Coordinateur, RAF, Comptable	<b>Réalisé</b> L'inventaire des biens cédés par le PSANGII est fait
	Continuer à tenir un atelier sur les formats de rapportage avec les prestataires de service	Janvier 2015	Coordinateur, RAF, Comptable	<b>Réalisé</b> Les prestataires de services formés au cours de l'année 2014 sont suffisamment outillés et remplissent correctement les différents formats de rapports.
	Valider les procès- verbaux d'évaluation par tous les membres de la commission interne de passation des marchés	Pour mémoire	RPM, RSE	<b>Réalisé</b> Les PV sont signés par le Président de séance et le rapporteur et la liste des membres de la commission

---

présents à la séance est nécessairement attachée au document.

---

## **DOCUMENTS DE TRAVAIL**

## **DT 1 : Annexes fiduciaires**



**PADER-G**

**DOCUMENTS DE TRAVAIL AU 31/08/2015**

1. EXECUTION PTBA PAR COMPOSANTE
2. EXECUTION PTBA PAR BAILLEUR
3. EXECUTION PTBA PAR CATEGORIE
4. SITUATION DES ENGAGEMENTS POUR LA PERIODE DU 01/09 AU 31/12/2015
5. SITUATION ANNUELLE DES TAUX D'EXECUTION DES PTBA
6. ETAT DE RECONSTITUTION DU COMPTE DESIGNE
7. SITUATION DES CHEQUES EN CIRCULATION PERIODE
8. ETAT DES SOLDES DES COMPTES BANCAIRES
9. SITUATION DES DETTES SOCIALES ET FISCALES : CNPS - ETAT - IRPP
10. CONTRIBUTION DE L'ETAT DU TCHAD EN NATURE ET EN ESPECES
11. CONTRIBUTION BENEFICIAIRES EN NATURE SUR LES OUVRAGES
12. CONTRIBUTION DES BENEFICIAIRES SUR LES REALISATIONS DES BANQUES DE SOUDURE
13. SITUATION DES FONDS DE DEVELOPPEMENT NOUVEAUX PRODUITS ET FONDS D'APPUI AUX MICROPROJETS/OP
14. SITUATION COMPTABLE DES FONDS FINANCEMENT PLANS D'AFFAIRES/OP
15. SITUATION EXTRA COMPTABLE DES FONDS DE FINANCEMENT DES PLANS D'AFFAIRES/OP
16. REGISTRE DES DRF ET DPD
17. SUIVI DES CONVENTIONS
18. SUIVI DES RECOMMANDATIONS DE LA REVUE A MI-PARCOURS
19. REVUE ETATS CERTIFIES DES DEPENSES (ECD)
20. SITUATION DU PERSONNEL DU PADER-G/PARSAT
21. EVALUATION DE LA GESTION FINANCIERE LORS DE LA SUPERVISION/ANNEXES II, III ET IV

## **PADER-G**

### **EXECUTION PTBA PAR COMPOSANTE AU 31/08/2015 EN FCFA**

<b>composante</b>	<b>Prévisions</b>	<b>Réalisation s</b>	<b>Taux</b>
Composante 1	2 130 471 000	1 801 662 226	84,57
Composante 2	401 985 000	482 285 027	119,98
Composante 3	461 034 000	265 982 584	57,69
Composante 4	556 600 000	420 870 290	75,61
Total	3 550 090 000	2 970 800 127	83,68

### **EXECUTION PTBA PAR BAILLEUR AU 31/08/2015 EN FCFA**

<b>BAILLEURS</b>	<b>Prévisions</b>	<b>Réalisation s</b>	<b>Taux</b>
FIDA	3 050 998 180	2 398 976 405	78,63
ETAT	414 301 820	557 126 563	134,47
BENEFICIAIRES	84 790 000	14 697 159	17,33
Total	3 550 090 000	2 970 800 127	83,68

### **EXECUTION PTBA PAR CATEGORIE AU 31/08/2015 EN FCFA**

<b>CATEGORIE</b>	<b>Prévisions</b>	<b>Réalisation s</b>	<b>Taux</b>
Travaux	2 158 294 000	1 976 696 426	91,59
Equipement	88 138 000	209 096 125	237,24
Atelier	15 400 000	24 947 490	162,00
Etudes et recherches	9 500 000	18 185 999	191,43
Assistance internationale	73 607 000	90 141 048	122,46
Assistance nationale	156 468 000	384 532 197	245,76
Formation	107 962 000	6 160 964	5,71
Fonds d'appui	17 230 000	13 825 645	80,24
Fonds de mise en œuvre	545 886 000		-
Fonctionnement	171 689 000	75 719 821	44,10
Salaires	205 916 000	171 494 412	83,28
Total	3 550 090 000	2 970 800 127	83,68

**PADER-G/SITUATION DES ENGAGEMENTS POUR LA PERIODE ALLANT DU 01/09 AU 31/12/2015 (FCFA)**

COMPOSANTE	N° CONTRAT/ CONVENT°	OBJET DES ENGAGEMENTS	MONTANT ENGAGEMENT EN HT		ENGAGEMENT A FIN D'ANNEE EN HT
			Total	Solde	
C1: Infrastructures de base	2014/065	Construction de 2 magasins	23 855 370	2 690 150	2 690 150
	2014/074	Construction de 20 superstructures	16 194 000	1 619 400	1 619 400
	2014/085	Construction de 3 magasins	38 161 897	3 616 190	3 616 190
	2015/005	Concrtuction de la caisse urbaine de Niergui	20 464 375	2 046 437	2 046 437
	2015/006	Extension de la CU Bitkine et clôture des 3 caisses rurales	23 855 370	14 739 480	12 353 943
	2015/014	Construction de 2 magasins	23 888 279	2 386 828	2 386 828
	2015/015	Construction de 2 magasins	9 294 261	2 416 756	2 416 756
	2015/022	Surveillance des travaux de réalisation de 52 forages	31 200 000	26 520 000	13 260 000
	2015/023	Réalisation de 52 forages	514 042 770	411 234 216	205 617 108
			<b>700 956 322</b>	<b>467 269 457</b>	<b>246 006 812</b>
<b>Total composante 1</b>					
C2: Accès aux services financiers	2015/020	Assistance technique de mise en œuvre compo 2	63 924 000	63 924 000	63 924 000
	2015/021	Amélioration de l'accès aux services financiers	298 408 563	238 726 850	238 726 850
<b>Total composante 2</b>			<b>362 332 563</b>	<b>302 650 850</b>	<b>302 650 850</b>
C3: Composante OP	2015/007	Construction de 17 puits maraichers	32 053 500	4 242 150	1 036 800
	2015/008	Construction de 17 puits maraichers	32 053 500	8 733 600	5 528 250
	2015/016	Mise en œuvre des actions pilotes de la compo 3	49 722 420	26 456 892	26 456 892
		Amélioratio de la disponibilité des céréales en période de soudure			
	2015/017		40 621 095	14 110 427	14 110 427
	2015/018	Renforcement des capacités des OP à la base	32 736 000	2 466 300	2 466 300
	2015/018 bis	Surveillance des travaux de construction 68 puits	6 720 000	3 984 000	3 984 000
			<b>193 906 515</b>	<b>59 993 369</b>	<b>53 582 669</b>
		Salaires et indemnités du personnel	209 573 000	66 461 000	66 461 000
		Formation du personnel cadre du Programme	20 000 000	20 000 000	20 000 000
<b>Total composante 3</b>		Session budgétaire et comité de pilotage	10 000 000	8 000 000	8 000 000
		Fonctionnement	171 689 000	60 120 000	60 120 000
		Elaboration stratégie GENRE	8 227 000	8 227 000	8 227 000
		Elaboration stratégie IEC	8 227 000	8 227 000	8 227 000
			<b>427 716 000</b>	<b>171 035 000</b>	<b>171 035 000</b>
<b>Total composante 4</b>					
<b>Total général</b>			<b>1 257 195 400</b>	<b>829 913 676</b>	<b>773 275 331</b>

**NB:** Les engagement à fin d'année 2015 des contrats n° 2015/022 et 2015/023 relatifs à la surveillance et la réalisation de 52 forages ont été pris en charge à 50 %.  
Les engagements à fin d'année des autres contrats sont calculés sur la base des soldes desdits contrats moins les retenues de garanties de 10%.

**PADER-G**

**SITUATION ANNUELLE DES TAUX D'EXECUTION DES PTBA (FCFA)**

<b>Elements</b>	<b>2012</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>TOTAL</b>
Montant prévisionnel PTBA (FCFA)	1 157 877 100	2 195 930 400	3 514 776 000	3 550 090 000	10 418 673 500
Montant exécution PTBA (FCFA)	686 810 509	2 155 236 777	2 471 524 726	2 970 800 127	8 284 372 139
Taux d'exécution (%)	59,32	98,60	70,32	83,68	79,51

REPUBLIQUE DU TCHAD  
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
PRIMATURE  
MINISTERE DE L'AGRICULTURE  
SECRETERIAT GENERAL  
UNITE DE COORDINATION ET DE GESTION DU PROGRAMME  
D'APPUI AU DEVELOPPEMENT RURAL DANS LE GUERA (UCG/PADER-G)

UNITE-TRAVAIL-PROGES

## **ETAT DE RECONSTITUTION DU COMPTE DESIGNE AU 31/08/2015**

Titre du projet : Programme d'Appui au Développement Rural dans le Guéra (PADER-G)

Prêt FIDA n° L-I-820-TD & Don FIDA n° G-I-DSF-8067-TD

NUMERO DU COMPTE DESIGNE : 371 016 985 02-20

1.	MONTANT AVANCE PAR LE FIDA	FCFA	800 000 002,00
2.	MOINS MONTANT INITIAL RECOUVRE PAR LE FIDA	FCFA	0,00
3.	EGAL ENCOURS ACTUEL DE LA SOMME AVANCEE COMPTE SPECIAL (1-3)	FCFA	800 000 002,00
4.	SOLDE DU COMPTE DESIGNE A LA COMMERCIAL BANK TCHAD EN DATE DU 31/08/2015 SELON RELEVÉ CI-JOINT	FCFA	267 866 127,00
5.	PLUS SOLDE DU COMPTE DES OPERATIONS A LA DATE DU 31/08/2015	FCFA	16 865 937,00
	PLUS SOLDE DE CAISSE DE MONGO A LA DATE DU 31/08/2015	FCFA	3 642 266,00
	PLUS SOLDE DE CAISSES DE MELFI A LA DATE DU 31/08/2015	FCFA	180 950,00
	<b>Soustr-total de 5.</b>		<b>20 689 153,00</b>
	TOTAL DU COMPTE SPECIAL, COMPTES DES OPERATIONS ET CAISSES ( 4+5 )	FCFA	<b>288 555 280,00</b>
6.	PLUS MONTANT DES DEPENSES ADMISSIBLES JUSTIFIEES SOUS LE NUMERO DRF N° 43 en préparation	FCFA	239 942 039,00
7.	PLUS MONTANT PAYE DU COMPTE DESIGNE, COMPTE DES OPERATIONS ET CAISSE MAIS N'AYANT PAS ENCORE ÉTÉ DEMANDES RAISON : Montant admissible pour lequel la DRF n'a été préparée	FCFA	0,00
8.	PLUS MONTANT DES DEPENSES DÉJÀ DEMANDES MAIS PAS ENCORE CREDITE A LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE ET DEMANDE APRES LA DATE DU RELEVÉ BANCAIRE		
	<u>DRF N°</u> <u>DATE</u> <u>MONTANT</u>		
	38    20/07/2015 <b>323 107 651,00</b>		
	TOTAL DES DEPENSES PRECEDENTES PAS ENCORE CREDITEES	FCFA	323 107 651,00
9.	MOINS INTERETS GAGNES CREDITES AU COMPTES	FCFA	0,00
10.	EGAL MONTANT TOTAL DE L'AVANCE ( n°4. à 9. )	FCFA	<b>851 604 970,00</b>
	TOTAL DE L'ECART	FCFA	<b>-51 604 968,00</b>
11.	EXPLICATION DE TOUT ECART ENTRE LES TOTAUX INDICUES AUX LIGNES 3 ET 10 CI-DESSUS		
	Remboursement de TVA préfinancées sur le compte désigné.		<b>1 976 342,00</b>
	Chèques en circulation (Cf état de rapprochement bancaire au 31 septembre 2015, CD et CO)		<b>-53 581 317,00</b>
	L'écart de paiement par la Comercial Bank Tchad (CBT) dans le compte du PADER-G		<b>7,00</b>
12.	DATE: 06/09/2015		
	Le RAF	Le Coordonnateur	
	<b>DINGAMNAYEL CLYSON</b>	<b>ABDOULAYE MAHAMOUD LABIT</b>	

**PADER-G/Situation des chèques en circulation du 01/08/2015 au 31/08/2015**

N° chq	Compte désigné n°37101698502-20, Commercial Bank Tchad	Bénéficiaires	Montant en FCFA
2569011	Paie ment 10% Retenues de garantie sur Construction de la caisse urbaine de Baro et ses annexes	Entreprise Générale de Construction (EGC)	4 304 719
2569013	Paie ment 10% de retenue de garantie construction mur de clôture des cases de passage de Mongo	NECOBAT	3 398 573
2569014	Réalisation de 18forages équipés de Pompes à mon tricité Humaine	AL NADJMA	32 287 500
2399726	Paie ment des IRPP/TS	Trésor Public	1 772 557
2568716	Paie ment des IRPP/TS	Trésor Public	1 674 138
	TOTAL CHQ EN CIRCULATION DU COMPTE DESIGNE		43 437 487
<b>Compte des Opérations n°1049 EN Caisse Urbaine de Mongo</b>			
485	Construction de la caisse rurale de Silas et ses annexes	ECRERY	1 278 830
486	Paie ment 10% de retenue de garantie construction Barrage de Moukoulou	Entreprise BANG-BANG	8 865 000
	TOTAL CHQ EN CIRCULATION DU COMPTE DES OPERATIONS FIDA		10 143 830
	TOTAUX DES CHEQUES EN CIRCULATION AU 31/08/2015		53 581 317

**PADER-G/ETAT DES SOLDES DES COMPTES AU 31/08/2015 (FCFA)**

**FIDA**

Description	Montant en FCFA
Solde du relevé du Compte désigné n°37101698502-20, Commercial Bank Tchad	267 866 127
Solde du relevé du Compte des Opérations n°1049 EN Caisse Urbaine de Mongo	16 865 937
Solde du Compte Caisse Menues Dépenses Mongo	3 642 266
Solde du Compte Caisse Menues dépenses Melfi	180 950
<b>Totaux</b>	<b>288 555 280</b>

**Chèques en circulation sur le compte Désigné datant plus de 60 jours au 31/08/2015**

Dates	N°de CHQ	Libellé	Bénéficiaires	Montant en FCFA
09/04/2015	2399726	Paieement des IRPP/TS	Trésor Public	1 772 557
10/07/2015	2568716	Paieement des IRPP/TS	Trésor Public	1 674 138
		<b>Totaux</b>		<b>3 446 695</b>

**ETAT**

Description	Montant en FCFA
Solde du relevé du Compte Contrepartie Etat n°37101698503-17 Commercial Bank Tchad	152 474 887
Solde du relevé du Compte des Opération Etat n°1147 EN Caisse Urbaine Mongo	26 360 422
Solde Caisse menues dépenses Etat	1 501 244
<b>Totaux</b>	<b>180 336 553</b>

<b>SITUATION DES DETTES SOCIALES ET FISCALES : CNPS - Etat - IRPP</b>	
<b>du 01/01/2015 au 31/08/2015</b>	
<b>Libellé des dettes sociales et fiscales</b>	<b>Montants en FCFA</b>
IRPP/Retenues sur salaires du personnel	1 219 250
ONSA/retenues sur salaires du personnel	2 280
CNPS/retenues sur salaires du personnel	375 569
<b>Totaux</b>	<b>1 597 099</b>

PADER-G

**Contribution de l'Etat du Tchad en nature et en espèces au 31/08/2015 en FCFA**

	PTBA 2012		PTBA 2013		PTBA 2014		PTBA 2015 au 31/08/2015		Totaux cumulés	
Contributions	Prévisions	Realisations	Prévisions	Realisations	Prévisions	Realisations	Prévisions	Realisations	Prévisions	Réalisations
TVA Concédées sur les Marchés et Conventions	256 912 964	34 475 673	175 204 305	198 898 368	365 711 015	362 488 364	448 301 750	461 674 654	1 246 130 034	1 057 537 059
Salaires des fonctionnaires	-	11 270 190	-	11 270 190	-	10 593 645		6 786 853	-	39 920 878
Charges supportées par le compte contrepartie et TVA sur les dépenses courante de fonctionnement	23 917 500	56 297 445	23 641 400	10 458 300	63 831 220	85 579 276	16 573 750	18 263 034	127 963 870	170 598 055
<b>Totaux</b>	<b>280 830 464</b>	<b>102 043 308</b>	<b>198 845 705</b>	<b>220 626 858</b>	<b>429 542 235</b>	<b>458 661 285</b>	<b>464 875 500</b>	<b>486 724 541</b>	<b>1 374 093 904</b>	<b>1 268 055 992</b>
<b>Pourcentage</b>	<b>36,3%</b>		<b>111,0%</b>		<b>106,8%</b>		<b>104,7%</b>		<b>92,3%</b>	



**PADER-G/Contribution bénéficiaires en nature sur les ouvrages du 01/01/2014 Au 31/08/2015**

<b>Libellé des contributions des bénéficiaires</b>	<b>Nombre des ouvrages</b>	<b>Montant en FCFA</b>
TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE MAGASINS DE STOCKAGE EN 2013 ET 2014 *	46	65 532 025
TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE MAGASINS DE STOCKAGE EN 2015 **	4	4 711 821
TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES Puits MARAÎCHERS	68	13 167 305
<b>TOTAUX AU 31/08/2015</b>		<b>83 411 151</b>

*\*Dotation en Stock de céréales des 46 Banques de Soudure : 15 831 360 FCFA*

*\* Constructions des 46 Magasins de stockage : 41 617 665 FCFA*

*\* Point d'eau : 8 083 000*

*\*\*La contribution des bénéficiaires sur les travaux de construction de 16 magasins dont le processus*

*a démarré en fin de l'année 2014 et achevé en 2015 et l'apport des bénéficiaires en stock céréalier pour les 40 Magasins ne sont pas encore transmis à la comptabilité.*

**PADER-G/CONTRIBUTION DES BENEFICIAIRES SUR LES REALISATIONS DES BANQUES DE SOUDURE ANNEE : 2014 - 2015 COMPLEMENT**

DESIGNATION	NOMBRES DES BS	MONTANTS EN FCA
TRAVAUX DE CONSTRUCTION	16	20 387 574
APPORT EN STOCK INITIAL	40	36 106 385
CONTRIBUTION DES BENEFICIAIRES POUR LES FORAGES COLLECTEE PAR LES ANIMATEURS IEC DU PADER-G A REVERSER AUX CEC/G	31	3 331 600
CONTRIBUTION DES BENEFICIAIRES POUR LES FORAGES VERSEE DIRECTEMENT PAR LES BENEFICIAIRES AUX CEC/G	36	5 051 150
<b>TOTAUX</b>	<b>-</b>	<b>64 876 709</b>

**PADER-G**

**SITUATION DES FONDS DE DEVELOPPEMENT DES NOUVEAUX PRODUITS ET FONDS D'APPUI AUX MICROPROJETS DES OP**

**AU 31/08/2015**

COMPOSANTES	S/C	FONDS	MONTANTS (FCFA)		OBSERVATIONS
			PREVUS	REALISES	
C2: Accès aux services financiers	2B	Fonds d'appui au développement des nouveaux produits: le warrantage et le crédit islamique	135 000 000	135 000 000	La DPD est en instance de paiement au FIDA
c3: Organisations paysannes	3A	Fonds d'appui aux microprojets des OP jugés rentables et innovateurs	21 600 000	13 825 645	La différence a été préfinancée par l'UCEC-G donc le processus de remboursement est encours

<b>Situation comptable des fonds Financement Plans d'affaires des OP du 01/01/2014 AU 31/08/2015 (XAF)</b>	
<b>OP BENEFICIAIRES</b>	<b>Montant</b>
OP de Bitkine	3 792 140
OP de Bitkine	4 207 250
10Plans d'affaires des OP de MANGALME	33 974 290
19Plans d'affaires OP du Guera	34 424 464
5 Plans d'affaires des OP du Guéra	13 825 645
<b>TOTAUX</b>	<b>90 223 789</b>

**Situation extra comptable des fonds de financement des Plans d'Affaires des OP (FCFA)**

	2014	2015	
Apport promot	21 174 327	1 900 755	23 075 082
FAOP/Subvention	35 484 216	6 878 855	42 363 071
Emprunt UCEC-G	62 684 210	6 946 790	69 631 000
<b>Totaux</b>	<b>119 342 753</b>	<b>15 726 400</b>	<b>135 069 153</b>

REPUBLIQUE DU TCHAD  
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
PRIMATURE  
MINISTERE DE L'AGRICULTURE  
SECRETERIAT GENERAL  
**PROGRAMME D'APPUI AU DEVELOPPEMENT RURAL DANS LE GUERA (PADER-G)**  
**SERVICE ADMINISTRATIF ET FINANCIER**

**REGISTRE DES DRF ET DPD**

DRF ET DPD ELABOREES PAR PADER-G								DECAISSEMENT FIDA							
DRF /DPD	N°	DATE	MONTANT		BENEFICIAIRE	CUMUL	TAUX %	REF PAIEMENT	DATE	MONTANT			PAIEMT CONVERTI	MONT.CUMUL.	TX %
			CFA	EURO/ USD		CFA	FCFA			USD	CFA	EURO	USD	USD	USD
DRF	1	02/12/2011	55 000 000		UCGP	55 000 000	0,59	WA1	15/12/2011		55 000 000		109 160,74	109 160,74	0,63
DRF	2	10/05/2012	545 000 000		UCGP	600 000 000	6,48	WA3	04/06/2012		545 000 000		1 033 321,50	1 142 482,24	6,57
DRF	3	02/05/2012	22 610 622		UCGP	622 610 622	6,73	WA4	26/11/2012		55 000 000		108 698,92	1 251 181,16	7,19
DRF	4	28/09/2012	31 820 916		UCGP	654 431 538	7,07		26/11/2012					1 251 181,16	7,19
DRF	5	02/11/2012	158 814 178		UCGP	813 245 716	8,79	WA5	17/12/2012		158 814 178		318 616,82	1 569 797,98	9,02
DPD	6	03/12/2012	88 044 805		INTERMON- OXFAM	901 290 521	9,74	WA6	24/12/2012		88 044 805		99 108,61	1 668 906,59	9,59
DPD	7	06/12/2012	98 245 300		CIDR	999 535 821	10,80	WA7	24/12/2012			149 773,99	197 836,33	1 866 742,92	10,73
DPD	8	02/01/2013	95 822 057		TOYOTA GIBRALTAR	1 095 357 878	11,83	WA8	30/01/2013	183 216,00			183 216,00	2 049 958,92	11,78
DRF	9	11/01/2013	170 460 135		UCGP	1 265 818 013	13,67	WA9	14/02/2013		170 460 135		346 322,18	2 396 281,10	13,77
DPD	10	28/01/2013	74 740 774		TOYOTA GIBRALTAR	1 340 558 787	14,48	WA10	22/02/2013	142 907,79			142 907,79	2 539 188,89	14,59
DRF	11	22/05/2013	227 246 995		UCGP	1 567 805 782	16,94	WA11	05/07/2013		227 246 995		448 947,11	2 988 136,00	17,17
DPD	12	07/08/2013	337 885 951		CIDR	1 905 691 733	20,59	WA15	03/09/2013			515 103,80	678 491,70	3 666 627,70	21,07
DPD	13	16/08/2013	254 777 273		INTERMON- OXFAM	2 160 469 006	23,34	WA13	03/09/2013		254 777 273		516 874,17	4 183 501,87	24,04
DRF	14	28/10/2013	336 492 003		UCGP	2 496 961 009	28,60	XXXXXX	29/11/2013		335 923 541		453 533,72	4 637 035,59	26,65
DRF	15	23/12/2013	295 398 401		UCGP	2 792 359 410	31,98		18/02/2014		295 398 401		618 429,41	5 255 465,00	30,20
DRF	16	03/02/2014	230 933 515		UCGP	3 023 292 925	34,62		18/02/2014		230 933 515		483 469,36	5 738 934,36	32,98
DRF	17	05/03/2014	200 000 000		UCGP	3 223 292 925	36,91		07/04/2014		200 000 000		418 411,46	6 157 345,82	35,39
DRF	18	26/03/2014	249 626 262		UCGP	3 472 919 187	39,77		14/05/2014		249 626 262		522 080,17	6 679 425,99	38,39
DPD	19	16/04/2014	-		UCEC-G	3 472 919 187	39,77	Rejetée			-		-	6 679 425,99	38,39
DRF	20	19/06/2014	310 307 281		UCGP	3 783 226 468	43,33	xxxxxxxx	15/07/2014		310 307 281		632 626,96	7 312 052,95	42,02
DPD	21	10/07/2014	73 703 400		UCEC-G	3 856 929 868	44,17	xxxxxxxx	17/09/2014		73 703 400		145 573,16	7 457 626,11	42,86
DPD	22	10/07/2014	66 173 627		CGC International	3 923 103 495	44,93	xxxxxxxx	14/08/2014		66 173 627		134 908,92	7 592 535,03	43,64
DPD	23	02/09/2014	32 555 306		CIDR	3 955 658 801	45,30	xxxxxxxx	25/09/2014			49 630,24	63 090,04	7 655 625,07	44,00
DRF	24	02/09/2014	377 173 520		UCGP	4 332 832 321	49,62	xxxxxxxx	01/10/2014		377 173 520		724 607,43	8 380 232,50	48,16
DPD	25	23/09/2014	58 447 235		TOYOTA GIBRALTAR	4 391 279 556	50,29	xxxxxxxx	29/10/2014	116 895,00			116 895,00	8 497 127,50	48,83
DRF	26	15/10/2014	243 439 283		UCGP	4 634 718 839	53,08	xxxxxxxx	14/11/2014		243 439 283		461 524,95	8 958 652,45	51,49

Tchad

Programme d'Appui au Développement Rural dans le Guéra (PADER-G)

Rapport de supervision - Dates de la mission: de la mission: du 06 au 20 septembre 2015

DPD	27	24/12/2014	124 144 873		UCEC-G	4 758 863 712	54,50	xxxxxxxx	12/02/2015		124 144 873		65 190,19	9 023 842,64	51,86
DPD	28	28/01/2015	91 083 693		ESICO BTP	4 849 947 405	55,54	xxxxxxxx	25/02/2015		91 083 693		111 445,16	9 135 287,80	52,50
DRF	29	05/02/2015	349 819 786		UCGP	5 199 767 191	59,55	xxxxxxxx	10/03/2015		349 819 786		417 554,80	9 552 842,60	54,90
DPD	30	16/02/2015	59 549 010		CGC International	5 259 316 201	60,23	xxxxxxxx	16/03/2015		59 549 010		69 996,43	9 622 839,03	55,30
DPD	31	23/02/2015	57 240 998		UCEC-G	5 316 557 199	60,89	xxxxxxxx	20/05/2015		57 240 998		69 224,75	9 692 063,78	55,70
DPD	32	23/02/2015	29 279 291		CIDR	5 345 836 490	61,22	xxxxxxxx	31/03/2015		29 279 291		65 190,19	9 757 253,97	56,08
DRF	33	30/03/2015	303 056 166		UCGP	5 648 892 656	64,69	xxxxxxxx	18/05/2015		303 056 166		65 190,19	9 822 444,16	56,45
DRF	34	20/04/2015	474 065 181		UCGP	6 122 957 837	70,12	xxxxxxxx	18/06/2015		474 065 181		581 543,77	10 403 987,93	59,79
DPD	35	20/04/2015	255 854 630		ESICO BTP	6 378 812 467	73,05	xxxxxxxx	18/06/2015		255 854 630		313 861,20	10 717 849,13	61,60
DPD	36	22/04/2015	72 420 079		CGC International	6 451 232 546	73,88	xxxxxxxx	18/06/2015		72 420 079		88 838,94	10 806 688,07	62,11
DPD	37	06/07/2015	108 480 143		ESICO BTP	6 559 712 689	75,13	xxxxxxxx	18/08/2015		108 480 143		131 617,13	10 938 305,20	62,86
DRF	38	20/07/2015	323 107 651		UCGP	6 882 820 340	78,83	xxxxxxxx							
DPD	39	20/07/2015	59 681 713		UCEC-G	6 942 502 053	79,51	xxxxxxxx							
DPD	40	20/07/2015	135 000 000		UCEC-G	7 077 502 053	81,06	xxxxxxxx							
DPD	41	20/07/2015	95 313 362		CGC International	7 172 815 415	82,15	xxxxxxxx							
DPD	42	23/07/2015	102 808 554		AL NADJMA	7 275 623 969	83,32	xxxxxxxx							
	43														
<b>TOTAL</b>			<b>7 275 623 969</b>	<b>-</b>			<b>-</b>			<b>443 018,79</b>	<b>5 862 016 066</b>	<b>714 508,03</b>			<b>-</b>

Décaissements cumulés en FCFA=	6 559 712 679	
--------------------------------	---------------	--

## PADER-G/SUIVI DES CONVENTIONS

Numéro	Nature de la convention/Activités à Mettre en œuvre	Opérateurs de mise en œuvre	Montant de la Convention en HT/FCFA	Montant Facturé en HT/FCFA	Montant Payé en HT/ FCFA	% de Paiement	Solde en HT/ FCFA
2015/016	Mise en œuvre des actions pilotes de la Composante 3	ONG MOUSTABAGBAL	49 722 420	23 265 528	23 265 528	47%	26 456 892
2015/017	Amélioration de la disponibilité des céréales en période de soudure	CARITAS AURA	40 621 095	26 510 668	26 510 669	65%	14 110 427
2015/018	Renforcement des capacités des OP à la Base	FAPLG	32 736 000	30 269 700	30 269 700	92%	2 466 300
2015/020	Assistance technique/mise en œuvre composante 2	CIDR	63 924 000	0	0	0%	63 924 000
2015/021	Amélioration de l'accès aux services financiers	UCEC/G	298 408 563	194 681 713	0	0%	103 726 850
	<b>Total</b>		<b>485 412 078</b>	<b>274 727 609</b>	<b>80 045 897</b>	<b>16%</b>	<b>210 684 469</b>

### **SUIVI DES RECOMMANDATIONS DE LA REVUE A MI-PARCOURS AU 31/08/2015**

<b>N°</b>	<b>Recommandations</b>	<b>Responsable</b>	<b>Date buttoir</b>	<b>Etat d'avancement</b>
23	Traiter les transferts aux prestataires comme des avances.	RAF/Comptable	En continu	Les avances accordées aux prestataires sont comptabilisées en débiteurs divers et apurées au fur et à mesure de leur justification.
24	Ouvrir un sous-compte à la caisse de Melfi.	Coordo/RAF	30/01/15	Après analyse de consommation financière, le plafond actuel de la caisse de l'Antenne de Melfi est suffisant pour payer les petites dépenses courantes de fonctionnement. Etant donné que le Coordonnateur et le RAF, habilités à mouvement les comptes du projet, sont basés à Mongo, le compte de Melfi va fonctionner avec beaucoup de peines.
23	Vérifier les pièces justificatives fournies par OXFAM Intermon et organiser l'audit des comptes d'OXFAM Intermon.	Coordo/RAF/ OXFAM	28/02/15	L'audit des comptes de l'opérateur Oxfam Intermon (OI) a été réalisé, les pièces comptables contrôlées et le rapport a été envoyé au FIDA le 03/08/2015.
26	Réviser le manuel des procédures.	Coordo/RAF	31/05/15	Le manuel de procédures administratives, comptables et financières et révisé et envoyé au FIDA le 20/07/2015 pour avis.
27	Évaluer et enregistrer la contribution des bénéficiaires dans le système comptable.	RSE/RC1/RC3/ RAF/COMPTABLE	31/01/15	Les apports en nature des bénéficiaires sont automatiquement comptabilisés, au prorata des décomptes, lors de traitement des factures des travaux de construction des infrastructures.
28	Mettre à jour l'inventaire des biens cédés au PADER-G par le PSANGII.	Coordo/RAF/ COMPTABLE	28/02/15	L'inventaire des biens cédés par le PSANGII a été fait et le rapport est disponible.
29	Continuer à tenir un atelier sur les formats de rapportage avec es prestataires de services	Coordo/RAF/ COMPTABLE	31/01/15	les prestataires de services, formés au cours de l'année 2014, sont suffisamment outillés et remplissent correctement les différents formats de rapportage. Toutefois, un appui en temps réel leur est apporté à toutes les occasions du traitement de leurs pièces justificatives.
30	R30: Valider les procès-verbaux d'évaluation par tous les membres de la commission interne de passation des marchés.	RPM/RSE	En continu	Les PV sont signés par les Présidents des séances et les rapporteurs et les listes des membres présents des commissions à des séances sont nécessairement attachées aux liasses des justificatifs.

**REVUE ETATS CERTIFIES DES DEPENSES (ECD)**

Catégories	Nombre d'éléments	50%	Numéro d'écriture comptable de 50%
<b>DRF N°29</b>			
Catégorie 101	39	18	1,5,6,11,17,18,22,23,24,26,28,29,30,32,35,36,38,39
Catégorie 102	16	8	2, 3, 6, 9, 12, 14, 15,16
Catégorie 103	103	52	1, 2, 3, 6, 7, 8, 9, 10, 19, 20, 24, 26, 29, 30, 32, 35, 37, 38, 41, 43, 44, 46, 48, 50
			51,54,55,56,57,58,61,66,67,70,71,72,73,74,75,77,79,81,87,89,90,
			92, 95, 97, 99,101,103
Catégorie 104	13	7	1,2,6,9,11,12,13
Catégorie 105 A	20	10	2,4,5,7,11,15,16,17,19,20
Catégorie 105 B	48	24	1,2,3,6,7,8,12,13,14,17,19,20,21,23,24,25,26,28,29,30,34,35,38,42
Catégorie 106	34	17	2,3,4,5,7,9,10,12,13,15,16,18,21,22,23,33,34
Catégorie 107 B	7	4	1,3,5,7
Catégorie 108	163	82	1,2,3,4,5,7,8,10,11,13,14,15,16,18,19,20,22,25,28,29,31,33,34,35,
			37,38,39,40,42,43,44,46,48,49,50,51,53,54,55,56,58,59,60,62,63,65
			67,69,70,72,75,76,78,79,80,81,84,85,87,88,90,92,94,95,96,98,100,
			101,102,103,105,106,108,109,111,112,115,117,119,121,124,125,126
Catégorie 109	243	167	1,2,3,4,7,8,9,11,12,13,15,19,20,21,28,29,31,35,37,40,41,44,45,48,51
			52,53,54,55,56,60,69,85,86,92,93,94,95,96,104,107,108,109,114,118
			125,126,133,137,139,148,152,153,159,167,172,177,181,187,192,201
			207,216,222,225,228,231
<b>TOTAL DRF N°29</b>	<b>686</b>	<b>389</b>	
<b>DRF N°33</b>			
Catégorie 101	47	24	1,2,6,7,8,9,10,11,14,15,20,24,25,28,30,32,33,34,35,37,39,40,41,43
Catégorie 102	10	5	1,2,4,7,9
Catégorie 103	35	18	1,3,4,6,7,9,11,13,16,17,22,25,28,30,32,33,34,35,
Catégorie 106	1	1	1
Catégorie 108	86	43	1,2,3,4,5,6,7,8,9,10,11,12,13,14,17,19,26,28,29,30,31,35,37,39,41,43
			,44,45,46,48,49,50,51,52,53,54,55,56,58,59,65,66,69,72,82,83,84,86
Catégorie 109	124	62	1,2,3,5,6,7,8,11,13,18,19,22,25,31,36,38,42,43,51,54,64,65,67,77,83,
			85,87,88,89,90,93,94,95,96,97,98,99,100,101,102,103,104,105,106,
			107,108,109,110,111,112,113,114,115,116,117,118,119,120,121,122,
			123,124,
<b>TOTAL DRF N°33</b>	<b>303</b>	<b>153</b>	
<b>DRF N°34</b>			
Catégorie 101	42	21	1,2,4,6,9,12,14,20,23,25,26,28,30,31,32,34,37,39,40,41,42
Catégorie 102	7	4	1,3,6,7
Catégorie 103	103	12	2,5,7,9,13,14,17,19,20,21,22,23,



Tchad

Programme d'Appui au Développement Rural dans le Guéra (PADER-G)

Rapport de supervision - Dates de la mission: de la mission: du 06 au 20 septembre 2015

Catégorie 104	2	1	2
Catégorie 105 A	30	15	2,4,5,8,15,16,17,18,20,22,23,25,27,28,29,30,
Catégorie 105 B	70	35	1,2,3,6,7,12,13,14,15,16,17,19,20,21,22,23,25,27,28,29,31,32,34,36, 37,40,42,43,44,45,49,64,66,67,69
Catégorie 108	49	25	1,2,3,4,5,6,7,9,10,11,16,20,23,25,26,27,28,29,32,35,36,38,39,40,46
Catégorie 109	49	25	1,3,4,5,6,11,12,15,16,19,21,22,26,28,32,33,35,37,40,44,45,46,47, 48,49,
<b>TOTAL DRF N°34</b>	<b>352</b>	<b>138</b>	
<b>TOTAUX DES ELEMENTS</b>	<b>1341</b>	<b>680</b>	

**SITUATION DU PERSONNEL DU PADER-G/PARSAT AU 31/08/2015**

**EFFECTIF GLOBAL = 54 DONT 9 FONCTIONNAIRES ET 45 CONTRACTUELS**

	IDENTIFICATION							SALAIRE MENSUEL		SOURCES FIN
NO	Nom & Prénoms	Sexe	Statut	Fonction	Poste	Date d'embauche	Date fin contrat	Brut	Net à payer	
PERSONNEL COMMUN PADER-G/PARSAT										
1	ABDOULAYE MAHAMOUD LABIT	M	Fonct	Coordonnateur	UCGP/Mongo	01/04/2012	31/12/2016	1 355 000	1 201 303	FIDA
2	DINGAMNAYEL CLYSON	M	Contract	RAF	UCGP/Mongo	01/04/2012	31/12/2016	1 020 000	929 328	FIDA
3	BOUTNA ANDRE	M	Contract	Responsable Suivi & Evaluation	UCGP/Mongo	01/04/2012	31/12/2016	1 020 000	929 328	FIDA
4	SOUAPEBE GABPOBE Aristide	M	Fonct	Chef de composante OP	UCGP/Mongo	19/04/2012	31/12/2016	930 000	780 960	FIDA
5	NGUEORALTA KOUMABAYE	M	Fonct	Responsable Passation de Marchés	UCGP/Mongo	01/07/2015	31/12/2016	930 000	641 022	FIDA
6	DJIBRINE SABRE	M	Fonct	Assistant Suivi-Evaluation	UCGP/Mongo	11/02/2013	31/12/2016	785 000	641 549	FIDA
7	LINA HONG-YOH BEULTOINGAR	F	Fonct	Assistant Expert en genre	UCGP/Mongo	23/07/2015	22/07/2017	785 000	5 910 822	FIDA
8	MAHAMAT SAKHER ABDERAMAN	M	Fonct	Chef d'Antenne Melfi	Antenne/Melfi	21/04/2012	31/12/2016	930 000	757 673	FIDA
9	BANYAM PHILIPPE	M	Contract	Assistant IEC	UCGP/Mongo	15/08/2014	31/12/2016	785 000	711 600	FIDA
10	HAOUA MOUSSA DANA	F	Contract	Assistante du Coordonnateur	UCGP/Mongo	01/04/2012	31/12/2016	420 000	379 880	FIDA
11	NELOUM SANAN BEATRICE	F	Contract	Aide-Comptable	UCGP/Mongo	01/10/2014	30/09/2016	420 000	379 880	FIDA
12	BOEURIBA JACQUELINE	F	Contract	Assistante-Gestionnaire	Antenne/Melfi	20/04/2012	31/12/2016	420 000	379 880	FIDA
13	FATIME MALA NANG -OULDE	F	Contract	Opératrice Radio	UCGP/Mongo	06/05/2015	31/12/2015	140 000	126 600	ETAT
PERSONNEL SPECIFIQUE PADER-G										
1	ADOUM DEFALLAH	M	Fonct	Chef comp. infrastructures rurales	UCGP/Mongo	01/04/2012	31/12/2016	930 000	827 535	FIDA
2	HAMANA SEINY CHABO	M	Contract	Chef Composante Microfinance	UCGP/Mongo	19/04/2012	31/12/2016	930 000	845 943	FIDA
3	DERBA TELMBA JEROME	M	Contract	Chef Comptable	UCGP/Mongo	01/07/2012	31/12/2016	785 000	711 600	FIDA
4	ILDJIMABOUKAR	F	Contract	Assistante Administrative projets FIDA	N'Djaména	01/01/2014	31/12/2016	420 000	420 000	ETAT

5	BEYEKKEUBA P, NICOLAS	M	Contract	Chauffeur	UCGP/Mongo	01/09/2012	31/12/2016	225 000	203 489	FIDA
6	MAHAMAT SALEH TERAP	M	Contract	Chauffeur	UCGP/Mongo	01/09/2012	31/12/2016	225 000	203 489	FIDA
7	MAHAMAT BECHIR KADADE	M	Contract	Chauffeur	UCGP/Mongo	09/10/2012	31/12/2016	225 000	203 489	FIDA
8	ABDELNASSIR MALLOUM	M	Contract	Chauffeur	UCGP/Mongo	15/10/2013	31/12/2016	225 000	203 489	FIDA
9	MAHAMAT SEID	M	Contract	Chauffeur	Antenne/Melfi	01/04/2013	31/12/2016	225 000	203 489	FIDA
10	HAROUN DAOUD	M	Contract	Chauffeur	UCGP/Mongo	01/04/2013	31/12/2016	225 000	203 489	FIDA
11	HAROUN ABAKAR	M	Contract	Chauffeur	UCGP/Mongo	10/10/2012	31/12/2016	225 000	203 489	FIDA
12	MAKI MALLOUM	M	Contract	Chauffeur	UCGP/Mongo	19/04/2013	31/12/2016	225 000	203 489	FIDA
13	TAHIR ABALLAH	M	Contract	Chauffeur	UCGP/Mongo	19/04/2013	31/12/2016	225 000	203 489	FIDA
14	BRAHIM ZAKARARIA	M	Contract	Planton/Melfi	Antenne/Melfi	16/04/2013	31/12/2016	140 000	126 600	FIDA
15	MOUBANE ZOUA	M	Contract	Planton bureau Antenne de N'djamena	N'Djaména	01/12/2013	31/12/2016	140 000	126 600	ETAT
16	BILAL NADJO	M	Contract	Gardien bureau Mongo	UCGP/Mongo	01/09/2012	31/12/2016	110 000	99 463	FIDA
17	ALLAMINE TOM	M	Contract	Gardien bureau Mongo	UCGP/Mongo	01/09/2012	31/12/2016	110 000	99 463	FIDA
18	MAHAMOUD RADJAB	M	Contract	Gardien case de passage Mongo	UCGP/Mongo	01/01/2014	31/12/2016	110 000	99 463	ETAT
19	ABDELAZIZ DJABIR	M	Contract	Gardien case de passage Mongo	UCGP/Mongo	01/10/2012	31/12/2016	110 000	99 463	ETAT
20	AHMAT BREME	M	Contract	Gardien Base de BITKINE	Bitkine	02/11/2012	31/12/2016	110 000	99 463	ETAT
21	ANNOUR ABOUGRENE	M	Contract	Gardien Base de MANGALME	Mangalmé	01/09/2012	31/12/2016	110 000	99 463	ETAT
22	ABDERRAHIM MARDO	M	Contract	Gardien Meifi	Antenne/Melfi	07/01/2013	31/12/2016	110 000	99 463	FIDA
23	ADOUM AZO	M	Contract	Planton:Mongo	UCGP/Mongo	26/09/2012	31/12/2016	140 000	126 600	FIDA
24	MAHAMAT TAHA ABBO	M	Contract	Jardinier	UCGP/Mongo	27/02/2015	31/12/2015	75 000	75 000	ETAT
25	FADOULALLAH		Contract		N'Djaména		31/12/2016	110 000	99 463	ETAT
26	AHMAT ABBO	M	Contract	Animateur IEC	UCGP/Mongo	01/08/2013	31/12/2016	215 000	215 000	FIDA
27	MARIE ALLAMINE	F	Contract	Animatrice IEC	UCGP/Mongo	01/08/2013	31/12/2016	215 000	215 000	FIDA
28	KOUBRA ABDESSIT MAHAMAT	F	Contract	Animatrice IEC	UCGP/Mongo	18/05/2015	31/12/2015	215 000	215 000	FIDA
29	NAN-ASRA OUDOUNGAR	M	Contract	Animateur IEC	UCGP/Mongo	01/08/2013	31/12/2016	215 000	215 000	FIDA
30	MAHAMAT ABDOULAYE KOKO	M	Fonct	Superviseur	UCGP/Mongo	01/07/2015	31/12/2016	350 000	199 508	FIDA

31	AHMAT DJAMO	M	Contract	Conseiller	Mangalmé	01/07/2015	31/12/2016	200 000	200 000	FIDA
32	DIBOBE DELPHINE	F	Contract	Conseiller	Mongo	01/07/2015	31/12/2016	200 000	200 000	FIDA
33	GANGNON DENENODJI SOLANGE	F	Contract	Conseiller	Bitkine	01/07/2015	31/12/2016	200 000	200 000	FIDA
34	ALLAMINE AHMAT GAMANE	M	Contract	Conseiller	Melfi	01/07/2015	31/12/2016	200 000	200 000	FIDA
<b>PERSONNEL SPECIFIQUE PARSAT</b>										
1	ABA BINEYE	M	Fonct	Chef d'Antenne de Dababa	Bokoro	13/07/2015	12/07/2017	930 000	736 022	FIDA
2	ISSA ADOUMBAYE	M	Contract	Chef d'Antenne de Fitri	Amdjaména Bilal	11/06/2015	10/06/2017	930 000	845 943	FIDA
3	ALLASSIRA DIEU BENIT	M	Contract	Responsable Aménagement	UCGP/Mongo	15/06/2015	14/06/2017	930 000	845 943	FIDA
4	FOULNOU SOLKISSAM	M	Contract	Expert en changement climatique	UCGP/Mongo	17/06/2015	16/06/2017	785 000	711 600	FIDA
5	SOUBA GOMY	M	Contract	Chef comptable	UCGP/Mongo	01/07/2015	30/06/2017	785 000	711 600	FIDA
6	MOISE NORBERT N'DOMETE	M	Contract	Assistant passation marchés	UCGP/Mongo	01/07/2015	30/06/2017	785 000	711 600	FIDA
7	DJEDANOUM GERARD	M	Contract	Gestionnaire Assistant Antenne DABABA	Bokoro	11/06/2015	10/06/2017	420 000	379 880	FIDA
8	ABAKAR ADOUM MAHAMT	M	Contract	Gestionnaire Assistant Antenne Fitri	Amdjaména Bilal	11/06/2015	10/06/2017	420 000	379 880	FIDA

## ANNEXE II

### Évaluation de la gestion financière lors de la supervision - Questionnaire d'orientation

<b>Pays : TCHAD</b>	<b>Identification du prêt/ don : DON FIDA N° G-I-DSF-8067-TD ET PRÊT N° L-I-820-TD</b>
<b>Nom du projet : PADER-G</b>	
<b>Organisme d'exécution : MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'IRRIGATION (MAI)</b>	<b>CPM : IBRAHIMA BAMBA</b>
<b>Responsable financier chargé de l'examen/ Spécialiste en gestion financière : M.I.TERA</b>	<b>Date de l'examen : 15 septembre 2015</b>

Objet		Note E/M/F (Élevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations
<b>A. Risque inhérent</b>			
<b>B. Risque de contrôle</b>			
<b>1. Organisation et personnel</b>			
a.	Adéquation de la structure organisationnelle pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	F	La structure organisationnelle commune au PADER-G et au PARSAT est adéquate. Cependant, le complément d'effectif du PARSAT est en cours de mise en place.
b.	Existence d'une description claire des fonctions relatives aux principaux postes prévus par le projet, y compris les postes fiduciaires	F	Les fonctions sont bien définies les obligations et responsabilités assignées à chaque fonction sont clairement indiquées : cf. manuel de procédures de gestion révisé.
c.	Adéquation du personnel de gestion financière du projet (effectifs et compétences) pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	F	L'équipe du service administratif et financier a été complétée par le personnel de gestion du PARSAT : un Chef Comptable et des Assistants gestionnaires des antennes.
d.	Disponibilité et adéquation des manuels d'utilisation et des directives pour le personnel	F	Le manuel de procédures a été révisé pour prendre en charge le PARSAT.
e.	Existence d'un système d'évaluation basé sur la performance en place et évaluation de la performance du personnel en temps opportun	M	Le manuel de procédures révisé prend en compte les procédures d'évaluation du personnel qui devra être mis en œuvre en 2016 pour évaluer les résultats de 2015.
f.	Couverture d'assurance maladie adéquate pour l'ensemble du personnel	F	A défaut d'une assurance maladie à travers une compagnie d'assurance, le projet prend en charge directement 80% des frais encourus sur la base des justificatifs.
g.	Paiement ponctuel des frais de sécurité sociale		Le projet est en règle avec la sécurité sociale. Il n'y a pas d'arriérés.
h.	Personnel suffisamment informé sur la politique nationale et sur la politique anti-corruption du FIDA et les coordonnées pertinentes	F	Restitution à l'équipe par le RAF et le Coordo suite à l'atelier de GF organisé par CFS. L'équipe du PARSAT devra être mise à niveau dans ce domaine.
<b>2. Budget</b>			
a.	Préparation et approbation du programme de travail et du budget annuels	F	Le projet a été toujours régulier dans la préparation des PTBA. Cependant pour le PTBA/2015, le décalage enregistré était consécutif à la prise en charge des recommandations de la RMP de décembre 2014 (rapport en janvier 2015).
b.	Programme de travail et du budget annuel en ligne avec les catégories de dépense contenues dans l'Accord de Financement, Annexe 2	F	Le PTBA est articulé selon le canevas : par bailleur, par composante et par catégorie.
c.	Identification des sources de financement et des agences d'exécution pour	F	Le PTBA est articulé selon le canevas : par

	chaque catégorie dans le PTBA		bailleur, par composante et par catégorie.
d.	Identification des liens entre les PTBA et les marchés publics (estimation des coûts et des activités). Vérifier les hypothèses à l'appui des estimations de coûts. Testez les articles de grande valeur	F	Le PTBA est articulé selon le canevas : par bailleur, par composante et par catégorie. Il est accompagné d'un PPM qui intégré dans le plan de passation des marchés du ministère de tutelle.
<b>3. Flux de fonds et modalités de décaissement/retrait</b>			
a.	Ponctualité du décaissement des fonds par les différentes sources	F	Les DRF/DPD sont régulièrement payées.
b.	Ponctualité du décaissement des fonds versés par les contreparties	F	Les fonds de contrepartie en numéraire prévus ont été versés à l'avance pour la durée du projet.
c.	Efficacité des canaux de financement	F	Les sommes dues au titre des différents fonds de financement sont mises en place de façon régulière.
d.	Gestion des comptes bancaires du projet autres que les comptes spéciaux, le cas échéant – comptes d'ajustement, fonds improductifs	F	Les comptes bancaires autres que les comptes spéciaux concernent les comptes de contrepartie qui sont gérés au même titre que lesdits comptes spéciaux (rapprochements bancaires réguliers).
e.	Gestion du ou des comptes spéciaux/comptes réservés, décaissements		
	i) Adéquation du montant de l'allocation autorisée pour assurer l'acheminement correct des fonds.	F	En avril 2014 le dépôt initial porté à 800 millions de FCFA, est amplement suffisant.
	ii) Adéquation des méthodes de décaissement utilisées.	F	Bonne utilisation des demandes de réapprovisionnement du compte désigné (DRF) et des demandes de paiement direct (DPD).
	iii) Adéquation du support documentaire joint à l'état des dépenses, aux décaissements, remboursements, paiements directs et engagements spéciaux (se reporter à l'Annexe IV et compléter la notation qui découle des constatations).	F	Les liasses des justificatifs qui accompagnent les DRF sont suffisamment étoffées.
	iv) Préparation en temps opportun et exactitude des demandes de retrait	F	Le projet est régulier dans la préparation des DRF. Cependant, il faudra veiller au niveau des DRF par rapport à la dotation initiale. De février 2014 à date, le taux moyen est de 35% avec des pointes à 47% et 59%.
	v) Autorisation de la préparation de demande de décaissement.	F	Dès que le seuil est atteint, préparation de la mouture de la DRF par le Comptable ; contrôle détaillé et validation par le RAF ; contrôle d'appoint et signature par le Coordonnateur.
	vi) Situation des dépenses débitées du compte spécial mais pour lesquelles la reconstitution n'a pas encore été demandée (les anciens cas doivent être notés)	F	Au 31/08/2015, la DRF en préparation est de 239 942 039 FCFA (29,99% du CD) ; elle va être finalisée et envoyée au FIDA.
	vii) Régularité du ou des comptes spéciaux, suivi et rapprochements mensuels signés par le gestionnaire du projet. Revoir et évaluer les rapprochements.	F	Tous les comptes sont mensuellement rapprochés et reconstitués.
	viii) Comparer le taux de décaissement par rapport au PTBA et voir s'il est satisfaisant étant donné le temps d'exécution restant. Fournir des observations si nécessaire.	F	Au 31/08/2015, le taux d'exécution du PTBA 2015 est 83,68% ; le taux de décaissement réel du prêt FIDA est de 75,58% ; le taux de décaissement réel du don FIDA est de 76,65%.
	ix) Recouvrement des soldes des comptes spéciaux à la clôture du prêt	M	Le projet devra préparer un plan de recouvrement de l'avance initiale sur la base du PTBA/PPM d'achèvement/clôture 2016/2017 et du plan de décaissement prévisionnel y relatif
<b>4. Contrôles internes</b>			
a.	Séparation des tâches - les responsabilités fonctionnelles suivantes sont effectuées par les unités ou les personnes suivantes: (i) l'autorisation d'une transaction (ii) l'exécution d'une transaction (iii) l'enregistrement de la transaction, et (iv) la conservation des actifs impliqués dans la transaction	F	Cf. manuel de procédures de gestion qui organise bien les tâches et responsabilités ainsi que les séquences opérationnelles.
b.	La clarté et la pertinence des processus de décision et la séquence des événements pour les fonctions de contrôle de l'exécution des projets doivent être reflétés dans le Manuel de gestion financière (ou l'équivalent)	F	Cf. manuel de procédures de gestion qui organise bien les tâches et responsabilités ainsi que les séquences opérationnelles.
c.	Respect du manuel financier	F	Pas de distorsions constatées : cf. audit des comptes 2014 et présente revue.
d.	Efficacité et efficience des contrôles internes à l'égard des sources de financement autres que le FIDA	F	Pas de distorsions constatées : cf. audit des comptes 2014 et présente revue.
e.	Adéquation de la gestion des contrats (utilisation du registre des contrats et de la forme de surveillance) et de son enregistrement	F	Un registre de contrats tenu en Excel par le RPM et un registre tiré directement du logiciel de gestion financière. Les données des deux registres

			concordent parfaitement.
f.	Efficacité et efficience du contrôle interne relatif aux dépenses (cycle complet: engagement, paiement, réception des biens et services, approbation des paiements, classification, etc.)	F	Pas de distorsions constatées : cf. audit des comptes 2014 et présente revue.
g.	Pièces probantes confirmant la livraison et l'acceptation des produits contractés, travaux ou services	F	Pas de distorsions constatées : cf. audit des comptes 2014 et présente revue.
h.	Contrôle physique des liquidités, documents et données. Adéquation des systèmes de classement. La petite caisse fait-elle l'objet de réconciliation mensuelle ainsi que de contrôles inopinés; la garde de la caisse et le contrôle des clés	M	Mettre en place le brouillard de caisse.
i.	Adéquation de la gestion physique de l'argent	F	Pas de distorsions constatées : cf. audit des comptes 2014 et présente revue.
j.	Ponctualité des paiements aux fournisseurs et consultants	F	Les paiements des fournisseurs et consultants s'effectuent dans les délais.
k.	Admissibilité des dépenses par rapport aux accords de prêt	F	Pas de distorsions constatées : cf. audit des comptes 2014 et présente revue.
l.	Légalité / éligibilité des avances de fonds du projet et la justification en temps opportun pour leur utilisation	F	Pas de distorsions constatées : cf. audit des comptes 2014 et présente revue.
m.	Conformité aux clauses de gestion financière dans les conventions de financement et Lettre à l'Emprunteur	F	Pas de distorsions constatées : cf. audit des comptes 2014 et présente revue.
n.	Adéquation de la tenue et mise à jour des registres relatifs aux actifs immobilisés et aux inventaires	F	Les registres des immobilisations sont générés au temps réel par le logiciel.
o.	Adéquation des contrôles concernant les actifs du projet, y compris: i) le véhicule et la gestion d'autres actifs (les actifs immobilisés sont-ils marqués, y a-t-il un inventaire effectué sur une base régulière?) ii) la gestion du carburant (les conducteurs maintiennent-ils un journal de bord?) iii) Les autorisations de voyage (y compris les perdiems versés au personnel)	F F M	Pas de distorsions constatées : cf. audit des comptes 2014 et présente revue.
p.	Adéquation des assurances pour les véhicules et pour les biens	M	Compléter l'assurance des véhicules avec la prise en charge des chauffeurs et des personnes transportées. Prendre des dispositions nécessaires pour assurer les autres biens du projet.
q.	Ateliers : i) Disponibilité de la liste des participants ii) per diems versés aux participants iii) Les reçus pour les dépenses atelier	F	Pas de distorsions constatées : cf. audit des comptes 2014 et présente revue.
r.	Pertinence des contrôles et processus d'autorisation pour l'utilisation des fonds (paiements, virements, gestion de trésorerie / bilan de la banque) / et d'autres comptes d'exploitation - non compte spécial	F	Pas de distorsions constatées : cf. audit des comptes 2014 et présente revue.
s.	Arrangement avec la banque et contrôles (rapprochement entre les extraits de compte et les états financiers)	F	Les rapprochements bancaires sont effectués systématiquement chaque fin de mois.
t.	Existence d'une unité de support IT en place	M	Contracter un contrat de maintenance pour le logiciel Tom2Pro.
<b>5. Procédures comptables</b>			
a.	Méthode de comptabilité (caisse, d'exercice) et si les normes comptables sont conformes aux exigences FIDA (par exemple IFRS / IPSAS / caisse IPSAS)	F	Les normes comptables sont conformes au dispositif réglementaire du SYSCOHADA appliqué au Tchad et qui sont aussi conformes aux normes comptables internationales. Comptabilité d'engagement en partie double.
b.	Adéquation et fiabilité du système comptable (comptabilité en partie double, logiciel utilisé, les données budgétaires sont-elles entrées dans le système comptable ?, le système comptable peut-il produire régulièrement des rapports financiers automatisés?).	F	Les normes comptables sont conformes au dispositif réglementaire du SYSCOHADA appliqué au Tchad et qui sont aussi conformes aux normes comptables internationales. Comptabilité d'engagement en partie double. Le logiciel comptable génère la comptabilité générale, la comptabilité budgétaire et la comptabilité analytique sous différents axes.
c.	Tenue des registres (notamment documentation et classement/archivage)	F	Documents bien tenu et excellent archivage.
d.	Enregistrement et rapprochement des registres relatifs aux actifs immobilisés (contrôles physiques et sur échantillon)	F	Les inventaires physiques de clôture des comptes ont été effectués en décembre 2014 avec un rapprochement physique/comptable.

e.	Adéquation de la documentation et des contrôles des systèmes informatiques, y compris les procédures comptables documentées, la sauvegarde des documents financiers incluant les procédures comptables et l'intégration de l'ensemble des sous-systèmes	F	Procédure de sauvegarde automatique et quotidienne des données comptables mise en place.
f.	Ponctualité de l'enregistrement des opérations, de la régularité de la performance et de l'approbation des rapprochements et contrôle des erreurs d'enregistrement	F	La comptabilité est à jour au 31/08/2015
g.	Adéquation de la comptabilité et de déclaration des contributions des fonds de contrepartie (y compris l'impôt et les exonérations fiscales), ainsi que les contributions des bénéficiaires	F	La contrepartie de l'Etat et la contribution des Bénéficiaires sont régulièrement comptabilisées.



6. Rapports financier et suivi			
a.	Exhaustivité, précision, utilité et ponctualité des rapports financiers	F	Les rapports financiers trimestriels, semestriels et annuels sont intégrés dans les rapports du projet (situation décaissements, exécution PTBA, trésorerie, exécution PPM) ;
b.	Rapports intérimaires de gestion financière et liens avec les REP – ponctualité de la préparation et de la présentation au FIDA	N/A	Eléments non disponibles au projet
c.	Préparation de rapports indiquant la valeur actuelle du budget vs l'exécution réelle revenus / dépenses et le pourcentage d'exécution du PTBA	F	Etats budget-réel édités dans TOM²PRO
d.	Suivi des recommandations fiduciaires contenues dans les précédents aide-mémoire	F	Les recommandations de la dernière mission de revue à mi-parcours ont été prises en charge de façon satisfaisante.
7. Audit interne			
a.	Existence de dispositions d'audit interne	N/A	
b.	Adéquation des dispositions d'audit interne (organisation, capacités du personnel)		
c.	Adéquation de la portée du travail de l'audit interne et qualité des rapports		
d.	Évaluation des questions soulevées dans les rapports d'audit		
8. Audit externe			
a.	Adéquation de la portée et du mandat	F	Adéquation du mandat et de la portée ; l'audit a été étendu aux prestataires et porteurs de projets.
b.	Respect des termes de référence	F	Les termes de référence sont respectés.
c.	Ponctualité du rapport d'audit	F	Le rapport d'audit 2014 a été transmis au FIDA le 27 mai 2015.
d.	Qualité de l'audit	F	L'audit est satisfaisant.
e.	Mise en œuvre des recommandations d'audit / mise en place d'un plan d'action convenu pour y remédier	F	Toutes les recommandations de l'audit des comptes 2014 sont mises en œuvre.

### Annexe III

#### Résumé et évaluation du risque fiduciaire du projet lors de la supervision<sup>2</sup>

Projet #DON FIDA N° G-I-DSF-8067-TD ET PRÊT N° L-I-820-TD

Organisme d'exécution: MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'IRRIGATION

	Évaluation du risque E/M/F	Mesure d'atténuation proposée
<b>Risque inhérent</b>	<b>F</b>	
<b>Risques de contrôle</b>		
1. Organisation et personnel	<b>F</b>	Le manuel a été mis à jour pour prendre en compte notamment le PARSAT.
2. Budget	<b>F</b>	Veiller au respect des délais notamment pour le PTBA/PPM d'achèvement/clôture 2016/2017.
3. Flux de fonds et modalités de décaissement	<b>F</b>	Préparer et soumettre le plan de récupération de l'avance initiale sur la base du PTBA/PPM 2016/2017 et du plan de décaissement prévisionnel y relatif.
4. Contrôles internes	<b>M</b>	Compléter l'assurance des véhicules par la prise en charge des chauffeurs et des personnes transportées et prendre les dispositions nécessaires pour assurer les autres biens du projet.
5. Systèmes, stratégies, procédures comptables	<b>F</b>	RAS
6. Rapports et suivi	<b>F</b>	Mettre à la disposition du projet les éléments du rapport intérimaire
7. Audit interne	<b>N/A</b>	<b>N/A</b>
8. Audit externe	<b>F</b>	Toutes les recommandations de l'audit des comptes 2014 sont mises en œuvre.
<b>Risque fiduciaire global du projet</b>	<b>F</b>	
E=Élevé, M=Moyen, F=Faible		

Commentaires : risque globalement faible, cependant : i) veiller au respect des délais notamment pour le PTBA/PPM d'achèvement/clôture 2016/2017 ; ii) préparer et soumettre le plan de récupération de l'avance initiale sur la base du PTBA/PPM 2016/2017 et du plan de décaissement prévisionnel y relatif.

<sup>2</sup> Ceci est un résumé des constatations énumérées dans l'Annexe II 'Evaluation de la gestion financière lors de la supervision –Questionnaire d'orientation'. Il doit être complété par le Responsable financier.

#### Annexe IV

#### Déclaration de la Liste de contrôle des États certifiés de dépenses (ECD)

Un élément clé (et prenant beaucoup de temps) de chaque mission est de vérifier la validité des dépenses déclarées dans le cadre de l'ECD. L'examen de l'ECD peut aboutir à des conclusions telles que i) l'absence/ inadéquation de pièces justificatives, ii) des dépenses non admissibles et iii) application de pourcentages erronés.

La méthodologie et la liste de contrôle décrites ci-dessous sont conçues pour présenter les actions les plus pertinentes à entreprendre et les questions qui seront posées par le spécialiste en gestion financière lors de l'examen.

#### Méthodologie

- i) Identifier et sélectionner un échantillon aléatoire d'ECD de chaque demande de décaissement couvrant toutes les catégories et au moins X% de la valeur totale des articles réclamés en vertu des ECD.
- ii) Examiner toutes les pièces justificatives pour l'échantillon sélectionné.
- iii) Documenter toutes les divergences et les dépenses non admissibles relevées lors de l'examen et d'en discuter avec le directeur financier du projet.
- iv) Sur la base de l'examen, déterminer si les seuils des ECD sont adéquats et reflètent le risque du projet?

#### Liste de contrôle

Élément ECD	Commentaires
1. Les dépenses sont-elles comptabilisées correctement dans les livres et les rapports financiers du projet, et les ECD peuvent-ils être réconciliés avec la documentation pertinente (chèques, par exemple). Est-ce que la présentation de l'information des ECD permet un accès rapide aux fichiers pour l'examen et l'audit.	Oui : sur la base de l'échantillon passé en revue.
2. Les factures sont-elles estampillées « payé ».	
3. (i) Examen des pièces justificatives des paiements ; pour tous les cas décrits au point (ii) à (v) ci-dessous, assurer l'existence de: <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ un contrat ou un bon de commande signé - indiquant le montant qui est exigible</li> <li>✓ un accusé de réception, la facture ou la performance</li> <li>✓ une garantie bancaire pour paiement anticipé, tel que spécifié dans le cahier des contrats</li> <li>✓ une garantie bancaire pour la performance, tel que spécifié dans le cahier des contrats</li> <li>✓ des copies des communications envoyées par le directeur du programme de pays du FIDA à l'agence responsable du projet fournissant la «non objection» (que ce soit avant ou après) pour l'attribution du contrat,</li> <li>✓ la preuve de paiement / les relevés bancaires</li> <li>✓ les registres comptables d'approbation, les décaissements et les soldes disponibles</li> <li>✓ les documents d'approvisionnement (documents de soumission, d'invitation, d'évaluation, d'attribution, annonce dans le journal), si applicable.</li> </ul>	La revue des ECD a été effectuée en fonction du seuil unique de 10 000 000 FCFA applicable à toutes les catégories de dépenses. Ainsi, 680 éléments, des DRF 29, 33 et 34, sur 1 341 ont été passés en revue. Les dossiers de règlement sont accessibles et bien classés. Le processus de contrôle est suffisamment opérationnel. Les liasses de règlement sont globalement exhaustives et sont constituées des pièces essentielles assurant l'éligibilité des dépenses examinées. Cependant, une amélioration d'appoint en matière de contrôle interne est nécessaire en ce qui concerne le compostage d'annulation des factures. Par ailleurs, l'observation faite par l'auditeur des comptes 2014 sur l'inadéquation de certains libellés de comptabilisation est en cours de régularisation.
(ii) Pour le <b>paiement des marchandises</b> , en plus de (i) ci-dessus, assurer l'existence de: <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ la facture d'un fournisseur, dûment certifiée pour le paiement par le directeur du projet - en précisant les produits, leurs quantités et les prix</li> <li>✓ les documents des lettres de transport ou similaires, et des documents d'expédition ou d'importation et les certificats d'inspection, si applicable</li> <li>✓ un certificat de livraison, incluant éventuellement la condition des marchandises à la livraison.</li> </ul>	
(iii) Pour le <b>paiement de services de consultants et d'autres services</b> , en plus de (i) ci-dessus, assurer l'existence de: <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Une facture du fournisseur ou du consultant, dûment certifiée et indiquant suffisamment de détails pour le paiement par le directeur du projet. Si ces services ont trait à l'importation de marchandises (pour les paiements par exemple, de fret et d'assurance), une référence adéquate devrait être accordée pour permettre au Fonds de relier chacun de ces éléments à des biens dont le coût a été ou doit être financé à la date de clôture du financement, et</li> <li>✓ un certificat de livraison, le cas échéant, des services satisfaisants.</li> </ul>	
(iv) Pour les paiements de <b>rétribution des travaux de génie civil</b> , en plus de (i) ci-dessus, assurer l'existence de: <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ une demande de l'entrepreneur, y compris un rapport financier, indiquant le travail effectué et le montant dû;</li> <li>✓ un certificat - signé par les consultants du projet ou du représentant du propriétaire, le cas échéant, ou par un officier de l'emprunteur ingénieur en chef ou un résident ingénieur de supervision affecté au</li> </ul>	

	projet attestant que le travail effectué est satisfaisant et le paiement réclamé est dû conformément aux termes du contrat, et ✓ une copie du formulaire de suivi des contrats paiement (formule C-11) signée en original par l'agent de certification.	
	Réviser la documentation des paiements pour les lignes de crédit:  ✓ Accord auxiliaire avec les parties du projet (i.e. organisations, banques entreprises etc.) ✓ Les preuves d'activités tel que décrit dans l'accord auxiliaire et / ou tout sous-contrat ✓ Relevé bancaires avec évidences de flux de fonds	
	(v) Pour les <b>coûts récurrents</b> , (coûts de fonctionnement et les salaires du personnel de l'Unité de mise en œuvre du projet), en plus de (i) ci-dessus, assurer l'existence de: Les registres des coûts récurrents	
4.	Questions à traiter à l'examen sont les suivants :	
4.1	La documentation est facilement accessible.	Oui : sur la base de l'échantillon passé en revue ; prévoir éventuellement un classement dédié aux ECD, DRF par DRF.
4.2	Est-il indiqué que la dépense a été approuvée par une personne autorisée.	Oui : sur la base de l'échantillon passé en revue
4.3	Est-il dans sa forme originale?	Oui : sur la base de l'échantillon passé en revue
4.4	Est-ce pour le projet concerné?	Oui : sur la base de l'échantillon passé en revue
4.5	Les calculs sont-ils corrects, y a-t-il des erreurs ou des altérations?	Oui : sur la base de l'échantillon passé en revue
4.6	Les catégories et les pourcentages de décaissement sont-ils utilisés correctement?	Oui : sur la base de l'échantillon passé en revue
4.7	Y a-t-il des factures en double?	Non : sur la base de l'échantillon passé en revue.
5.	Vérifier l'admissibilité des dépenses. L'examen détermine si les dépenses sont correctement prises en charge et sont éligibles pour le décaissement du FIDA, conformément aux accords juridiques.	Pas de distorsions constatées : cf. audit et présente revue.
6.	Déterminer si des paiements ont été effectués avant la réception du bien ou de la prestation de services, et si oui, est-ce compatible avec les dispositions du contrat?	Pas de distorsions constatées : cf. audit et présente revue.
7.	Les paiements dépassant les limites des ECD doivent être pleinement justifiées avec la documentation correspondante.	Pas de distorsions constatées : cf. audit et présente revue.
8.	Vérifiez les paiements pour les articles qui ne sont pas fournis en conformité avec les accords juridiques ou avec les contrats signés, tels que:	
	✓ Les paiements pour les articles non spécifiés dans la convention de financement et le PTBA, y compris le plan de passation de marché approuvé par le FIDA ;	Pas de distorsions constatées : cf. audit et présente revue.
	✓ Les paiements faits avant la signature du crédit ou avant la date d'éligibilité spécifiée pour le financement rétroactif ;	N/A
	✓ Les engagements pris avant la date d'achèvement (excluant la liquidation des dépenses) et les paiements effectués pour les dépenses engagées après la date de clôture.	N/A

## **DT 2 : Annexe Passation de Marchés**

- **REPUBLIQUE DU TCHAD**

~ .....  
 ~

- **Programme d'Appui au Développement Rural dans le Guéra (PADER-G)**

.....  
 ~

- **Mission de supervision sur les aspects liés à la passation des marchés  
 du 8 septembre au 20 Octobre 2015**

~  
 ~  
 ~  
 ~  
 ~  
 ~  
 ~

- **Rapport présenté par Mamadou Diouldé SOW, Consultant en  
 Passation des Marché, Commune de Ratoma, BP : 542, tel : (224)  
 622 20 38 91/657 26 90 51, Email : [sowdioulde@yahoo.fr](mailto:sowdioulde@yahoo.fr), Conakry –  
 République de Guinée**

~  
 ~

~  
 Septembre 2015

## Termes de Référence de la mission sur les aspects liés à la passation des marchés

Analyser l'ensemble de la passation des marchés du projet en fonction des recommandations des dernières missions de supervision. Il aura à évaluer la mise en œuvre du plan de passation des marchés. Les aspects ci-énoncés feront objet d'analyse et de recommandations de la part du consultant: (i) la gestion de la fonction de passation des marchés et le respect des procédures, (ii) La préparation de la passation des marchés et la conformité des dossiers, (iii) le respect des différentes étapes dont la publication, l'analyse des dossiers, la notification des soumissionnaires, etc.; (iv) les procédures de non objection du FIDA et les différents seuils à respecter; (v) l'attribution des marchés ; (vi) le suivi des contrats et les outils utilisés; (vii) l'archivage des documents. Il passera en revue le Manuel des Gestion Financière, administrative et comptable et de passation des marchés du PARSAT/PADER-G afin d'apprécier sa conformité avec les directives du FIDA en matière de passation de marchés. Enfin, il fera une synthèse de l'état d'avancement du processus de réforme du code des marchés publics. Sa mission se déroulera du 6 au 19 septembre 2015.

### Déroulement de la mission:

La mission a démarrée le Mardi 8 Septembre 2015 et les jours suivants, par des séances de débriefing et d'entretiens avec tous les acteurs impliqués dans le processus de passation des marchés au PADERG/PARSAT. Les personnes rencontrées sont :

1. Le Coordonnateur ;
2. Le Responsable de la Passation des Marchés PARSAT/PADER-G (rapporteur de la commission)
3. Le Responsable de Suivi-Evaluation (membre de la commission);
4. L'Assistant en Passation des Marchés ;
5. Le Directeur Général Adjoint de l'OCMP.

Le résultat de ces entretiens et l'analyse des dossiers ont permis d'aboutir à la fois aux constats et recommandations décrits ci-dessous.

## I. Diagnostic du dispositif de passation des marchés :

### I.1 – Historique :

Les activités de passation des marchés ont été réalisées sous la supervision du Coordonnateur, avec la participation du RAF, du Responsable de S/E avec l'implication de la commission régionale (CTOEAM) mise en place dans le cadre de la mise en œuvre du PADER-G pour les marchés d'un seuil < ou = à 50.000.000 de FCFA et la COJO pour les montants supérieurs.

Catégories	Méthodes Passation/ Modes de Sélection	Année de réalisation				Total par méthode
		2012	2013	2014	2015	
Fournitures	ACIO					
	ACIR					
	ACN	2				2
	ACL	2	2	3	3	10
	CFI					
	CFN					
	IAPSO					
	ED	1	1			2
Travaux	ACIO			1	1	2
	ACIR					
	ACN					
	ACL	5	16	20	8	49
	CFI					
	CFN					

	ED	3	4	3		10
Consultants	SFQC		4	9	1	14
	SFQ					
	SEB					
	SMD					
	STP					
	SQL	3				3
	G/G	22	8	12	10	52
Total général		38	35	48	23	

Les statistiques qui sortent de ce tableau pour les années 2012 à 2015 en termes de marchés réalisés sont les suivantes par catégorie et par méthode, ainsi que les montants approximatifs correspondants en USD:

Catégories								
Fournitures			Travaux			Services de Consultants		
Méthodes	Nbre de marchés	Montants correspondants en USD	Méthodes	Nbre de marchés	Montants correspondants en USD	Méthodes	Nbre de marchés	Montants correspondants en USD
ACIO			ACIO	2	1.411.340	SFQC	14	366.810
ACIR			ACIR			SFQ		
ACN	2	149.838	ACN			SEB		
ACL	10	593.034	ACL	49	3.373.810			
CFI			CFI			SMD		
CFN			CFN			STP		
IAPSO			IAPSO			SQL	5	25.200
ED	2	341.124	ED	10	199.004	G/G	52	3.531.364
Total	14	1.083.996		61	4.984.154		71	3.923.374

**I.2 – Fonctionnement** : L'ensemble des activités de passation des marchés exécutées dans le cadre de l'acquisition des biens et services destinés à la mise en place des structures organiques du Programme et à leur fonctionnement, ont été donc réalisées sous la supervision du Coordonnateur avec le concours du RAF dans un premier temps, du Responsable de Suivi-Evaluation, de la CTOEAM, de la COJO et du RPM et de son Assistant actuellement. *La mission note avec satisfaction, la finalisation du processus de recrutement du nouveau RPM et de son Assistant dans le cadre du PARSAT. La mission note également que les marchés sont passés de façon acceptable dans l'ensemble.*

### I.3 – Efficacité :

L'analyse du dispositif actuel (constats et limites), des statistiques et des tableaux ci-dessus, il ressort que le système de passation des marchés, a été fonctionnel mais pas très efficace, car pour deux années consécutives toutes catégories confondues sur **104 activités programmées (à savoir 62 activités pour 2014 et 43 activités pour 2015), seulement 71 sont réalisées à date soit environ 68%**. *La mission recommande des mesures pour améliorer cette tendance en instaurant une plus grande célérité dans la gestion du PPM avec le nouveau staff recruté au niveau de la cellule Passation des Marchés.*

### I.4- Planification et programmation du processus de passation des marchés :

La mission note une bonne appropriation du processus d'identification et de programmation des activités de passation des marchés identifiées dans le PTBA par le personnel du Projet.

## II. Revue des marchés /contrats :

La mission a passé en revue certains marchés/contrats et suite à la revue, la mission note : (i) une bonne appropriation de certains documents types par l'UCGP; (ii) une bonne application des dispositions de l'AF



et de la réglementation nationale en matière de PM ; (iii) des paiements effectués en conformité avec l'état d'avancement physique et financier conformément aux modalités de paiements stipulées dans les contrats. La mission félicite le PADER-G de cet état de fait et l'encourage à continuer ces bonnes pratiques.

## II.1- Qualité des dossiers

La qualité des dossiers passés en revue est dans l'ensemble bonne surtout en ce qui concerne les travaux et fournitures. Toutefois, des améliorations doivent être apportées en ce qui concerne le processus de recrutement des consultants (processus et contrat) .A la suite des constats, la mission a formulé les recommandations suivantes :

constat	recommandation
Non utilisation de contrat avec les annexes requises	Compléter les contrats par les trois annexes contractuelles à savoir : a)- Annexe 1 : les TDR's ; b)- Annexe 2 : les obligations du consultant en matière d'établissement de rapport ; c)- Annexes 3 : le budget.
Inversement du processus de recrutement des consultants à titre personnel	Respect de la procédure de recrutement de consultant à titre personnel. Juste une simple comparaison de CV pour retenir l'expert le plus qualifié sur un échantillon de 3 minimum avant une demande d'établissement de proposition technique et financière par le consultant retenu qui sera négocié

**II.2- Respect des dispositions contractuelles (caution, avance, retenue de garantie, etc...).**

Le constat général révèle une bonne application des dispositions contractuelles en matière de cautionnement. La mission se félicite de cet état de fait et encourage le projet à poursuivre dans ce sens.

## II.3- Respect des activités et méthodes programmées au PPM

La Mission note que toutes les activités réalisées en matière de passation des marchés, ont été celles prévues dans le PPM qui a reçu avis de non objection du FIDA. Toutefois, il est arrivé que suite à de nouveaux besoins des activités ont été menées, sans une actualisation du PPM. La Mission recommande que le PPM soit mis à jour et transmis au FIDA: **i)** Toutes les fois qu'un changement est opéré dans la mise en œuvre du PPM approuvé par le FIDA ; **ii)** chaque fois qu'une nouvelle activité est identifiée (en interne ou par recommandation du bailleur).

## II.4- Gestion des contrats (rapport avancement physique & financier)

Les paiements effectués sont en conformité avec l'état d'avancement physique et financier et sont conformes aux modalités de paiements stipulées dans les contrats. La mission félicite le projet et l'encourage pour la bonne gestion des contrats en terme de diligence des paiements et disponibilité des tous les supports (PV de réception et copies des décomptes).

## III- Registre des contrats :

Le registre des contrats est conforme et est bien tenu. La Mission se félicite du fait de l'application de la recommandation faite lors de la dernière mission de supervision concernant le registre des contrats et encourage le programme à poursuivre dans ce sens.

#### **IV- Archivage:**

La mission constate la non disponibilité des documents en un seul lieu et pour certaines activités, la non présentation de document sensé justifier une étape réalisée comme un PV de réception signé des membres de la commission et des bénéficiaires. La Mission demande au nouveau RPM et son Assistant de s'organiser pour améliorer l'archivage des documents de passation des marchés au niveau du projet. *La Mission recommande la réalisation de cette activité dans les meilleurs délais.*

#### **V- Manuel de Gestion Financière, administrative, comptable et de Passation des Marchés: (Conformité avec les Directives du FIDA)**

La relecture du manuel de gestion fiduciaire du PARSAT/PADER-G, à sa partie passation des marchés, a permis de constater une conformité avec les Directives du FIDA dans l'ensemble. Toutefois, les changements et améliorations ci-après doivent être apportés:

- 1- Se conformer à la composition officielle des membres de la Commission régionale de passation des marchés (CTOEAM) selon l'arrêté du gouverneur ;
- 2- S'assurer que le manuel soit en adéquation avec les nouveaux organes qui vont figurer dans le nouveau code des marchés publics et tenir compte des éventuels changements sur les COJO par exemple ;
- 3- Revoir systématiquement la description faite par rapport à la méthode de sélection fondée sur la qualité qui n'est pas juste;
- 4- Revoir la description faite par rapport à la méthode de sélection par entente directe et ne pas prévoir des commissions d'évaluation technique et autres. Retracer le processus.
- 5- Supprimer les références faites en matière de publication par rapport aux journaux camerounais

#### **Recommandations :**

Réunir en seul lieu, toute la documentation liée à un marché afin de permettre de suivre la traçabilité du processus et une évaluation ultérieure à l'occasion des missions de supervisions et/ou d'audits	RPM	30/10/2015
Améliorer les contrats des consultants en ajoutant obligatoirement les éléments ci-après : a)- Annexe 1 : les TDR's ; b)- Annexe 2 : les obligations du consultant en matière d'établissement de rapport ; et c)- Annexe 3 : le budget	RPM	Immédiat
Organiser un atelier de formation en passation des marchés (Fournitures, travaux & services de consultants) selon les procédures du FIDA pour le nouveau staff de la Cellule passation des marchés (RPM & Assistant)	Coordo/FIDA	30/10/2015
Mettre à jour le PTBA et PPM dès lors que de nouvelles activités sont identifiées et non objectées.	RPM/RAF	Immédiat

Procéder à un changement de Président au niveau de l'arrêté de nomination des membres de la commission régionale de passation des marchés du PADER/PARSAT en attendant l'arrivée du représentant du Ministère du Plan dans la région	Coordo	Immédiat
Acheter pour la Cellule passation des marchés, le module « suivi des engagements » du logiciel de gestion + formation	Coordo/RAF	30/11/2015